



LES CAHIERS du travail social

Répondre aux urgences
environnementales :
la part du travail social

numÉRO
102



Une revue éditée par



Les cahiers du travail social

Revue trimestrielle éditée par l'IRTS de Franche-Comté et publiée à sept cent cinquante exemplaires.

L'objectif principal et fondateur des cahiers du travail social est la création d'une revue régionale des travailleurs sociaux qui puisse aussi bien rendre compte de recherches de professionnels ou d'universitaires, que présenter un point de vue personnel sur des aspects du travail social et de son évolution ou encore exposer une réflexion personnelle sur une étude de cas.

Pour atteindre cet objectif, le projet éditorial des cahiers du travail social a été principalement construit autour de la publication et de la diffusion des interventions présentées aux journées d'étude de l'IRTS de Franche-Comté, journées pluridisciplinaires organisées plusieurs fois par an, qui répondent à la mission d'animation et de recherche dans les milieux professionnels de l'action sociale par les Instituts Régionaux du Travail Social (Arrêté du 22 août 1986, art. 1 et art. 7).

Destinés à l'ensemble des étudiants et des stagiaires en formation à l'IRTS de Franche-Comté et aux professionnels de l'action sociale, les cahiers du travail social sont devenus un outil pédagogique ouvert aux réflexions et aux témoignages professionnels.

Directeur de publication & Rédactrice en chef • Frédéric STENGER et Nadège MARIE.

Comité de lecture • François HOARAU-GEISSLER, Marc LECOULTRE, Nadège MARIE et Florence NÉRET.

Nous remercions Patricia MOMET vice Présidente de l'ARTS pour sa lecture attentive et ses précieuses corrections ainsi que François HOARAU-GEISSLER pour la coordination de ce numéro.

Crédit photo • Couverture : © Iconscout

Maquette et mise en page • Cactus - www.cactus-pub.com

Imprimé en France par LIG SAS, 58 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 39100 DOLE.

Dépôt légal à parution. ISSN : 1145-0274

Contact

Centre de Ressources Documentaires (CRD)

téléphone : 03 81 41 61 41

courriel : crd@irts-fc.fr



IRTS de Franche-Comté > Les cahiers du travail social

1 rue Alfred de Vigny • CS 52107 • 25051 BESANÇON CEDEX

tél. 03 81 41 61 00 • fax 03 81 41 61 39

www.irts-fc.fr

Répondre aux urgences environnementales : la part du travail social

Les cahiers du travail social n°102 ■ © IRTS de Franche-Comté ■ Décembre 2022

Ce numéro est coordonné par **François HOARAU-GEISSLER**,
Cadre pédagogique, IRTS de Franche-Comté.

François HOARAU-GEISSLER
Éditorial

03-05

Dominique GRANDGEORGE
Plaidoyer pour une écologisation de la formation au travail social

07-24

Franck DUVIGNEAU
*Changer de pansement ou penser le changement ?
Retour d'expérience sur la conférence Travail social et développement durable
du 29 septembre 2022, ERTS Olivet*

25-30

Julie NEUWELS
*Habiter un logement énergétiquement performant :
rôles, enjeux et apports du travail social*

31-41

Élisabeth GERL
*Le Café des pratiques (quartier des Chaprais à Besançon) :
Changer son rapport aux choses et au vivant*

43-54

Bruno **HYPOLITE**

*Claire Combe (Colline des Buis à Besançon) :
un projet d'écologie intégrale*

55-75

François **HOARAU-GEISSLER**

*Imaginaires et pratiques au regard des enjeux de l'écologisation du travail social :
figures de l'hétéronomie et de l'autonomie*

77-94

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

François **HOARAU-GEISSLER**

Anthropologue. Cadre pédagogique, IRTS de Franche-Comté

Les conséquences déjà avérées du réchauffement climatique, mais aussi des crises environnementales globales, ne peuvent que concerner directement le travail social, ne serait-ce que parce qu'aucun secteur d'activité n'est épargné (IPCC, 2022). Mais si le travail social peut être considéré comme tout particulièrement concerné, c'est qu'il est établi que de telles crises systémiques touchent plus particulièrement les populations les plus vulnérables — soit celles que les travailleurs sociaux doivent accompagner (Maertens, 2017). Si à l'échelle mondiale, la fédération internationale des travailleurs sociaux semble s'en être pleinement saisie, la diffusion de cette sensibilité à toutes les échelles peut sembler limitée au regard des enjeux repérés. À l'échelle nationale, le contenu du récent livre vert du travail social peut valoir de symptôme : si la crise environnementale est répertoriée comme l'un des éléments majeurs de nature à bouleverser le secteur, aucune préconisation n'est formulée pour y répondre — comme si le constat laissait sans réponse possible (Haut Conseil du travail social, 2022).

Si le contraste entre urgence des mesures à prendre — urgence qui n'implique pas moins un travail, voire une planification, sur le long terme — et une forme d'attentisme voire de déni a déjà commencé à être pensé, la réflexion mérite d'être poursuivie à partir d'une perspective ancrée dans le travail social et l'intervention sociale. Le présent numéro des Cahiers du Travail Social vise ainsi à continuer à alimenter la réflexion concernant la manière dont le travail social peut — ou doit — se saisir des défis posés par les crises climatiques et écologiques, autrement dit prendre toute sa part.

Plusieurs obstacles à ce que Dominique Grandgeorge désigne comme une nécessaire « écologisation du travail social » (2022) ont déjà été analysés. C'est d'ailleurs avec le plaidoyer de cet auteur que s'ouvre ce numéro

— « un plaidoyer pour l'écologisation de la formation » directement étayé sur la problématisation d'ensemble qu'il propose dans son ouvrage. On suivra avec lui le dialogue et les pérégrinations — en passant notamment par Strasbourg, Besançon, Saint-Benoît de la Réunion et Genève — de « Madame Social et de Monsieur Durable » (Ménochet, 2009) en souhaitant croire en leur compagnie que « les obstacles qui bloquaient l'intégration de la question écologique dans les programmes de formation des IRTS soient progressivement en train de se lever ».

Dans sa contribution, « Changer de pansement ou penser le changement ? Retour d'expérience sur la conférence *Travail social et développement durable du 29 septembre 2022, ERTS Olivet* », Franck Duvigneau nous incite pourtant à demeurer prudent : aucune expertise, appuyée sur des compétences de naturaliste et complétée par la prise de connaissance d'une littérature qui commence paradoxalement à être bavarde sur le silence relatif de la littérature sur l'articulation du travail social aux défis environnementaux, ne permet d'être tout à fait prêt à affronter le silence et l'absence de réaction de promotions entières d'étudiants en situation d'être formées sur ces questions. Comme le suggère l'auteur, derrière les querelles autour des mots, se cachent sans doute des questions existentielles : « Il s'agit de savoir dans quel monde nous souhaitons vivre et pour combien de temps. »

La contribution de Julie Neuwels nous permet de quitter le champ de la formation pour celui de l'intervention sociale — individuelle ou collective. Que ce soit en Belgique — où est situé le projet pilote restitué — ou en France, les mesures et dispositifs technologiques liés à une nécessaire transition énergétique impliquent un accompagnement des publics vulnérables vers une trajectoire d'autonomisation pour lequel les travailleurs sociaux sont amenés à jouer un rôle déterminant.

C'est à Besançon que nous ramènent respectivement Elisabeth Gerl du « Café des pratiques » et Bruno Hypolite du « Projet Claire Combe ». Si ces deux expériences ne sont sans doute pas représentatives des trajectoires d'écologisation en cours au sein du champ du travail social, elles offrent notamment comme intérêt majeur la possibilité de se décaler par rapport aux injonctions auxquelles on a tendance à réduire la nécessaire implication du travail social dans les processus de transition environnementale. Sous la figure commune du tiers-lieu — le premier en quartier urbain, le second sur une prairie de l'une des collines de la ville — ils laissent entrevoir la manière dont les pratiques et les imaginaires peuvent se multiplier, essaimer dans une dynamique d'émancipation individuelle et collective.

Pour conclure le numéro, on reprendra la question des freins à une écologisation du travail social en partant des silences et des discours qui semblent faire écran à l'appréhension des enjeux à la mesure de la situation environnementale. On tentera de montrer qu'il s'agit de se déprendre d'une figure hétéronome de l'écologisation pour promouvoir une trajectoire d'autonomisation et d'émancipation individuelle et collective qui semble déjà largement à l'œuvre dans les deux expériences bisontines restituées.

Références bibliographiques

Sources scientifiques

■ Haut Conseil du travail social. (2022). *Le livre vert du travail social*. <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/livre-vert-du-travail-social-09032022.pdf>

■ IPCC. (2022). *Climate Change 2022 : Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, doi : 10.1017/9781009157926

■ Maertens, L. (2017). Les pauvres à la merci des dégradations environnementales. Dans : Bertrand Badie éd., *Un monde d'inégalités* (pp. 185-196). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.badie.2017.02.0185>

■ Ménochet, L. (2009). M. Durable et Mme Sociale : Les problématiques croisées du travail social et du développement durable. *Le Sociographe*, 29, 13-18. <https://doi.org/10.3917/graph.029.0013>

Plaidoyer pour une écologisation de la formation au travail social

Dominique **GRANDGEORGE**

Titulaire d'un master de sociologie de l'Université Marc Bloch de Strasbourg. Initialement éducateur spécialisé, il a été directeur d'un Office public de l'habitat à loyer modéré et de Centres communaux d'action sociale.

« Nul n'est censé ignorer la loi, et nul n'est censé ignorer les enjeux climatiques¹ »

Entrée en matière

« Ce n'est pas un one shot, ce n'est pas un coup qu'on réalise, c'est : demain on se revoit, on débriefe ensemble. Qu'est-ce qui s'est passé aujourd'hui, [...] comment l'on se mobilisera pour que nos Établissements Sociaux et Médico-Sociaux soient beaucoup plus vertueux qu'ils ne le sont aujourd'hui du point de vue de leur émission carbone » nous affirme Dominique Bos, le directeur du site « Grand-Littoral » de l'IRTS des Hauts-de-France (cité dans IRTS des Hauts-de-France, 2022). En s'exprimant ainsi, Dominique Bos faisait référence aux conséquences espérées de la journée de rencontre organisée le 4 mai 2022 à Dunkerque, qui posait directement la question de la *« prise en compte de la dérive climatique dans le projet d'évolution des ESMS. Travail Social et neutralité carbone : On s'y prend comment ? On commence quand ? »* (Bos, 2022).

Pour autant, sept ans déjà séparent le premier colloque à envergure nationale organisé sur les enjeux écologiques en 2015 de cette journée

¹. Matthieu Orphelin, ex-député et actuel Directeur Général de la LPO (cf. lexique).

très volontariste à Dunkerque. En effet, en parallèle de la COP 21 (cf. lexique) qui a eu lieu à Paris en 2015, se déroulait dans la même ville la journée intitulée « Travail social, changement climatique et gestion des risques » qui visait à « *mettre en évidence le rôle considérable et la place du travail social* » (UNAFORIS, 2015 a). Au terme des nombreuses contributions et apports théoriques qui ont jalonné la journée, la conclusion exprimée par Diane Bossière, déléguée générale d'UNAFORIS (cf. lexique) était tout indiquée : « *cela suppose que les formateurs, cela suppose que les centres de formation, (...) décident de travailler cette question dans le cadre pédagogique, et les formateurs en particulier, eux-mêmes restituent leurs contenus de cours par rapport à ça* » (UNAFORIS, 2015, b).

Se référant à la fameuse formule de Jacques Chirac prononcée à Johannesburg en 2002 lors du quatrième sommet de la terre (« *notre maison brûle et nous regardons ailleurs* »), Arnaud Morange de l'IRTS Normandie Caen, nous posait la question, cette même journée : « *"La maison brûle" : Comment le travail social peut-il contribuer à éteindre l'incendie ?* » (Morange, 2015).

7 ans plus tard, on lui répondra avec malice que nous, travailleurs sociaux, regardons toujours ailleurs. À peine se décide-t-on à sortir les arrosoirs. À l'évidence, on se contente de quelques petits colibris qui versent un goutte-à-goutte ici ou là...

C'est malheureusement le constat que je fais dans mon livre « L'écologisation du travail social. Les établissements sociaux à l'épreuve du réchauffement climatique et de l'effondrement de la biodiversité (Dominique Grandgeorge, 2022) ». En remarquant le fossé entre les actes exceptionnels et l'urgence climatique persistante aux seuils des établissements, je m'interroge sur la proportion d'établissements sociaux engagés de manière réfléchie et volontaire dans des projets d'adaptation aux enjeux écologiques « *à leur propre initiative, indépendamment de toute injonction réglementaire ou conventionnelle* » (p. 108). Malheureusement, les expériences remarquables et pionnières en la matière ne sauraient cacher la forêt d'immobilisme et de procrastination collective.

Ce qui nous renvoie au rôle fondamental de la formation apportée aux futurs professionnels. L'équation est simple : ni apprentissage, ni métier. Avant d'agir, il faut connaître, comprendre, disposer de savoir-faire. Or, si l'on en croit Bruno Latour ; « **nous avons changé de monde** » (2021). Alors, pourquoi ne pas suivre Durkheim (2015, p. 8) qui observait avec sagesse comment « **les transformations profondes qu'ont subies ou que sont en train de subir les sociétés contemporaines nécessitent des transformations correspondantes dans l'éducation nationale** ». De l'éducation nationale à la formation spécialisée, les enjeux d'adaptation aux mutations écologiques n'en sont pas moins urgentes. À l'évidence, peu ou prou (sinon pas) de place est octroyée à la culture écologique (Pierre Charbonnier, 2022) dans la mallette des jeunes diplômés.

Nonobstant toute considération de niveau, d'objet d'étude et de formation, l'écologie doit devenir sans attendre une matière incontournable enseignée de manière transversale. C'est la position notamment de Gilles Boeuf (2018) — ex-directeur du Muséum naturel de France — qui milite contre « *l'enseignement en silo français* » en totale contradiction « *avec les grandes questions environnementales et climatiques qui [...] sont totalement transversales* ».

Partant de là, notre objectif est tout tracé : contribuer à réduire cette carence (pour ne pas dire vacuité) entre d'un côté l'impérieuse nécessité de considérer avant toute autre raison, les conditions d'existence, de vie et d'habitabilité dans le cadre de nos activités professionnelles (Latour, 2021) et de l'autre, l'évidente insuffisance de contenus d'enseignement se rapportant à ces questions écologiques.

Pour le développement qui suit, nous trouverons dans un premier temps des sources de réjouissances à partir de quelques initiatives qui semblent converger vers une prise en compte des enjeux écologiques et climatiques dans le cadre de la formation des métiers du travail social.

Au fil de l'eau de ces motifs de satisfaction, on verra s'esquisser le portrait type du travailleur social d'un nouveau genre. À l'image de sa figure de référence, « *l'humain terrestre* », il atterrit dans le « *nouveau régime climatique* » dépendant des conditions matérielles d'existence et d'habitabilité (Bruno Latour, 2019, 2017 & 2015).

Ce qui me conduira à ébaucher les traits marquants et les idées génératrices au cœur d'une contribution à l'écologisation de la formation des travailleurs sociaux. Et de clore ce court exercice en insistant sur l'impératif catégorique de réformation des méthodes et des contenus d'enseignement.

Nous avons « **meilleur temps**² » maintenant de suivre Madame social (Tess) et Monsieur durable (Dédé) et leur enthousiasme contagieux à la découverte de ces motifs de satisfaction.

I - De bonnes nouvelles à l'IRTS à la rencontre de TESS et Dédé

« *Voici le travailleur social environnemental qui accompagne les personnes dans une démarche globale qui comprend les interactions avec l'environnement* » (ITS Erasmé, 2021). Dans une courte vidéo à caractère pédagogique réalisée par des éducateurs en formation, défile devant nous l'amorce d'un nouveau référentiel professionnel. Tout au long du scénario, on suit

². Locution verbale en usage en Franche-Comté qui signifie : il est mieux de, avoir intérêt à, avoir avantage à, il est préférable, c'est le moment...

Madame Tess et Monsieur Dédé. Nos deux comparses incarnent la rencontre du travail social (Tess) avec le développement durable (Dédé). En leur compagnie, nous cheminons ensemble à la découverte « *d'acteurs parmi tant d'autres qui, à différentes échelles et avec leurs objectifs propres, articulent chaque jour travail social et développement durable...* » (ITS Erasme, 2021).

Mais le chemin, malgré de passionnantes rencontres (médiation animale, commerce équitable, économie circulaire, solidarité paysanne), est semé d'embûches. Face à elles, le système capitaliste occidental « *qui définit le développement comme le fait de croître toujours plus* » (ITS Erasme 2021) tente de récupérer Dédé pour faire du Greenwashing (cf. glossaire). Ce système capitaliste se nourrit également du « *colonialisme vert* » (cf. glossaire) qui encourage « *la naturalisation de l'Afrique en la déshumanisant pour rêver d'une nature vierge qui n'existe plus en occident* » (ITS Erasme, 2021). C'est le « *paradoxe du développement durable* » (ITS Erasme, 2021) qui bloque nos deux interlocuteurs.

Pour le dépasser, Tess et Dédé nous proposent des outils, comme autant de pistes d'amélioration des domaines de compétences professionnelles du travailleur social :

- D'abord, changer « *notre rapport au monde* » en effaçant la séparation de la nature et de la culture, de l'humain et de son environnement puisque « *prendre soin de l'environnement revient à prendre soin de l'humain* » (ITS Erasme, 2021) ;
- Ensuite, regarder du côté du courant de la décroissance (cf. glossaire) « *qui prône un mode de vie plus sobre basé sur les besoins essentiels de notre planète* » (ITS Erasme 2021) sur lequel pourrait s'appuyer notre travailleur social environnemental.

Ce programme en poche, le travailleur social environnemental « *a pour mission de faire comprendre aux personnes [accompagnées] leur potentiel et comment celles-ci peuvent inscrire leur vie dans leur environnement.* » (ITS Erasme, 2021).

Réalisée en 2021, en réponse au concours lancé par UNAFORIS à l'occasion des journées mondiales du travail social du 16 Mars 2022, cette petite vidéo pointe — sans le dire ouvertement mais gentiment — les carences des contenus d'enseignements dans le domaine de la formation professionnelle des travailleurs sociaux en matière écologique.

« *Co-construire un nouveau monde éco-social : ne laissez personne de côté* », le mot d'ordre de cette journée mondiale du travail social était tout aussi ambitieux. À Genève, Saint-Benoit de la Réunion, Toulouse, Perpignan, les écoles de formation se sont laissées entraîner par ce mot d'ordre en mobilisant les étudiants la journée entière sur cette thématique.

Moins d'un mois plus tard, le 4 avril 2022, à Dunkerque, dans une salle remplie de professionnels du social, Dominique Bourg, le philosophe franco-suisse, spécialiste des questions écologiques et Damien Carême député européen écologiste — ex-maire de la ville voisine de Grande-Synthe — débattent aux côtés de Dominique Bos, le maître de cérémonie du jour. À l'initiative de l'organisation de la journée, ce dernier, avance ses pions avec le sens de la formule :

« On va fédérer ce réseau, pour aller encore plus loin, dans toutes les initiatives, toutes les actions que l'on engage avec les personnes accompagnées et les personnes en situation de handicap. On va avancer pour faire reculer le dérèglement climatique » (cité dans Hachimi, A., 2020, 11 Mai).

Imperceptiblement, l'ombre du « travailleur social environnemental » cher à nos amis Tess et Dédé (ITS Erasme, 2021), plane tout au long de cette journée. Dans les six ateliers programmés en après-midi, on ne se retrouve pas si loin des préoccupations de nos deux héros de la vidéo (ITS Erasme, 2021). Que l'on en juge à la lecture de l'intitulé de l'un des six ateliers proposés à Dunkerque : « mettre en œuvre une démarche RSE (cf. lexique) [pour] favoriser l'autodétermination de la personne accompagnée ». L'écologie au service du social.

Même si cela ne peut valoir de démonstration scientifique, l'évolution croissante des sollicitations sur ces thématiques (développement durable, transition écologique, etc.) que j'ai observée, mérite d'être rajoutée aux constats précités. Sauf à penser que l'on ne pourrait rendre compte de sa propre expérience vécue, il faut bien reconnaître une accentuation récente de l'offre de formation en la matière.

Ainsi, séminaire adressé aux étudiants de niveau Bachelor à l'HETS de Genève (cf. lexique) depuis, cours dispensés auprès des assistantes sociales en formation initiale à l'ESEIS de Strasbourg (depuis quelques années) et des éducateurs spécialisés à l'IRTS de Nancy, intervention transversale et généralisée dans toutes les formations initiales à l'IRTS de Saint-Benoît de la Réunion, l'année 2020 se révèle avoir été un moment détonateur si nous en croyons notre propre expérience.

Cet aspect transdisciplinaire se retrouve d'ailleurs à l'IRTS de Franche-Comté où les enseignants ont eu la bonne idée d'inviter les protagonistes de la « Fresque du Climat » (cf. glossaire) pour sensibiliser ensemble et en même temps les étudiants de toutes les filières en formation initiale (LinkedIn, 2022). « Fresque du climat » se retrouvant également au programme du séminaire « Crise globale, transition écologique, pensée critique et engagement » de l'HETS de Genève depuis le deuxième semestre 2021 (Michon, 2022).

Écoutons Stéphane Michon, le maître-artisan du séminaire genevois nous rapporter son point de vue sur l'apport du jeu de la Fresque du Climat.

« [Elle] a été une étape pédagogique signifiante dans nos enseignements. Les étudiant(e)s sont immédiatement actif(ves) pour – grâce à l’intelligence collective – s’approprier la compréhension de la systémique du dérèglement climatique. [...] Balayant devant notre porte, nous regardons d’abord ce qui se fait dans notre école... et tout ce qui peut être pensé, organisé, hiérarchisé et rêvé. La finalité – sous forme à ce jour d’utopie nécessaire – est d’ainsi permettre, au sein de notre établissement, une mise en place d’une stratégie systémique et holistique en matière de démarche écologique... » (2020, p. 277).

Last but not least³, ce dernier numéro des Cahiers du Travail Social édité par l’IRTS de Franche-Comté constitue une raison de plus de se réjouir — malgré le caractère isolé de cette initiative —. Quand bien même on dénombre encore trop peu de tentatives articulant questions sociales et conscience écologique (Le Sociographe, 2009 et 2021 ; Lien Social, 2019 ; Union, 2020) dans le secteur. C’est assez rare pour se féliciter de l’heureuse initiative franc-comtoise.

À l’évidence, ces constats semblent converger en faveur de l’avènement progressif d’une « culture écologique » innervant les contenus de formation adressés aux travailleurs sociaux en France. Pour autant, il y a loin encore de la coupe aux lèvres. Et les raisons de satisfaction invoquées ne sauraient cacher les nombreuses embûches qui attendent Mme Sociale et Mr Durable (Ménochet, 2009) sur le chemin de l’écologisation du travail social.

De notre point de vue, à l’horizon, affleurent les premiers signes broussailleux de cette réformation de l’enseignement en travail social. La multiplication de marqueurs forts convergeant vers les questions d’enseignement et de pédagogie est manifeste. Si l’on se risquait à une comparaison écosytémique du bush-veld (plaine aride et semi-désertique en Afrique du Sud), on s’achemine tout doucement vers le bush (brousse touffue et buissonnante débordante de vitalité). Encore un peu et la forêt exubérante s’élèvera au loin.

Progressivement se précise une prise de conscience de l’impératif d’adaptation parmi les acteurs du secteur. À l’évidence, les parcours de formation et les contenus de cours ne peuvent rester des angles morts face aux enjeux climatiques et écologiques.

Les évènements climatiques extrêmes à répétition et les données scientifiques à notre portée (GIEC, IPBES, HCC, - cf. lexique -) nous révèlent jour après jour l’urgence d’une adaptation de notre secteur. Par ricochet, les manifestations de la crise écologique ruissellent inévitablement sur notre conscience collective et interpellent les apprenants, futurs travailleurs sociaux. Les enjeux climatiques et écologiques nous obligent. L’acquisition d’une solide connaissance en la matière en est la clé de voute.

3. « En fin et surtout ».

II - Démailler le Filtre Vert

L'eurodéputé Damien Carême est perspicace : « *L'avenir du travail social ne peut pas se faire sans une action sur le climat, la lutte contre le changement climatique [...] parce que les plus vulnérables sont les premières victimes de ce changement* » (IRTS des Hauts-de-France, 2022, 4 Mai). Figuré à travers Tess et Dédé, « le travailleur social environnemental » (ITS, 2021) combine « *les problématiques croisées du travail social et du développement durable* » (Ménochet, 2009).

C'est la problématique centrale de mon ouvrage, « l'écologisation du travail social. Les établissements sociaux à l'épreuve du réchauffement climatique et de l'effondrement de la biodiversité (2022) ». À la lumière de la passivité du travail social face à l'urgence climatique et écologique, je tente de présenter les blocages psycho-sociaux et plus largement les raisons qui font obstacle (syndrome de l'autruche, procrastination collective, atavisme neuro-cérébral millénaire, aveuglement idéologique positiviste — progrès, croissance, abondance, etc.). Au-delà de ce constat d'échec, mon ouvrage fait découvrir aux lecteurs cinq expériences remarquables qui démontrent sans ambiguïté la complémentarité entre question sociale et écologie dans le travail social. À partir de ces données (enquête et monographie), je tente de forger une typologie de la qualité de l'engagement des structures. Celle-ci repose d'après moi, sur trois modalités de degrés d'implication et d'engagement : les petits pas, le sas de passage et l'approche globale et systémique (l'écologisation). De cette dernière, où engagement volontariste se confond avec projet global et action transversale, il ressort la nécessité de réformer les contenus de formation en faveur d'un enseignement obligatoire et transversal de l'écologie comme matière incontournable quels que soient le niveau et l'objet d'étude.

L'inscription de ces thématiques au compte-gouttes dans les référentiels de formation des métiers d'assistant(e) social(e) (la transition écologique, le développement durable, DF2) et de conseiller(e) en économie sociale et familiale (écologie appliquée à la vie quotidienne et développement durable, DF4) ne suffit pas. D'autant plus qu'elle ne trouve aucune traduction réelle dans les contenus de cours ! Le buisson isolé ne saurait cacher le désert inculte derrière lui. Sortons du bush-veld aride à destination de la forêt buissonnante et exubérante !

Au regard du caractère extrêmement urgent, il nous semble inévitable de concevoir les contenus de formation autour du socle écologique et climatique. Être à la hauteur des enjeux écologiques et par conséquent considérer les conditions d'habitabilité comme prioritaire — à l'opposé des thématiques de productivité (Latour, 2021) —, suppose « *la réformation de l'action sociale [...] orchestrée à l'échelle de l'ensemble du secteur dans toutes ses dimensions organisationnelles,*

professionnelles, éducatives, thérapeutiques » (Grandgeorge, 2022, p. 13)⁴. En s’emparant de ce terme de réformation à notre échelle, l’idée consiste à positionner notre démarche de manière systémique, globale et transversale. Loin s’en faut de rajouter un « truc vert » dans une case sur la liste des indicateurs de compétences demandées. À l’inverse, c’est la totalité des parcours de métiers, l’ensemble des contenus d’enseignements qui s’alimentent de la culture écologique et climatique indispensable boîte à outils au travail social d’aujourd’hui. Dit autrement, il s’agit de l’écologisation de la formation du secteur.

Ce qui suppose de « démailler le filtre vert » tout au long des parcours de formation. Cet énoncé de filtre vert m’a été inspiré à la lecture d’un journal d’apprentissage d’une étudiante genevoise (Harben Tsegaï, 2021). Mais pour que ce filtre vert rayonne avec fluidité sur l’ensemble des enseignements, il importe de le démêler sans anicroche et d’en trier les aspérités climato-incompatibles. C’est là que l’expression du créole réunionnais « démailler » (les cheveux, la ligne de canne à pêche) antonyme de « mailler » (mêler ensemble, chose mélangée inextricablement) m’a convaincu. Démailler le filtre vert d’un parcours de formation, c’est garantir l’engagement écologique et le rappel aux valeurs supérieures de la pérennité de la vie sur terre, comme condition sine qua non de la survie de l’espèce « sapiens » ainsi que de la plupart des vivants... Si l’on en croit les conclusions de la synthèse du dernier rapport du GIEC présenté en septembre 2022.

Aux motifs de satisfaction et raison de se réjouir abordés dans les lignes précédentes, il apparaît que les obstacles qui bloquaient l’intégration de la question écologique dans les programmes de formation des IRTS soient progressivement en train de se lever. Comme le proclame Bruno Latour sur France Inter : « *l’écologie est partout !* » (Demorand, 2022).

Le « filtre vert démaillé », on peut maintenant « défiler » la figure tutélaire du « travailleur social environnemental » chère à Tess et Dédé, ébauche de grille de lecture et d’interprétation intuitive nous conduisant aux figures conceptuelles imaginées par Bruno Latour.

Dans l’idée de schématiser les postures et les alliances en tension dans la période du nouveau « régime climatique », Bruno Latour ébauche deux figures opposées. Il distingue les humains terrestres des humains hors-sol. Si ces der-

niers — qu’il identifie aux « modernes » — poursuivent aveuglément sur les rails du progrès contre le retour à la « lampe à huile » des « amish », les premiers (terrestres) considèrent avant tout les questions de subsistance, de dépendance (fertilité des sols) et d’habitabilité comme prioritaires. S’oppose donc à l’humain hors-sol déconnecté

4. Cette notion de réformation est empruntée à Francis Rapp. Celui-ci propose d’élargir le regard porté sur la période de la réforme protestante. Pour cet historien, il s’agit plus d’un mouvement social de fond, une dynamique de transformation à l’œuvre dans la société, traversée et animée par un faisceau d’enjeux (politique, sociétal, économique, psychologique) dépassant le caractère uniquement religieux.

du vivant, anthropocentrique replié sur lui-même, indifférent aux signes envoyés par le réchauffement climatique et la crise du vivant, celle de l'humain terrestre, redescendu sur terre, sensible au vivant, qui a pris acte des nouvelles conditions de vie matérielles et s'engage dans l'adaptation au « nouveau régime climatique ». On l'aura compris, puissances financières, aux intérêts privés inféodés à l'échange mercantile et valeurs suprêmes du vivant et de sa pérennité sur terre (intérêt général) se tiennent face à face. D'un côté, on décolle (hors-sol moderne), de l'autre on atterrit (écologie terrestre).

Finalement, la pensée de Bruno Latour imagée à travers l'humain terrestre répond en écho aux intentions du travailleur social environnemental (TSE) de Tess et Dédé. De nos deux portraits idéalisés affleurerait un seul portrait répondant aux conditions écologiques et sociales du « nouveau régime climatique » (expression empruntée à Bruno Latour). De ce pas, franchissons ensemble le gué pour tracer les contours de notre idée. Le tableau qui suit (page 16) constitue une synthèse de notre pensée à partir des éléments apportés au débat.

	Travailleur Social hors sol	Travailleur Social terrestre
État d'esprit	« Le niveau de vie américain n'est pas négociable » (George W. Bush) : Traduction dans le secteur social : « le modèle des activités n'est pas discutable » (il y a toujours un prétexte — moyens, contraintes financières, protocolaires, temporelles, etc. — pour ne pas agir).	Anticipe et intègre l'éventualité de la catastrophe pour qu'elle n'arrive pas (cf. <i>catastrophisme éclairé</i> , Jean-Pierre Dupuy ⁵).
	MODERNISATION	ÉCOLOGISATION
Valeur idéologique	Vit (encore) dans un monde aux ressources illimitées. « Je suis libre de produire et consommer à ma guise dans l'abondance illimitée ». Mode de consommation indépendant des conditions terrestres (capital naturel). Pensée égoïste qui ne considère pas l'impact de ses actions et ses conséquences terrestres.	Vit dans l'anthropocène : adaptation des modes de consommation, de production aux nouvelles conditions de vie (finitude de la terre et de ses ressources limitées, rapport Meadows, GIEC, IPBES, etc.). « Je dépends des fruits de la terre (substance) ». Souci de l'altérité — biodiversité — et du bien commun intergénérationnel.
	ÉCOLOGIE ⁶	ÉCOLOGIE
Exemple de la restauration en établissement		
Attitude et accomplissement pratique	Menu décidé indépendamment de l'impact climatique et des conséquences écologiques (accroissement de l'empreinte anthropique sur le capital naturel).	Menu composé dans la dépendance et l'adaptation aux circonstances : produits locaux, bio de saison en circuit court, voire production en interne (autosuffisance). Inclusion de végétarisme et importante réduction des déchets (biodéchets et emballages, plastiques, etc.). Livraison en vélo avec contenant réutilisable (verre de préférence).

5. Par ce qu'il appelle « catastrophisme éclairé », Jean-Pierre Dupuy (2004) propose d'inverser notre rapport à la catastrophe. Plutôt que de se dire que celle-ci est impossible puisque « les gens ne veulent pas croire ce qu'ils savent », il faut partir de l'idée que la catastrophe est bien possible et donc imaginable. Cela induit l'impératif d'agir et d'anticiper son irruption en amont pour se donner les moyens de l'éviter, au pire d'atténuer ses effets. Autrement dit, la solution préconisée est de faire comme si la catastrophe était certaine et de mettre à profit le peu qui nous en sépare encore pour tenter de l'éviter. « Il faut garder les yeux fixés sur elle [catastrophe] sans jamais la perdre de vue ». À l'heure des événements climatiques extrêmes subis plutôt qu'anticipés (milliers d'hectares forestiers partis en fumée, nappes phréatiques et rivières à sec, invasions incontrôlées d'insectes, etc.) le catastrophisme éclairé nous invite à être en phase avec le nouveau régime climatique. Prévenir plutôt que guérir (et dépenser moins).

6. Expression empruntée à Vittorio Hösle dans « Philosophie de la crise écologique ». Petite Bibliothèque Pavot. 2021.

En conclusion : le travailleur social terrestre, figure allégorique de l'écologisation du secteur⁶

Cette dualité terrestre versus hors-sol traverse le champ du travail social de toute évidence. À la ferme de l'Institut Saint-André en Alsace, huit paysans ont été sélectionnés (maraîchage, élevage, transformation alimentaire, etc.), pour réussir la conversion des 126 hectares du domaine (monoculture du maïs) en faveur d'une mosaïque de cultures exemptes d'intrants à composants chimiques (plantes aromatiques, céréalières, fourragères, production vivrière, agroforesterie,

permaculture - cf. glossaire -). Contractuellement, ils se sont engagés avec le maître d'ouvrage (Institut Saint-André) « à redonner du lien avec la population de l'institut en la sollicitant tant pour la production que pour la vente, la ferme devenant à la fois un support pédagogique et créatrice de nouvelles activités éducatives » (Stenger, 2022).

J'ai déjà eu l'occasion de présenter dans mon ouvrage, le poids du sol et des enjeux d'habitabilité au cœur des transformations en cours dans le travail social (Grandgeorge, 2022). Dans ce livre, sont dévoilées cinq expériences sur le modèle de la monographie qui démontrent l'actualité de l'écologisation du travail social. Pour chacune de ces expériences, il est question de s'adapter à l'horizon climatique et écologique qui s'impose quoi que l'on en pense. Les conditions de dépendance, de subsistance et d'habitabilité sont au cœur des projets présentés. On pense notamment aux collectifs dans la vallée de Kaysersberg (chapitre III, troisième partie) et à l'entreprise adaptée sur Besançon (chapitre II, deuxième partie).

Dans ces multiples cas d'école (Ferme St-André ci-dessus, Beubois, Allagoutes, Jardin d'Demain et EHPAD Bénichou dans mon livre) que l'on pourrait encore multiplier, l'écologisation n'est pas une option de concours. C'est un impératif catégorique. À l'heure de l'anthropocène (cf. glossaire), toute activité doit impérativement traverser les mailles vertement entrecroisées de la grille écologique. Alors que la clé de la réussite écologique des établissements réside dans une stratégie volontariste, systémique et englobante (Dominique Grandgeorge, 2022, chapitre II de la quatrième partie), intégrant l'ensemble des variables écologiques (mobilité, alimentation, pédagogie, habitation, scolarité, biodiversité, vêtue etc.), il importe qu'en matière de formation, il en soit pris acte.

À l'évidence, l'affirmation de Dominique Bos, « le secteur social et médico-social [...] va devoir s'emparer de ces questions, réinterroger les pratiques et inclure la pré-occupation "climat" dans les projets d'évolution des établissements qui le composent » (Bos, D. 2022) est remplie de bon sens. Mais comment faut-il en tirer les conséquences et oser se poser les bonnes questions ?

Pourquoi les contenus de formation seraient-ils dispensés de sources d'enseignement en la matière ? Et particulièrement les diplômes d'encadrement ? Pourquoi les priorités « climat » et « biodiversité » ne sont-elles pas intégrées dans les formations à la gestion financière, au CPOM, au CVS, au PPI, au PSP (cf. lexique) ? D'autant plus, quand on mesure la gravité des décisions prises par les directions au regard de l'urgence des enjeux (gestion des déchets, mode de consommation, politique d'achat, etc.). Parmi les cinq facteurs de réussite proposés dans mon livre (Dominique Grandgeorge 2022, chapitre II de la quatrième partie), l'engagement de la direction et sa capacité à mobiliser le personnel dans une démarche systémique et globale constituent le portail d'entrée inévitable pour l'entreprise écologique collective.

Plus encore que la généralisation des enseignements ciblés sur la culture écologique (Charbonnier, 2022), il nous appartient de renforcer au plus vite les points forts d'une formation convertie à l'écologie appliquée. Ainsi, il convient dès aujourd'hui de s'atteler à en tracer les contours. Aucune réformation des enseignements ne pourra faire abstraction de ce qui fait la signature des premières expériences citées au-dessus si l'on en croit les témoignages pionniers (Bos, 2022 ; Michon, 2022). Transversalité (transdisciplinarité et interfilière) renforcée par une méthodologie expérimentale et empirique (rencontre sur le terrain, diagnostic éco-social territorial, économie circulaire), en constitue les murs porteurs.

Ce qui nous ramène aux sources de l'éducation nouvelle, dans les contreforts jurassiens et piémonts vosgiens à l'écoute du suisse alémanique Johann Heinrich Pestalozzi (1746-1827) et de l'alsacien Jean-Frédéric Oberlin (1740-1826). Contemporaines, ces deux grandes personnalités de l'éducation avaient forgé le foyer de l'innovation et de l'inventivité pédagogique.

C'est là que réside la clé de notre dénouement. On sait bien *« que l'éducation est au cœur des phénomènes de transmission qui animent les collectifs et sociétés humaines, [et combien] le rôle des transmetteurs (corps enseignant, formateur spécialisé, pédagogue, etc.) est déterminant »* (Grandgeorge, 2022). À la fois enthousiasmante (Latour, dans Birbaum, 2019) et terriblement angoissante (l'éco-anxiété se propage chez les étudiants), la mutation écologique nous enjoint à nous adapter.

« Le poids des méthodes pédagogiques adaptées aux circonstances a remarquablement été démontré grâce à des apports théoriques de John Dewey mais aussi aux innovations apportées par les grands pédagogues, tels Maria Montessori, Célestin Freinet ou Rudolf Steiner. L'écologisation dans la besace, il est grand temps de reprendre notre bâton de pèlerin à la rencontre de nouvelles pédagogies adaptées aux conditions du travail social d'aujourd'hui » (Grandgeorge, 2022).

Pas de panique, les jeunes pousses arrivent ! Rassurons-nous à l'écoute du franc-comtois, Jean-Guy Henckel, créateur des Jardins de Cocagne bisontins : *« toute initiative nouvelle paraît toujours farfelue, c'est toujours quelqu'un qui à un moment donné tord les trucs dans tous les sens et décide de faire autrement »* (Henkel, 2017). Et dans ce nouvel horizon à conquérir, nul doute que les épousailles de Tess et Dédé en constituent le germe fondateur. Continuons à le fertiliser pour lui procurer vitalité et toute sa vivacité.

Je remercie chaleureusement Christine Hartweg, Christian Mailliot, Michèle Atzenhoffer et Olivier Kuhn pour leur relecture exigeante, précieuse et pertinente.

Bibliographie

- Bergougnan, R. (2021). La planète du travail social et le travail social de la planète. *Sociographe, Hors-série* 14, 13-19. <https://doi.org/10.3917/graph1.hs014.0013>
- Birbaum, J. (2019, 31 Mai). L'apocalypse, c'est enthousiasmant. Entretien avec Bruno Latour. *Le Monde*, 30-31.
- Bœuf, G. (2018, 18 décembre). *L'invité de 6 h 20* [Emission de radio]. France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-6-h-20/il-faut-que-chaque-gamin-soit-capable-de-faire-la-part-des-chooses-et-pour-ca-la-cle-c-est-la-science-6056917> (consulté le 8 novembre 2022).
- Bos, D. (2022). *Prise en compte de la dérive climatique dans le projet d'évolution des ESMS*. Note de travail. IRTS des Hauts-de-France.
- Charbonnier, P. (2022). *Culture écologique*. Presses de Sciences Po.
- Chenay (de), C. (réal.) & Truong, N. (2022, mai). *Entretien avec Bruno Latour 1/2. Changement de monde* [vidéo]. Arte.tv. <https://www.arte.tv/fr/videos/106699-001-A/entretien-avec-bruno-latour-1-2/> (consulté le 8 novembre 2022).
- Collectif enseignant pour la planète. (2022, 24 Mars). « Le temps presse, laissez-nous parler d'écologie à nos élèves », *Reporterre.net*. <https://reporterre.net/Le-temps-presse-laissez-nous-parler-d-ecologie-a-nos-eleves> (consulté le 8 novembre 2022).
- Collectif de scientifique et ONG. (2022, 10 Mars). « Le système éducatif est un très puissant levier de changement » : scientifiques, ONG ou citoyens appellent à l'instauration de l'écologie comme matière à l'école. *Franceinfo.fr*. https://www.franceinfo.fr/elections/presidentielle/tribune-le-systeme-educatif-est-un-tres-puissant-levier-de-changement-scientifiques-ong-ou-citoyens-appellent-a-l-instauration-de-l-ecologie-comme-matiere-a-l-ecole_5003084.html (consulté le 8 novembre 2022).
- Collectif de formation des nouveaux députés (2022, 20 Juin). « Former les nouveaux députés aux enjeux climatiques, une initiative des scientifiques ». *Publicsenat.fr*. <https://www.publicsenat.fr/article/politique/former-les-nouveaux-deputes-aux-enjeux-climatiques-une-initiative-des> (consulté le 8 novembre 2022).
- Convention relative au développement durable co-signée entre l'État, l'ANAP et les fédérations du secteur sanitaire et médico-social (2017). <https://www.normandie.ars.sante.fr/system/files/2018-04/Convention%20relative%20au%20d%C3%A9veloppement%20durable%20entre%20l'Etat%20et%20les%20f%C3%A9d%C3%A9rations%20du%20secteur%20sanitaire%20et%20social%20et%20m%C3%A9dico-social%202017-2020.pdf> (consulté le 8 novembre 2022).
- Buchy, F. (2022, 1^{er} Mars). La Ferme Saint-André de Cernay renoue avec la terre nourricière. *L'Alsace*, p. 10.
- Demorand, N. (2022, 7 janvier). *Entretien de 8 h 20 avec Bruno Latour* [Vidéo]. Youtube. <https://www.youtube.com/watch?v=SgUWKUPKm-g> (consulté le 8 novembre 2022).
- Des Agros qui bifurquent (2022, 10 Mai). *Appel à désertier : Remise des diplômes* [Vidéo]. Youtube. <https://www.youtube.com/watch?v=SUOVOC2Kd50>
- Durkheim, E. (2015). *Education et sociologie*. Éditions PUF.
- Dupuy, J-P. (2004). *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*. Seuil.
- Écologie et social : un mariage impossible ? (2019, janvier). *Union sociale - Revue de l'UNIOPSS*.
- Éducation à l'environnement et travail social, relations durables ? (2009). *Le Sociographe*, 29.

- El Hachmi, A. (2020, 11 Mai). Le social et le médico-social face au défi climatique. *Le Phare Dunkerquois*.
 - Gemenne, F., Rankovic, A. & Atelier de cartographie de Science Po. (2019). *Atlas de l'Anthropocène*. Les Presses de Science Po.
 - Gouvernement (2021, 9 septembre). Les éco-délégués, ambassadeurs du développement durable à l'école. *Gouvernement.fr*. <https://www.gouvernement.fr/actualite/les-eco-delegues-ambassadeurs-du-developpement-durable-a-l-ecole> (consulté le 8 novembre 2022).
 - Grandgeorge, D. (2022). *L'écologisation du travail social. Les établissements à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité*. Éditions IES.
 - Harben, T. (2021). Journal d'apprentissage. Séminaire « *Crise globale, transition écologique, pensée critique et engagement* ». HETS de Genève.
 - Haut Conseil pour le Climat. (2022). *Dépasser les constats. Mettre en œuvre les solutions. Rapport annuel 2022*. <https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2022/06/Rapport-annuel-Haut-conseil-pour-le-climat-29062022.pdf> (consulté le 8 novembre 2022).
 - Figaro Étudiant. (2022, 14 juin). HEC : après AgroParisTech, les étudiants de l'école de commerce défendent l'écologie à leur remise de diplômes. *Étudiant.lefigaro.fr*. https://etudiant.lefigaro.fr/article/hec-apres-agroparistech-les-etudiants-de-l-ecole-de-commerce-defendent-l-ecologie-a-leur-remise-de-diplomes_c1de7138-ebb8-11c-a378-3d8008006685/ (consulté le 8 novembre 2022).
 - Henkel, J.-G. (2007). Cultivons la solidarité. Dans C. Chaillet & P. Laurent. *Besançon. Un temps d'avance* (pp. 20-26). Autrement.
 - IRTS de Franche-Comté. (s. d.). *Retour en images sur la première journée interfilières Développement durable...* [page LinkedIn]. <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:6933408966802595840/> (consulté le 8 novembre 2022).
 - IRTS des Hauts-de-France (2022, 4 Mai). *Agir pour le climat. Le travail social relève le défi* [Vidéo].
 - ITS Erasme de Toulouse (2021). *Travail social et développement durable. L'aventure de Tess et Dédé* [Vidéo].
- Un scénario réalisé par les étudiants de la promotion éducateurs spécialisé 2020-2023.
- Latour, B. (2015) *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique*. La Découverte.
 - Latour, B. (2017). *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*. La Découverte.
 - Latour, B. (2019). Postface. Dans F. Gemenne, A. Rankovic & Atelier de cartographie de Science Po. *Atlas de l'Anthropocène*. Les Presses de Science Po.
 - Manceron, V. & Roué, M. (2013). L'imaginaire écologique. *Terrain*, 60, 4-19. <https://journals.openedition.org/terrain/15029>
 - Marchal, J.-L. (2019, 29 juin). Petits riens du quotidien. *Lien social*, 1298-1299, 34-46.

Publications LinkedIn

- Médiation par le vivant, médiation animale, alimentation et intervention psychosociale : des exemples d'action, pour un travail social actif dans la transition écosociale. (2021). *Le Sociographe, Hors-série, 14*.
- Ménochet, L. (2009). M. Durable et Mme Sociale : Les problématiques croisées du travail social et du développement durable. *Le Sociographe*, 29, 13-18. <https://doi.org/10.3917/graph.029.0013>
- Michon, S (2020) Postface. Dans D. Grandgeorge, *L'écologisation du travail social. Les établissements à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité* (p. 277). Éditions IES.

■ Ricottier, S., Arnold, C., Strobel, H. & Dugue, H. (2022, 3 juillet). Climat : des étudiants de grandes écoles en colère face à l'urgence. *Francetvinfo.fr*. https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/carriere/vie-professionnelle/gerer-sa-carriere/climat-des-etudiants-de-grandes-ecoles-en-colere-face-a-l-urgence_5235640.html (consulté le 8 novembre 2022).

■ Stenger, F. (2022, 9 juillet). La ferme de l'institut Saint-André, à Cernay, passe de solitaire à solidaire. *L'Alsace*. p. 34.

Glossaire

■ **Anthropocène** : ce terme désigne la nouvelle ère géologique dans laquelle la planète est rentrée et qui succède à celle de l'holocène (- 12 000 ans à aujourd'hui). Cette période se caractérise par l'influence dominante de l'homme et de ses activités (anthropiques) sur le cours de la vie sur terre au point d'en bouleverser l'évolution géologique (réchauffement climatique et effondrement de la biodiversité). Nous devons l'invention de ce terme au début des années 2000 au chercheur spécialiste de l'atmosphère et de l'ozone Paul Crutzen. Selon Michel Magny (L'anthropocène, PUF, 2021), cette nouvelle ère géologique s'enracine dans le souffle des révolutions industrielles alimentées par les énergies fossiles (charbon, gaz puis pétrole) au début du XIX^e siècle. C'est lors du passage du Moyen-Âge au temps moderne, d'après Michel Magny, que l'on passe d'une économie de subsistance à une économie de croissance basée sur le surplus et la consommation. Cette économie magnifiée par le Produit Intérieur Brut (PIB) explose lors de « la grande accélération » de l'usage des énergies fossiles (période des Trente Glorieuses s'étalant de la seconde guerre mondiale jusqu'au milieu des années soixante-dix). Il est établi que les effets et conséquences désastreuses de l'anthropocène compromettent la pérennité du vivant (et notamment l'espèce humaine — homo sapiens —).

■ **Colonialisme vert** : il s'agit d'une vision de la nature sauvage (« wilderness ») extirpée de toute empreinte humaine imposée par la société occidentale en Afrique ou en Asie. Plus la nature disparaît en Occident, plus nous la rêvons comme un décor en Afrique. Plus nous détruisons la nature près de chez nous, plus nous essayons de la sauver ailleurs pour le plus grand bonheur des touristes en désir de safari. C'est la démonstration de l'historien Guillaume Blanc dans « **Le colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain** » (Flammarion 2020). Derrière les vastes décors vierges de toutes activités humaines qui font le bonheur des touristes en safari, il y avait des peuples, chasseurs-cueilleurs, cultivateurs ou éleveurs, qui circulaient depuis des millénaires, et y ont fait souche. Force est de constater que l'on a fait peu de cas du sort de ces populations locales, expulsées au nom de l'économie touristique à la seule fin de permettre aux occidentaux de consommer un éden fabriqué de toutes pièces en s'exonérant à bons frais des dégâts que leur vie cause chez elles. L'anthropologue Fiore Longo, directrice de l'ONG France de Survival International appelle cela l'« **Apartheid de la conservation de la nature** ». Encore aujourd'hui, dans ces territoires protégés (pourtant soutenus par l'Unesco, le WWF et tant d'autres ONG), on déplore la violence des éco-gardes envers certaines populations. Ces espaces naturels ne sont plus accessibles qu'à une élite, soit touristique soit scientifique. Selon Guillaume Blanc, derrière ce comportement plane l'idéologie du racisme, à savoir celle que ces peuples ne seraient pas en mesure de gérer leur environnement.

■ **Décroissance** : Le courant de la décroissance s'appuie sur les principes suivants :

Les ressources étant limitées, la croissance est forcément limitée et ne peut se prolonger indéfiniment. C'est ce qui conduit à dépasser le capitalisme et non pas composer avec le système (ce qui est le cas du développement durable considéré comme consensus mou).

La décroissance est le levier d'une société conviviale basée sur les échanges d'usages de type :

- partage et mise en commun
- valorisation du volontariat, de la gratuité dans la circulation des biens (usage des outils conviviaux reposant sur la solidarité, le volontariat, l'entraide, le soin et l'attention portée aux autres).

Afin de changer les mentalités et les habitudes, forger une société libérée de l'économisme ambiant et tournée vers la justice sociale et environnementale, les décroissants (et notamment Serge Latouche, l'un des intellectuels les plus actifs de ce courant de pensée) milite pour une « décolonisation des imaginaires » colonisés par l'idée de croissance.

■ **Fresque du climat** : Fondée en 2018 sur le modèle associatif, les militants de la fresque du climat ont pour objectif de sensibiliser le public au changement climatique. Dans cette perspective, les animateurs de la « Fresque » s'appuient sur une méthode de pédagogie ludique. De sorte qu'est proposé un jeu de carte en équipe sur le modèle de la collaboration et coopération afin de favoriser une démarche de co-construction avec les participants. Au bout de 3 heures, on aboutit à une fresque résumant les mécanismes complexes du changement climatique et ses effets collatéraux tels qu'expliqués par les scientifiques en charge de ces questions (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), Haut Conseil pour le Climat, etc.). Plus précisément, il s'agit d'un atelier où trois phases se succèdent :

- La première phase de type technique consiste à construire collectivement la fresque en reliant les quarante-deux cartes du jeu mis à disposition des participants sur les bases des éléments et des conclusions des experts du GIEC.

- La deuxième phase est de type artistique et créatif : les participants s'investissent en décorant la fresque avant de lui donner un titre.

- Dans la troisième phase de type débriefing, il s'agit de laisser libre cours à chacun pour exprimer son sentiment et échanger sur les solutions individuelles ou collectives à mettre en place pour lutter contre le changement climatique.

L'ambition de ce projet à portée pédagogique consiste à « *créer une chaîne d'acteurs à croissance exponentielle pour* » [...] « *atteindre le point de bascule sociale qui permettra le tournant vers un monde bas-carbone* » (cf. le site fresqueduclimat.org).

■ **Greenwashing** : littéralement « laver vert », comprendre l'éco-blanchiment. Il s'agit de pratiques de type commercial qui consistent à communiquer à la clientèle une image éco-responsable de l'entreprise en valorisant de manière abusive, voire trompeuse, les pratiques au nom du développement durable (DD) et/ou de la responsabilité sociétale et environnementale (RSE) et/ou de la transition écologique. L'écologie devient alors un argument de vente (marketing) nonobstant la réalité des activités en usage au sein de l'entreprise. Ce qui relève dès lors de la publicité mensongère est désormais sanctionné par la loi et peut conduire à une peine de deux ans d'emprisonnement et 300 000 € d'amende (article 10 et 11 de la Loi du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets).

■ **IPBES** : La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services-IPBES-) est

un organe intergouvernemental créé en 2012. Placé sous l'égide des Nations unies, elle est largement inspirée par le GIEC dans son fonctionnement et ses missions (publication de rapports sur l'état de la biodiversité et des écosystèmes) à destination des parties membres (139 États) qui se réunissent également sous forme de COP (Conférence Of Partie) chaque année. L'IPBES s'inscrit dans la continuité historique de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) adoptée au sommet de Rio en 1992 qui avait pointé un déficit de connaissances sur l'ampleur de l'érosion de la biodiversité et démontré l'impact catastrophique de l'activité humaine sur les écosystèmes. Dans son dernier rapport publié le 8 Juillet 2022, l'IPBES alerte la communauté internationale sur les inégalités humaines au regard de la dépendance aux écosystèmes. Ainsi, selon ce dernier rapport, « *plus des deux tiers des populations pauvres dépendent directement de 500 000 espèces sauvages menacées* ». Les auteurs précisent comment « *les changements climatiques, l'augmentation de la demande et les progrès technologiques qui rendent plus efficaces de nombreuses pratiques extractives risquent d'entraver considérablement l'utilisation durable des espèces sauvages à l'avenir* » (cité par Amélie Quental, le 8 juillet 2022 sur le site Reporterre.net)⁷. à l'adresse <https://reporterre.net/70-des-pauvres-souffrent-de-la-disparition-des-especes-sauvages>). Soutenir la pêche artisanale (un tiers des poissons issu de la surpêche), supprimer les subventions financières favorisant les destructions écologiques néfastes pour les écosystèmes ou établir une certification de l'exploitation forestière (un tiers de la population mondiale dépend du bois pour se chauffer) font partie de la palette de propositions développées dans le rapport qui se conclut sur les vœux d'un « *changement transformateur dans les relations entre l'Homme et la nature* » (Quental, A, ibid.).

■ **Permaculture** : Avant tout connue pour être un mode de jardinage, la permaculture dépasse pourtant largement ce stade pratique pour constituer une philosophie de vie qui « conjugue en son sein deux phases : le soutien à la vie dans le respect du cycle des saisons et l'abstraction intellectuelle de la créativité et de la conception » d'après David Holmgren, l'un de ses concepteurs (2017). Dans le domaine de la production vivrière et agronomique, il s'agit d'une méthode de culture qui privilégie une approche systémique (observation et connaissance holistique des conditions de vitalité) et symbiotique du vivant (interdépendance du vivant). Ainsi, en permaculture, chaque élément (usage de la haie, valorisation des déchets, auxiliaire animal ou végétal, association de plantes, etc.) remplit plusieurs fonctions et, rétroactivement et symétriquement, chaque fonction est remplie par plusieurs éléments. Le constat est définitif : on ne peut cultiver la terre indépendamment des conditions objectives de vie du site et de ses formes singulières d'autorégulation. D'où l'injonction de laisser faire la nature, comme slogan permaculturel. Les méthodes de culture des plantations reposent sur des techniques conditionnées par un diagnostic écologique très poussé et des pratiques spécifiques (paillage, compostage, engrais vert, rotation des semis, limitation de l'arrosage, association des cultures, potion de protection à base de plantes, coopération avec des auxiliaires insectes et vertébrés, calendrier cyclique et rejet de tout usage de produit phytosanitaire chimique et d'intrant de synthèse, etc.).

■ **Haut conseil pour le climat (HCC)** : Créé en réponse au mouvement des gilets jaunes, le HCC est officiellement installé le 27 novembre 2019 par le Président de la République (Décret du 14 mai 2019 relatif au Haut conseil pour le climat). Il dispose de deux missions principales :

- d'une part, rendre un rapport consultatif annuel comprenant des recommandations et propositions sur le respect de la trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre et la bonne mise en œuvre des politiques et mesures ;
- d'autre part, rendre un avis sur les projets de la stratégie nationale bas-carbone (SNBC), concentrée sur la trajectoire de

7. Quental, A. (2022, 8 juillet). 70% des pauvres souffrent de la disparition des espèces sauvages. Reporterre.net. <https://reporterre.net/70-des-pauvres-souffrent-de-la-disparition-des-especes-sauvages>

baisse des émissions de gaz à effet de serre sur laquelle s'engage la France (en cohérence avec les engagements européens et internationaux de la France, en particulier de l'accord de Paris dans la perspective de l'atteinte de la neutralité carbone en 2050 dans l'objectif de maintenir le réchauffement climatique à 1,5/2°).

Ses douze membres sont choisis pour leur expertise dans les domaines de la science du climat, de l'économie, de l'agronomie et de la transition énergétique.

Lexique

- **ABC** : Atlas de la Biodiversité Communale
- **AMAP** : Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne
- **BEPOS** : Bâtiments à Énergie POSitive
- **CPOM** : Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyen
- **COP 21** : 21^e conférence des parties (conférence of partie). Sommet mondial annuel autour des enjeux climatiques ou de biodiversité
- **CVS** : Conseil de Vie Sociale
- **DRESS** : Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques
- **GES** : Gaz à effet de serre
- **HETS** : Haute École en Travail Social
- **EPCI** : Établissement Public à Caractère Intercommunale
- **ESMS** : Établissement Sociaux et Médicaux Sociaux
- **ESEIS** : École Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale
- **HCC** : Haut Conseil pour le Climat
- **HEC** : Haute École de Commerce
- **IPBES** : Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem (ce qui se traduit en français par Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques)
- **ITEP** : Institut Thérapeutique Éducatif et Professionnel
- **ITS** : Institut en Travail Social
- **IRTS** : Institut Régional en Travail Social
- **LPO** : Ligue pour la Protection des Oiseaux
- **ORE** : Obligation Réelle Environnementale
- **PPI** : Plan Pluriannuel d'Investissement
- **PSP** : Plan Stratégique Patrimoine
- **UNAFORIS** : Union Nationale des Associations de Formation en Intervention Sociale
- **RSE** : Responsabilité Sociétale des Entreprises

Changer de pansement ou penser le changement ?

Retour d'expérience sur la conférence « Travail social et développement durable du 29 septembre 2022, ERTS Olivet »

Franck **DUVIGNEAU**

*Intervenant à l'ERTS (École Régionale du Travail Social)
d'Olivet, Loiret*

Je ne suis pas un travailleur social ! Mon champ de compétences et de réflexions fait le trait d'union entre des préoccupations environnementales (je suis naturaliste, passionné d'ornithologie, administrateur du Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire) et les sciences humaines et de l'éducation après avoir mené une formation-recherche-action sous la direction de Gaston Pineau¹ à l'Université François Rabelais à Tours de 2004 à 2007.

Depuis deux ans, je suis sollicité par l'ERTS d'Olivet (45) pour animer durant trois jours un atelier de médiation socio-éducative (AMSE) dont le titre est "Nature et Biodiversité". De plus, je suis également intervenu dans deux conférences à destination des étudiants qui avaient pour thème "Travail social et développement durable". L'une explicitant les notions de biodiversité et de crise écologique en 2021 et la seconde, cette année, présentant un état des lieux des liens présents ou absents entre travail social et développement durable. C'est sur cette dernière expérience que je propose ici de faire reposer cet article.

¹ Pineau Gaston, Professeur émérite, Enseignant-chercheur en sciences de l'éducation, spécialiste de la formation tout au long de la vie et des histoires de vie comme moteur de l'apprentissage. À Tours, co-fondateur du laboratoire, puis du département des sciences de l'éducation et de la formation de 1985 à 2007.

Je traiterai tout d'abord du constat réalisé au cours de mon état des lieux. Ensuite, je rapporterai la position et les difficultés des étudiants sur la question du lien entre travail social et développement durable. Et, avant de conclure, j'essayerai de comprendre l'origine de ces difficultés, les freins à la nécessaire convergence du travail social et du développement durable qui sont apparus durant la conférence.

Depuis mes premières interventions à l'ERTS d'Olivet et notamment la conférence du 23 septembre 2021, l'attitude apathique des étudiants, leur manque de réactions face aux effets de la crise écologique - notamment sur les populations vulnérables - présentés, argumentés, illustrés, m'interpelle ! Se sentent-ils impuissants ? Sont-ils résignés, démotivés ou anesthésiés par le bombardement médiatique de plus en plus catastrophique voire catastrophiste sur les conséquences du réchauffement climatique ou sur l'érosion de la biodiversité ?

L'état des lieux des liens entre travail social et développement durable commandé par l'ERTS pour mon intervention du 29 septembre 2022 me dévoile une situation qui n'est, à mon avis, pas étrangère à ce premier constat.

Si on peut faire remonter le travail social très tôt dans l'histoire et imaginer facilement les évolutions, les mutations et les adaptations par lesquelles il est déjà passé pour nous parvenir tel que nous le connaissons aujourd'hui, il est très surprenant - dans un contexte où l'augmentation de la température moyenne du globe au cours des cents dernières années est supérieure à celle des huit cent mille ans qui les précèdent et qui nous rappelle chaque année plus durement le défi que l'humanité doit relever - que les différentes définitions du travail social² au niveau national ou international restent accrochées à une vision anthropocentrée et humaniste sans aucune référence aux moyens d'agir de manière respectueuse de l'écosystème terrestre et humain.

Bien sûr, les différentes ressources que j'ai pu consulter évoquent que « *depuis les années 1990, la communauté du travail social est de plus en plus consciente du manque de liens entre le travail social et les enjeux environnementaux* ». ³ Un article de Priska Fleischlin titre même : « *Objectifs de développement durable : un appel au travail social* » ⁴. Mais entre prise de conscience et incantations qu'en est-il vraiment ?

Pour y voir plus clair, je décide de faire un détour par les articles disponibles qui traitent de ce lien entre travail social et développement durable. Et, bien que

le temps de préparation de mon intervention soit court et qu'il ne m'ait pas permis d'écumer les centres de documentation mais seulement de mener une recherche sur le web, je suis malgré tout surpris par la faible quantité d'articles, d'ouvrages ou de travaux que je trouve. Quelques-uns cependant semblent très optimistes comme l'article d'Anne

2. Définition internationale du travail social adoptée par l'IASW & IFSW en 2014 et Proposition de définition du Travail social par le Haut Conseil du Travail Social du 23 février 2017.

3. Journée mondiale du travail social, 2017, Note conceptuelle.

4. Fleischlin, P., (2020, février), Objectifs de développement durable : un appel au travail social, Actualité sociale.

Hostalier et Valérie Larmignat « *Formations sociales et écologie : ça bouge !* »⁵ ou encore l'interview donnée par Dominique Grandgeorge à Didier Dubasque⁶ intitulée « *L'écologisation du travail Social est tout à fait réalisable* ». Mais alors qu'en est-il sur le terrain ? Si l'écologisation du travail social est réalisable et si ça bouge, en me rapprochant du terrain je devrais enfin trouver des signes de ce mouvement ?

Le Livre vert du travail social 2022⁷ publié par la Haut Conseil du Travail Social me donnera peut-être au cours de ses cent quarante et une pages les indices d'une prise en compte majeure de la question du travail social face au défi environnemental que nous devons tous relever. Déception ! L'analyse statistique du texte ne fait ressortir que trois fois le concept de développement durable (dont une note en bas de page). Les termes « *climat et climatique* » apparaissent douze fois, *l'écologie*, elle, n'apparaît que trois fois... Les soubresauts d'optimisme sont quelque peu douchés. La lecture des référentiels de formation ne sera d'aucun secours pour présenter un état des lieux qui pourrait permettre de dire que la convergence est en cours de réalisation ou que le lien est fait puisque qu'ils ne comportent aucune référence à la prise en compte du développement durable ou à son approche dans les cursus de formations.

Finalement si les choses bougent, on le doit à des initiatives personnelles, à l'énergie de quelques formateurs ou professionnels motivés et convaincus (les AMSE et conférences thématiques à Olivet relèvent de cette catégorie) ou aux injonctions des Départements ou des commanditaires comme le rapporte ce témoignage d'une éducatrice spécialisée travaillant en Accueil Éducatif en Milieu Ouvert (AEMO) qui explique au cours de la conférence du 29 septembre 2022 comment le Département dans lequel elle travaille a demandé aux associations de repenser la sectorisation du territoire permettant de réduire les trajets, de passer moins de temps en voiture, de rejeter moins de carbone et de passer plus de temps auprès des publics accompagnés. Ici les convergences et leurs bénéfices apparaissent flagrants, pour les professionnel-le-s, pour les publics accompagnés et pour les écosystèmes.

Devant nous, les étudiant-e-s restent silencieux et sans réaction. Quand je leur pose la question destinée à les aiguillonner :

« Le travail social et les travailleurs sociaux, face aux nouvelles problématiques environnementales qui touchent déjà les personnes accompagnées, sont-ils seulement capables de changer de pansement ou au contraire de penser le changement ? »
Seul le silence me répond...

Cinq ateliers prévus en fin de conférence permettent de les sortir de leur mutisme et de

5. Hostalier, A., Larmignat, V. (2021), *Formations sociales et écologie : ça bouge !*, Lien Social, 1298-1299, 39-40.

6. Dubasque, D. (2022, septembre). *L'écologisation du travail social est tout à fait réalisable*. Entretien avec Dominique Grandgeorge. Dubasque.org. <https://dubasque.org/ecologisation-du-travail-social-est-tout-a-fait-realizable-entretien-avec-dominique-grandgeorge/>

7. Haut conseil du travail social. (2022). *Le Livre vert du travail social*, <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/livre-vert-du-travail-social-09032022.pdf>

commencer à saisir les freins qui sont à l'œuvre. Un des étudiants qui participe à l'atelier que j'anime me prend à part et me demande : « *Je trouve que la question de l'atelier est mal posée, est-ce que ce n'est pas hypocrite ?* » Qu'est-ce qui est hypocrite ? « *Quand on voit l'organisation de la coupe du monde de football au Qatar et son impact... et après on nous parle de développement durable dans le travail social...* ». Il y a en effet une dissonance, une incohérence entre l'urgence que nous rappellent sans relâche les scientifiques du GIEC (Groupe d'expertise et de conseil intergouvernemental sur l'évolution du climat) et la poursuite de projets économiques, sportifs, culturels qui semblent affranchis des efforts que l'on demande à chacun sous une forme souvent culpabilisante. La restitution des travaux en groupe est aussi et surtout l'occasion de pointer les difficultés rencontrées : Difficultés de temporalité liées aux croisements de contraintes : préparer une certification qui a lieu dans quelques semaines et participer à des ateliers ou assister à des conférences qui semblent décalés par rapport à la formation en cours. Difficulté à se représenter ce qu'est le développement durable d'un point de vue professionnel. Difficulté à faire le lien entre la question du développement durable et l'urgence d'agir auprès des publics accompagnés sur les lieux de stages. Difficulté liée aux temps, moyens disponibles et légitimité pour introduire la question dans des institutions qui fonctionnent déjà parfois sous tension et dont les priorités fonctionnelles sont ailleurs. On entend dans les restitutions que les difficultés sont multiples et que, si le sujet est connu, il reste relégué à la sphère individuelle et privée.

Mais alors, quelles peuvent être les raisons profondes qui génèrent de tels freins à la prise en compte du développement durable dans le travail social ?

Il y a peut-être d'abord la question des concepts des sociétés modernes dans lesquelles nous vivons et en particulier le dualisme qui a commencé à opposer humain et non humain au XVII^e siècle parachevant son œuvre il y a un peu plus de cent ans⁸. L'Homme supérieur à la « nature », la maîtrisant, l'étudiant, l'exploitant ; le dualisme c'est en quelque sorte l'apothéose⁹ de l'Homme. Il devient ainsi Dieu tout puissant, démiurge créateur et manipulateur de son environnement mais séparé de ce dernier, ignorant à la fois son impact et les rétroactions négatives qu'il génère. Et dans ce cas, les freins ne se limitent pas au champ du travail social mais s'étendent à l'ensemble des sociétés dites modernes. L'article de Martine Valo paru dans le journal Le Monde du 6 mai 2022 rapporte le constat de Philippe Ledenvic, président de l'Autorité Environnementale, « *la transition écologique n'est pas amorcée en France* », « *la plupart de projets d'aménagement et programmes publics examinés [par l'Autorité Environnementale] ne prennent pas en compte l'impact sur le climat et la biodiversité* ».

8. Voir à ce sujet Descola, P. (2005). Par-delà nature et culture. Folio.

9. Lévi-Strauss, C. (1955). Tristes tropiques (pp. 449 et suivante). Plon.

Il y a ensuite la question, soulevée en atelier, de la cohérence de nos actes collectifs et individuels. Comment, en effet, saisir l'urgence, se projeter et agir quand il est difficile voire impossible de faire *adhérer*¹⁰ une démarche de développement durable personnelle ou professionnelle avec une activité humaine globalisée dont les actes rapportés par les médias ne semblent pas être eux-mêmes engagés dans le développement durable. Nous pourrions convoquer ici Gabriel Tarde. Pour lui, « *la seule réalité sociale est [...] l'existence de consciences individuelles liées les unes aux autres par les lois de l'imitation. [...] "Dans L'Opinion des foules" (1901), il mobilise [...] sa théorie de l'imitation pour expliquer la naissance de l'opinion publique.* »¹¹. Pourquoi entrerais-je dans une démarche de développement durable si mes pairs n'y entrent pas eux-mêmes, si celle-ci semble me marginaliser ?

Enfin, pour les plus convaincus, ceux que l'on pourrait appeler les « militants », qui, à titre personnel, portent des valeurs les engageant dans une démarche de développement durable et de transition écologique, il reste un obstacle de taille. Comment s'y prendre ? Par où commencer ?

Comprendre les effets de mes décisions et de mes actes à court, moyen, et long termes sur les écosystèmes est d'une complexité incroyable, sclérosante, qui peut dissoudre les volontés les plus fortes.

Penser le complexe est un travail auquel s'est attaché Edgar Morin soulignant la nécessité des croisements disciplinaires, appelant à la transdisciplinarité et à une écologie générale, « *L'écologie générale est la première science qui, en tant que science, appelle quasi directement une prise de conscience. Et, c'est pour la première fois qu'une science, et non une philosophie, nous pose le problème de la relation entre l'Humanité et la nature vivante.* »¹² Celle-ci convoque ensemble l'écologue et le sociologue, le praticien et le philosophe, l'élus et la personne accompagnée. La question n'est pas de réduire la complexité mais de la penser, de retisser le lien entre humain et non-humain pour orienter l'action, définir le champ des possibles et libérer l'action sur le terrain. Pour le dire plus simplement et recontextualiser dans le champ du travail social, élargir le cercle des partenariats (pratiques ou théoriques) qui donnent ou font sens, donnent des objectifs et des moyens d'actions. Comme pour une tapisserie, réunir les compétences qui permettent de se saisir tout à la fois du motif global, de la qualité du point et des fibres qui ont servi à la réaliser.

Enfin, pour conclure, je reprendrai les mots prononcés par Bruno Latour¹³ lors de la conférence inaugurale à Science Po en 2019 : « *l'écologie, la nature ça n'unifie pas !* ». Toutes les difficultés que rencontre le travail social (et pas seulement) pour entrer dans une démarche de développement

10. Cohérence, du latin *cohaerens*, de *haerere*, adhérer.

11. Carof, S. (2022 février-mars). Gabriel Tarde (1843-1904). Les lois de l'imitation. Sciences Humaines, Hors-série, 11, p. 66.

12. Morin, E. (1980). La Méthode. Tome 2, la Vie de la Vie (pp. 90-91). Seuil.

13. Latour, B. (2019), Politiques de la terre, une brève introduction. Grandes conférences de Sciences Po. France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/grandes-conferences-de-sciences-po/bruno-latour-politiques-de-la-terre-une-breve-introduction-8012294>

durable tiennent peut-être toutes entières dans cette petite phrase ! L'écologie est devenue un terme clivant dans lequel personne ne se retrouve sans être obligé de passer par un effort d'explicitation. Elle mélange le scientifique et le politique en même temps que les babas et les bobos. La nature ? De quoi parle-t-on ? Du non humain en général ou des paysages non urbanisés ? Le concept de développement durable peut également être source de dispute. Peut-on encore parler de développement, donc de croissance dans un monde fini ? La question qui nous agite dépasse de beaucoup la question d'écologie, de nature, de développement, de croissance ou de durabilité. C'est une question infiniment, exclusivement, radicalement existentielle. Il en va de l'avenir non pas de la planète mais de ses habitants Humains. Il s'agit de savoir dans quel monde nous souhaitons vivre et pour combien de temps.

Ainsi pour relier travail social et « développement durable » il faudra peut-être reposer cette question centrale et existentielle en oubliant un peu les étiquettes, les concepts et les dogmes, sans ignorer les outils qu'ils nous mettent néanmoins à disposition.

Habiter un logement énergétiquement performant : rôles, enjeux et apports du travail social

Julie NEUWELS

Chargée de cours, Faculté d'architecture, Université de Liège¹

Introduction

Nadia se tient devant une assemblée à laquelle participe notamment le Ministre en charge de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative de la Région de Bruxelles-Capitale. Elle explique, qu'à présent, elle comprend et sait utiliser les équipements de son logement, un logement social et énergétiquement performant. Ses propos sont bien éloignés de ceux qu'elle tenait presque un an auparavant, lorsqu'elle m'expliquait ne pas oser toucher les divers boîtiers et « machines » de son logement, ne pas en saisir l'utilité et encore moins pourquoi ils étaient dotés de « petites lumières » qui changeaient de couleur, ou encore ne pas savoir si elle pouvait ouvrir ses fenêtres. Mal à l'aise, Nadia capte le regard d'un travailleur d'une association de quartier qui se tient à ses côtés et l'aide à retrouver le fil de ses propos : celui qui, justement, lui a *appris* comment son logement fonctionnait, comment utiliser et entretenir ses équipements.

Cette scène se déroule dans le cadre d'un événement de clôture du projet pilote « Accompagnement des habitants de logements haute performance énergétique », mené à l'initiative du « Réseau Habitat », regroupement d'associations bruxelloises², de janvier 2019

¹ julie.neuwels@uliege.be

² Centre de Rénovation Urbain, Convivence, Habitat & Rénovation, Une Maison en Plus, Bonnevie, La Rue, CAFA, Fabrik et RenovaS.

à décembre 2021, et financé par Bruxelles Environnement, l'administration régionale en charge de l'environnement et de l'énergie. Opérateurs de proximité en matière de rénovation urbaine à vocation sociale, les associations du Réseau Habitat ont pour principales missions de favoriser la participation des habitants à la rénovation de leur quartier et l'amélioration de la qualité du bâti en prodiguant des conseils en rénovation.

Alors que la production de bâtiments énergétiquement performants et la rénovation énergétique se sont largement développées ces vingt dernières années dans le cadre des objectifs de diminution des émissions carbone, les difficultés et problèmes qu'éprouvent les habitants de ces logements « performants » se sont naturellement invités dans les agendas et missions de ces associations : inconforts divers, consommations énergétiques plus élevées que prévu, incapacité de régler les thermostats et débits de ventilation, méconnaissance des règles d'entretien des équipements, etc.

Le projet pilote du Réseau Habitat tente de répondre à cette problématique. Mené sur vingt-deux bâtiments, il consiste en l'élaboration et la mise à l'épreuve, en situation, d'un ensemble de procédures et outils d'accompagnement d'habitants de logements sociaux énergétiquement performants. Ces dispositifs ont été élaborés et/ou améliorés au fil des retours d'expérience dans le cadre de réunions mensuelles de « mutualisation » coordonnées par le Réseau Habitat et regroupant les membres des associations impliqués.

Le projet poursuit ainsi trois objectifs :

- rendre les habitants autonomes dans la gestion de leur logement et la construction de leur confort,
- assurer que les consommations énergétiques réelles correspondent aux consommations estimées par les concepteurs des bâtiments,
- mettre au point une méthodologie et des outils répliquables et diffusables au-delà du projet pilote.

Cet article fait état de ce projet pilote en insistant sur les changements de modalités d'intervention des travailleurs à l'œuvre, caractérisés par une hybridation de leurs compétences sociales et techniques qu'ils ont été amenés à adapter ou à développer pour ancrer leur mission dans des objectifs de développement durable. Pour ce faire, l'analyse s'établit sur la base des rapports d'activité établis par le Réseau Habitat (2019 ; 2022), d'observations de réunions de mutualisation en tant que membre du comité de pilotage, une analyse en groupe codirigée par C. Schaut et moi-même en automne 2021 (Van Campenhout *et al.*, 2009) et quatre entretiens semi-directifs complémentaires menés auprès de travailleurs des associations (Chauveheid, 2022).

1. Contexte du projet pilote

Habiter un logement performant n'est pas difficile en soi mais c'est différent. Cela implique des modalités spécifiques d'usage, d'entretien et de ressenti, parfois à contre-courant des habitudes et routines domestiques (Shove, 2003) et des équipements techniques d'un nouveau genre (Beslay *et al.*, 2015). Les changements sont tels que les informations et guides de « bonnes pratiques » à disposition des habitants - quand ils existent - s'avèrent généralement insuffisants (Renault, 2014). En particulier, lorsque les habitants sont peu à l'aise avec les dispositifs techniques et/ou disposent d'une faible autonomie de gestion de leur logement, à l'instar des locataires sociaux (Ochs *et al.*, 2017).

De fait, avant la mise en place du projet pilote, les locataires impliqués n'avaient pas ou ne se souvenaient pas avoir reçu les informations de base concernant la gestion de leur logement. Nombre d'entre eux n'étaient donc pas au fait des modalités d'utilisation, de réglage et d'entretien de leur logement, n'étaient pas toujours satisfaits de son niveau de confort, ne comprenaient pas l'utilité de la ventilation mécanique ou encore, dans certains cas, ne savaient pas identifier les sources de chauffage. Des locataires avaient dès lors déployé des tactiques de construction de confort souvent, sans qu'ils en aient conscience, consommatrices d'énergie et donc à contre-courant des objectifs environnementaux : chauffage d'appoint, obstruction des bouches de ventilation, température de consigne élevée, débit de ventilation insuffisant, fenêtres ouvertes plus que de raison, etc.

Certains locataires faisaient ainsi face à des factures énergétiques bien plus élevées que celles annoncées par leur gestionnaire lors de leur entrée dans le logement, jusqu'à parfois mener à des situations d'endettement. Ces situations étaient vécues comme une réelle injustice d'autant que, à Bruxelles, les loyers des logements sociaux énergétiquement performants sont souvent plus élevés que ceux des logements sociaux non performants (Neuwels, 2017). Outre ces surconsommations énergétiques, certaines pratiques de construction de confort déployées par les habitants mettent à mal la tenue dans le temps des équipements voire du bâtiment, engendrent des situations d'insalubrité avec, à la clé, des conséquences potentielles plus larges sur la qualité de vie, le contexte familial et l'état de santé des habitants. Ces situations s'avèrent relativement courantes d'après les membres du Réseau Habitat :

« (...) ça fait dix ans que j'accompagne des gens qui vivent dans des logements passifs et à chaque fois je suis convaincue qu'il fallait le faire. Mais je ne me suis jamais dit que ça ne servait à rien. Je me suis toujours dis, si je n'avais pas fait ça, qu'est-ce qu'il se serait passé ? » Coordinatrice du projet pilote, analyse en groupe, 4 octobre 2021.

Ce rapide état des lieux met en évidence les multiples enjeux du projet pilote.

Ils sont sociaux, en visant à autonomiser les habitants pour qu'ils maîtrisent leur confort thermique, la qualité de l'air de leur logement et leurs dépenses énergétiques. Ils sont environnementaux, car les consommations énergétiques réelles et les émissions carbone liées dépendent en partie des usages et entretiens faits des logements et de leurs équipements. Et ils sont économiques, en assurant la bonne tenue dans le temps des bâtiments et de leurs équipements.

Pour rendre les habitants autonomes dans la gestion de leur logement, le protocole d'accompagnement est constitué de quatre séances collectives et de visites à domicile, menées sur une période d'un à deux ans par bâtiment. Avant la tenue de la première séance, à mi-parcours et à la fin du processus, des échanges sont organisés entre les travailleurs associatifs et les gestionnaires des logements concernés.

Le premier atelier consiste à expliquer aux habitants le fonctionnement du bâtiment, les usages et entretiens qu'il implique et à les sensibiliser quant à l'intérêt du suivi mensuel des consommations énergétiques. Organisée peu après, la séance suivante établit l'état des lieux du ressenti des habitants, des gestes quotidiens acquis/non acquis et des problèmes qu'ils rencontrent. La troisième aborde les consommations énergétiques, la compréhension des factures et décomptes de charges, les pratiques liées à la sobriété énergétique et le relevé des compteurs. Enfin, la dernière séance collective est dédiée au bilan de l'accompagnement, évaluant le ressenti des habitants et les connaissances acquises, pour identifier les éventuels aspects à approfondir et les moyens à mobiliser pour ce faire.

Les visites à domicile sont, comme leur nom l'indique, des visites dans les logements des ménages qui le souhaitent par les travailleurs associatifs. Elles permettent à ces derniers de mieux saisir comment les habitants s'approprient leur logement et ses équipements, et de les aiguiller de manière plus personnalisée. Ces visites sont souvent l'occasion de montrer, individuellement, comment utiliser le thermostat et gérer les débits de la ventilation mécanique. Elles permettent aussi de lever les craintes de nombreux locataires qui ont peur de toucher les équipements, de les dérégler et de mal faire.

2. Des compétences techniques à acquérir

Avant d'entamer le travail d'accompagnement à proprement parler, les travailleurs doivent mener une enquête pour établir la « carte d'identité » de chaque bâtiment sur lesquels ils interviennent, relevant les équipements, leur implantation, leur mode de fonctionnement, leurs contraintes d'usage et d'entretien.

Il s'agit de comprendre comment le bâtiment fonctionne pour pouvoir en rendre compte aux habitants. Le terme « enquête » n'est pas choisi au hasard. Pour plusieurs bâtiments, les gestionnaires des logements ne disposaient pas de l'ensemble des informations techniques, menant les travailleurs à combler ce manque par des visites des bâtiments et prises d'information auprès des concepteurs.

Ce travail préalable est d'autant plus important que les bâtiments énergétiquement performants présentent des combinaisons de dispositifs techniques et architecturaux qui leur sont propres, impliquant des modalités d'usage et d'entretien variées. Par exemple, le chauffage s'établit par des apports solaires via les vitrages bien orientés, la chaleur émise par les occupants et équipements du logement, et des dispositifs de chauffe. Ceux-ci peuvent être des chaudières au gaz, des pompes à chaleur, des convecteurs électriques, etc. Le système peut être centralisé ou décentralisé, relié ou non à des systèmes de production d'énergie renouvelable. La chaleur peut être distribuée par l'air ou un circuit hydraulique. Certains logements sont pourvus de radiateurs, thermostats et/ou vannes thermostatiques, d'autres pas du tout. Les bâtiments sont pourvus de systèmes de ventilation mécanique contrôlée double flux. Ceux-ci peuvent être centralisés ou décentralisés, installés dans un local technique collectif ou dans les logements, sont parfois couplés avec un dispositif de chauffage par l'air, de night cooling et/ou de ByPass.

Par la force des choses, les travailleurs ont aussi dû acquérir les compétences nécessaires à la compréhension de la technicité propre à chaque bâtiment dont ils avaient la charge, de ses implications sur les usages et les consommations énergétiques. Pour certains, cette compétence technique n'était pas éloignée de leur zone de confort, par exemple, ceux qui ont une formation d'architecte. Pour d'autres, avec un bagage plus social, ce fut moins évident, comme l'explique cette assistante sociale :

« (...) à la base je suis travailleuse sociale et j'ai fait plutôt dans l'insalubrité pendant des années. Donc le code du logement et tout ça, je connais. Mais quand on m'a dit qu'on allait me mettre sur un logement énergétiquement performant, je vous avoue que je n'étais pas, moi-même, très rassurée. Parce que pour le coup, je n'y vis pas et je ne connais personne qui y vit, comme la plupart des gens. » (Travailleuse de terrain, analyse en groupe, 4 octobre 2021).

3. Attirer et intéresser les habitants

Une condition à la réussite de l'accompagnement est la participation (volontaire) des locataires. De manière relativement classique, plusieurs d'entre eux

ne souhaitent pas ou ne peuvent pas assister aux séances collectives notamment parce qu'ils ne comprennent pas ou mal le français, souffrent d'analphabétisme ou, tout simplement, parce que cela ne les intéresse pas, d'autant plus qu'en raison des modes d'attribution des logements sociaux³, ils n'ont pas choisi d'habiter un logement performant. Les travailleurs ont donc multiplié les tactiques pour attirer les habitants et gagner leur confiance :

« Avant de démarrer le projet, ce que notre collègue a fait et avec un autre collègue aussi, au début, c'est trois jours d'immersion in situ. (...) Donc oui, aller vraiment sur le terrain pour que les gens nous repèrent et voient nos têtes, c'est déjà une première approche oui. (...) Bon, l'intérêt, enfin l'avantage aussi qu'on a eu (...), c'est qu'il y a un beau site de parc, et plaine de jeux quoi, donc oui c'est un peu un prétexte à la promenade si tu veux et donc on a pris le temps d'aller sur place et, de déjà un petit peu, euh, communiquer et converser avec les gens qu'on croisait etc., pour faire connaissance et notamment avec le concierge. Après, pour chaque séance collective, il y a eu des affichages aux valves de chaque tour d'immeuble, dans les communs, dans les cages d'escaliers des communs (...). On a fait des flyers qu'on déposait dans toutes les boîtes (aux lettres), et ces mêmes affiches on les donnait parfois de main en main. À la toute fin, on faisait le porte-à-porte. » Travailleur de terrain, entretien, décembre 2021.

Ils se sont également montrés attentifs aux motivations des personnes présentes aux réunions et ont tenté d'en tirer profit. En particulier, il s'est avéré que de nombreux locataires ne venaient pas pour en savoir plus sur les caractéristiques performatives de leur logement, mais bien pour rapporter des problèmes tiers auxquels le gestionnaire tardait à répondre. Le dispositif dit du « frigo » a ainsi été mis en place : tous les problèmes « hors sujet » étaient notés, mis à l'écart jusqu'à la fin de la séance où les travailleurs prenaient le temps d'orienter les habitants et/ou d'informer le gestionnaire de problèmes rapportés :

« C'était des questions qu'on s'est beaucoup, beaucoup posées dans le cadre de ce projet. De se dire, comment on fait avec toutes ces questions qui sortent du sujet parce qu'on en a souvent beaucoup et, en même temps, on s'est rendu compte que c'est hyper important de les prendre en compte parce que ça fait partie aussi de l'élaboration d'une confiance avec les habitants (...) d'être concret dans notre accompagnement, pas juste être dans la théorie, d'expliquer comment ça fonctionne ok, mais s'il y a des problèmes qui concrètement vous empêchent d'être bien dans votre bâtiment, ben on les prend avec. » Coordinatrice du projet pilote, analyse en groupe, 4 octobre 2021.

3. En Belgique, l'attribution d'un logement social s'établit sur la base de l'ordre d'inscription sur des listes d'attente et de la concordance entre certaines caractéristiques du logement disponible à la location et la composition du ménage. Les candidats locataires peuvent refuser le logement social proposé, mais après deux refus, ils sont radiés de la liste d'attente.

Le dispositif du frigo est un témoin du climat de bienveillance et de prise au sérieux des dires des locataires que les associations ont mis

en place. Le « baromètre du ressenti » en constitue un autre exemple explicite. Cet outil, via lequel chaque habitant indique son degré de (in)satisfaction en termes de confort en début de séance, permet d'introduire chaque atelier à partir du vécu des habitants. Le projet pilote se distingue, à cet égard, des dispositifs communs de diffusion des « bonnes pratiques » d'usage des bâtiments énergétiquement performants par le biais de guides et/ou des séances d'information empreints de paternalisme (Renault, 2014), parfois mal acceptés par les habitants concernés (Ochs *et al.*, 2017).

4. Un travail de « traduction »

Le climat de bienveillance s'établit aussi par le caractère ludique de certaines activités. Cela est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit de traduire, d'explicitier les aspects techniques du bâtiment et leurs implications, à un public sujet à l'« analphabétisation technico-énergétique » éprouvant des difficultés à comprendre les factures d'électricité, les modes d'emploi et guides d'entretien des équipements (Grevisse, 2012, p. 64). Ce travail de traduction s'établit en partie via des jeux et mises en scène :

« On essaie d'impliquer les personnes à faire des expériences avec nous. Par exemple, pour la notion d'isolation, on a mis quelqu'un avec des couches de vêtements et on se rend compte qu'elle a beaucoup plus chaud et donc c'est une manière un peu ludique de montrer comment fonctionne l'isolation : on garde la chaleur, on se protège du froid. »
Travailleur de terrain, entretien, décembre 2021.

L'ensemble de ces outils visent aussi à mettre les habitants « en action ». Ainsi, plutôt qu'un guide de bonnes pratiques traditionnel, ces derniers reçoivent une « farde usages » composée de fiches thématiques qu'ils doivent eux-mêmes compléter en grande partie au fil des informations qu'ils reçoivent et construisent lors des activités d'accompagnement : en traçant le plan de l'appartement, le chemin de l'air, rédigeant le mode d'emploi simplifié des équipements techniques, annotant les relevés de leurs consommations, etc.

5. Des « passeurs »

Outre le climat bienveillant et ludique, le succès du projet pilote s'explique aussi par le fait qu'il a été mené par un acteur autre que les gestionnaires des logements sociaux. Les relations entre locataires et gestionnaires se sont effectivement avérées souvent tendues et empreintes d'un climat de méfiance mutuelle.

Ce climat s'explique en partie par les vertus attribuées, un peu trop rapidement, aux bâtiments énergétiquement performants (Neuwels, 2019). La première idée reçue est que ces bâtiments ont fait leurs preuves, sont de facto confortables, ne souffrent pas de dysfonctionnements, outre quelques nécessaires réglages les premiers mois d'utilisation, et que la diminution des factures d'énergie est effective. La seconde est qu'habiter un logement performant n'implique pas de changements majeurs pour les habitants et que l'intégration des « bonnes pratiques » n'est pas compliquée.

Suivant ces idées reçues, les gestionnaires attribuent souvent automatiquement les problèmes rencontrés dans les bâtiments aux locataires, négligeant la possibilité qu'ils peuvent incomber à des choix de conception, des défauts de mise en œuvre ou de réglage des dispositifs techniques :

« (Les gestionnaires) ont toujours le préjugé qui est que c'est toujours le locataire qui touche aux boutons et qui fait des erreurs. Et c'est, du coup, toujours de la faute du locataire. » Travailleur de terrain, entretien, janvier 2022.

Cette méfiance est certainement exacerbée dans le cadre des logements sociaux. Elle oriente en tout cas la prise en charge des problèmes rapportés par les habitants, entre manque de considération et paternalisme (Renault, 2014 ; Tozzi, 2013), comme nous l'expliquait un gestionnaire :

« (...) c'est quand même un problème sur le terrain. (...) on m'a engagé pour éduquer ces habitants qui ne savaient rien faire et qui n'arrivaient pas à utiliser nos supers bâtiments, quoi ! C'est pour ça qu'on m'a engagé. C'était vraiment la perception générale du service. » Gestionnaire de logements sociaux, analyse en groupe, 4 octobre 2021.

De leur côté, les locataires fustigent l'inaction des gestionnaires, jusqu'à parfois les soupçonner d'incompétence, en particulier lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes de malfaçons, voire de malhonnêteté lorsque leur facture énergétique s'avère bien au-dessus qu'annoncée. Les travailleurs doivent donc également endosser le rôle de « passeur » (Gaudin, 2010), en assurant le passage d'informations entre locataires et gestionnaires. Ils expliquent ainsi aux habitants les contraintes rencontrées par les gestionnaires : l'impossibilité à agir efficacement si la plainte n'est pas précise, l'obligation d'établir des marchés publics pour certains travaux, la difficulté de détecter l'origine des malfaçons, etc.

Inversement, les travailleurs font régulièrement état aux gestionnaires des difficultés, situations d'inconfort, pannes et autres problèmes techniques rencontrés par leurs locataires, si possible en identifiant leur origine. Plus largement, ils les informent des problèmes récurrents, rencontrés dans divers bâtiments intégrés au projet pilote, en espérant que les choix techniques et architecturaux qui en sont à l'origine ne soient plus reproduits dans les constructions et rénovations des

logements sociaux à venir, tels que des locaux techniques inaccessibles, la mauvaise qualité des quincailleries des châssis impliquant des problèmes d'étanchéité à l'air, le manque récurrent de protections solaires engendrant de nombreux problèmes de surchauffe, l'inconfort thermique du chauffage par l'air ou encore, les nuisances acoustiques et olfactives induits par les systèmes de ventilations collectifs. Soit une série de problématiques sur lesquelles les travailleurs ne peuvent pas agir et qui posent toujours problèmes aux locataires.

Conclusion

Les travailleurs impliqués dans le projet pilote mené par le Réseau Habitat ont dû mobiliser un ensemble de savoirs (techniques), savoir-être et savoir-faire pour assurer la rencontre - peu évidente - entre d'une part, des locataires sociaux souvent mal à l'aise avec le registre technique et se sentant parfois peu concernés par les problématiques environnementales et de l'autre, des bâtiments d'une technicité certaine, porteurs d'enjeux de réduction des émissions carbone majeurs, impliquant de nouveaux usages, habitudes et ressentis de confort. Tout au long du projet, ils ont élaboré et testé en situation des outils et méthodologies qui témoignent de l'hybridation de leurs compétences sociales, au cœur de leur profession, et compétences techniques, qu'ils ont pour la plupart dû acquérir à cette occasion.

Ces compétences leur permettent de faire fi des a priori au sujet des locataires sociaux, de prendre au sérieux leurs propos, craintes, difficultés et insatisfactions et plus encore, d'organiser l'accompagnement à partir de leur vécu. Elles leur permettent aussi d'explicitier et de rendre intéressants des sujets a priori éloignés des préoccupations quotidiennes des habitants, tel que le fonctionnement d'une ventilation mécanique, la gestion des apports solaires, le décryptage des décomptes de charges ou encore la manière de relever leur consommation d'énergie et d'utiliser les informations ainsi récoltées. Elles leur permettent aussi de comprendre l'origine de certains dysfonctionnements ou difficultés, et d'en rendre compte aux locataires et aux gestionnaires.

Inversement, au fil des échanges avec les habitants et observations des bâtiments en situation habitée, les travailleurs ont collecté un grand nombre d'informations concernant la manière dont les habitants investissent les logements énergétiquement performants, relatives aux malfaçons récurrentes, aux choix techniques et architecturaux qui posent problème. Jusqu'à, dans un certain sens, en savoir plus à ce sujet que les gestionnaires, concepteurs et maîtres d'ouvrage de logements sociaux.

Se pose néanmoins la question de la permanence de ce travail d'accompagnement et d'autonomisation des habitants qui nécessite du temps et donc des moyens humains et financiers, d'autant qu'il s'additionne aux autres missions des associations. Force est de constater que, bien que le projet pilote et donc son financement soient aujourd'hui clôturés, ce n'est pas pour autant que les questions et problèmes d'habitants de logements énergétiquement performants ne s'invitent plus dans les agendas et missions des associations de proximité. La question fondamentale qui se pose est finalement de savoir pourquoi ces logements posent de telles difficultés d'appropriation. Car, l'idéal serait que les habitants n'aient pas besoin d'être épaulés pour vivre correctement dans leur logement.

Bibliographie

- Beslay, C., Gournet, R. & Zélem, M.C. (2015). Le "bâtiment économe" : utopie technicienne et "résistance" des usages. Dans J. Boissonade (dir.). *La Ville durable controversée*. (pp. 335-363). Pétra.
- Chauveheid, J. (2022). *L'accompagnement d'habitants dans des logements sociaux à haute performance énergétique à Bruxelles : entre savoirs-techniques et savoirs-habitants*. [Travail de fin d'études, Faculté d'architecture, Université de Liège].
- Gaudin, J.-P. (2010). L'espace de la représentation (politique) et l'espace de la participation. *Articulo - Journal of Urban Research*. <http://articulo.revues.org/1253>
- Grevisse, F. (2012). *Les impacts sociaux des nouvelles réglementations relatives à la performance énergétique des bâtiments en Belgique. Étude exploratoire*. Fondation Roi Baudouin.
- Neuwels, J. (2017). Politique de performance énergétique des logements à Bruxelles : une logique industrielle structurellement inégalitaire. *Espaces et Sociétés*, 3, 73-90.
- Neuwels, J. (2019). L'évidence du bâtiment énergétiquement performant : genèse d'une construction politique ambiguë. Dans V. Baggioni, et al. (dir.). *Repenser la transition énergétique au prisme des sciences humaines et sociales. Une mise en perspective pluridisciplinaire*. (pp. 67-85). Presses Universitaires de Rennes.
- Ochs, L., Briseperrière, G., Neuwels, J. & Defreyne, E. (2017). *De l'usage des bâtiments performants en Région Bruxelles-Capitale : Étude ethnographique pour une plus grande maîtrise (de l'ambition, des coûts et de l'usage)*. *Rapport de recherche*. Bruxelles Environnement.
- Renault, V. (2014). Fabrication et usage des écoquartiers, essai critique sur la généralisation de l'aménagement durable en France. Presse polytechniques et universitaires romandes.
- Réseau Habitat (2019). *Accompagnement des habitants de logements haute performance énergétique. Un projet pilote du Réseau Habitat - Rapport d'activités*. Réseau Habitat
- Réseau Habitat (2022). *Accompagnement des habitants de logements haute performance énergétique. Un projet pilote du Réseau Habitat - Rapport final*. Réseau Habitat
- Shove, E. (2003, 11). Converging conventions of comfort, cleanliness and convenience. *Journal of Consumer policy*, 26, 395-418.

■ Tozzi, P. (2013). Ville durable et marqueurs d'un «néo-hygiénisme» ? Analyse des discours de projets d'écoquartiers français. *Noroi. Environnement, aménagement, société*, (227), 97-113.

■ Van Campenhoudt, L., Franssen, A. & Cantelli, F., (2009, 11). La méthode d'analyse en groupe. *SociologieS*.
<http://journals.openedition.org/sociologies/2968>

Le Café des pratiques (quartier des Chaprais à Besançon) : changer son rapport aux choses et au vivant

Elisabeth GERL

Co-fondatrice du Café des Pratiques.

Propos enregistrés dans le jardin de l'habitat partagé des Chaprais le 28 octobre 2022, retranscrit et mis en forme par François HOARAU-GEISSLER (anthropologue et cadre pédagogique à l'IRTS de Franche-Comté)

Définition de l'écologie : une attention à l'autre et analogie avec la permaculture¹

Moi je parle d'écologie, ça m'intéresse beaucoup plus que le développement durable ou l'environnement. Moi j'aime bien déjà revenir à l'étymologie. C'est quelque chose que je rappelle souvent. *Oikos-logos*. On part d'une réflexion, d'une pensée, d'un discours sur la maison, et je trouve donc ça vraiment intéressant de dire où est ma maison, parce que ça part du corps ou du vêtement, ça part d'une singularité. La maison c'est mon appartement ou l'immeuble, la rue, la ville ou la Terre. Travailler sur cette histoire de limite c'est intéressant c'est parler aussi du social puisque ça démarre de la singularité et ça va plus loin, jusqu'à finir par la Terre. Quel est le soin et l'attention que j'apporte à cela ? Voilà la définition même de l'écologie : quelles interactions les êtres vivants entretiennent entre eux et avec leur milieu ? — les êtres vivants, que ce soit l'homme avec l'homme, ou l'homme avec la nature, en tout cas l'homme dans la nature. La nature, le milieu, c'est moins extériorisé que le développement durable parce que c'est sous-entendre que la nature n'est qu'un élément — et c'est comme cela que ça a été vu — à exploiter ou au service de..., au service de l'homme. Dans l'écologie, je vois aussi bien le rapport que j'entretiens à l'autre

¹. Les sous-titres sont de François Hoarau-Geissler. Les questions et commentaires formulés par ce dernier et par Anthony Lecomte, cadre pédagogique à l'IRTS de Franche-Comté en cours d'entretien ont été éludés.

qu'il soit Homme ou animal, l'intérieur du milieu dans lequel je suis, qu'il soit naturel ou artificiel. L'écologie ramène au rapport au monde. C'est cela qui m'intéresse en tout cas dans la structure, dans ce qu'on fait : quelle relation j'entretiens avec le vivant ? Notre lieu, notre écosystème c'est un peu à l'image de la permaculture où on regarde, on donne suffisamment d'espace pour que ça pousse. Je parle plutôt, dans notre écosystème, de projet : ensemble, on donne de l'espace pour voir ce qui peut émerger, ce qui peut pousser, ce qui peut arriver. En même temps, à certains moments, dans l'observation, tu retravailles, tu déplaces, tu déplaces une chose, ou bien tu crées un autre dispositif. Il faut avoir cette vision globale, laisser suffisamment observer, laisser de l'espace et puis laisser réensemencer ou redéplacer. En tout cas, moi, dans mon rapport au travail, j'aime bien penser cette relation. Peut-être que penser le vivant dans le travail social c'est penser l'attention, avoir une attention pour les choses, une concentration. Chez nous ça s'opère essentiellement par le voir, donc le sentir, et cela se répercute sur l'attention que j'ai à l'autre, aussi bien dans l'accueil que regarder ce qui est en train de se produire, dans le détail. Quand j'accueille quelqu'un par exemple, c'est dans ce que je dis, c'est dans comment j'ouvre la porte, ou comment je vais disposer la chaise, comment je vois que la personne qui est devant moi elle a du mal à se déplacer et que je vais avoir l'attention pour lui apporter quelque chose. C'est l'attention aux détails pour que la plante ne soit pas en train de crever, c'est que le truc soit rangé. Tout ça pour moi, ça passe vraiment par un travail du détail et dire "*mais ça, ça a une importance*". Je pense qu'il y a un outil que j'aime beaucoup utiliser c'est apprendre à voir. Je reviens à la pratique du dessin, parce que je me dis que dans la pratique du dessin, du dessin d'observation en fait, je me dis c'est un moment donné où on se concentre et où on est en capacité de regarder. En fait, je me suis aperçue que d'être en capacité de regarder — la forme de la feuille ou la feuille sur un caillou — relève d'un exercice qu'on a complètement oublié. En fait, aujourd'hui on ne regarde plus, d'où un rapport qui est fort entre le travail social, qui parle de l'accueil et du culturel, avec le fait d'être en capacité de regarder. Pour moi ce qui est important c'est comment je suis présente. Ça c'est quelque chose qui m'intéresse aussi beaucoup et qui me semble être une démarche absolument écologique, d'être présent, et pas ailleurs, d'être présent dans l'ici et le maintenant. Je pense que dans le travail social, c'est une dimension qui à mon avis est indispensable. Je ne suis pas ailleurs, je suis là, je suis complètement là et puis je suis sûrement très exigeante mais c'est d'être là entièrement, et déjà c'est tellement agréable, parce qu'on évite d'être ailleurs, et ensuite ça ne phagocyte pas les problèmes, les informations. Cela permet d'avoir une relation absolument entière avec l'autre.

Se considérer comme faisant partie du vivant, c'est ne pas instrumentaliser l'autre

Pour moi, l'attention à l'autre est écologique : si tu fais attention à l'autre, ou au monde ou à la nature, tu ne peux pas détruire. (...) Après cela ne m'intéresse pas le mot que tu y mets. Ça veut dire que tu ne vas pas laisser un papier dans la rue, tu vas faire attention à ton voisin quand tu le croises... C'est histoire de où commence ton monde et où il finit, en tout cas ton monde va devenir de plus en plus large, tu vas te préoccuper de la personne que tu vas rencontrer aussi dans la rue et quand tu es à la caisse du supermarché et que tout d'un coup tu te poses aussi des questions, tu développes une sensibilité. C'est cette sensibilité qui me semble primordiale en fait, c'est ça une relation pour moi au vivant. Tu fais partie du vivant et tu ne considères pas la nature comme à exploiter, ou comme en dehors de toi. Tu es dedans, tu es à l'intérieur de..., et le travail social peut se poser cette question : je suis à l'intérieur d'un monde et je suis en interaction avec ces gens. On parle des bénéficiaires. Mais qu'est-ce que c'est que la place du bénéficiaire ? Le bénéficiaire, c'est, comme la nature qui peut être exploitée (...). Pour moi, le rapport écologique, c'est comment tu considères l'autre.

Être présent, accueillir, laisser émerger les projets et soigner les choses qui sont censées ne pas avoir d'importance

Le Café des Pratiques^{2*} c'est un lieu d'accueil, donc il y a une notion d'être présent complètement à l'autre. C'est quelque chose qu'on travaille beaucoup, qu'on travaille beaucoup avec les gens qui y sont. C'est aussi une histoire de rapports, d'une certaine horizontalité. Quand tu commences à travailler, il y a ce qu'on appelle le petit pouvoir. Quand tu commences à être chez toi, tout d'un coup, tu considères que tu as ton chez toi et que les autres viennent chez toi. Dans un magasin, il arrive que personne ne vous réponde, que personne ne vous parle en fait, parce que l'autre, il est en train de faire autre chose, il considère qu'on vient chez lui et il vous fait donc patienter, vous devenez invisible. Dans cette situation, on n'est plus dans une dimension écologique : je suis chez moi et je fais remarquer à l'autre qu'il est chez moi. Il y a une relation de pouvoir qui s'installe, on n'est plus dans l'horizontalité. L'accueil est ainsi pour moi essentiel : comment j'accueille complètement et comment cela peut créer des possibles ou des interactions qui font que ça va nourrir, ça peut nourrir chacun ? Peu importe l'activité, c'est ensuite laisser la place libre à un certain nombre de choses qui vont émerger entre ces personnes qui se rencontrent, et tu finis par

2. Les * permettent de repérer plus aisément dans le texte les institutions (associations, services, établissements) et les dispositifs. Quand des ressources internet sont disponibles elles sont indiquées à la première mention en note de bas de page.
<https://www.lecafedespratiques.org>

arriver sur du projet, peu importe le projet. C'est ainsi qu'ici, tout d'un coup, il y a eu un jardin ou l'habitat partagé*, en se disant on va faire un jardin et si on construit un immeuble cela va faire de l'ombre et en regardant les plans de la Ville de Besançon, si les deux immeubles sont construits, et bien il n'y aura plus de jardin. On a donc fini par se battre pour qu'il n'y ait pas d'immeuble du tout, mais sans succès. Mais s'il ne devait plus y avoir qu'un seul immeuble, on s'est dit "pourquoi pas nous ?". *C'est la même logique qui est à l'œuvre dans toutes les ramifications du Café des Pratiques*^{3*} — des matériaux arrivent, une matériau-thèque arrive. Ce qui m'intéresse aussi c'est qu'il n'y a pas forcément de projet, mais il y a du laisser venir, de l'interaction. C'est pour cela aussi que je parle de permaculture. Il y a des lignes directrices, de grandes orientations ou des fondements — l'invention d'une culture commune — mais il n'y a pas de projet qui soutient tout ça. Des valeurs, des fondements, et il y a des choses qui arrivent et puis des choses que l'on va soigner. Les matériaux, par exemple, sont classés. La question du tri des matériaux c'est pareil que la question de l'accueil. Les matériaux sont classés avec attention, pour que ça soutienne, avec un soin pour qu'on puisse réutiliser, troué-pas troué, coloré-pas coloré, etc. Cela fait aussi partie pour moi de l'importance de regarder. Trier un déchet, c'est quelque chose de difficile à faire. Quand on recrute par exemple, je fais passer un petit test. C'est très compliqué parce que pour les gens c'est "ça n'a pas d'importance". En fait c'est ce "ça n'a pas d'importance" qui est anti anti-écologique, le "ça n'a pas d'importance".

Inventer une culture commune pour transformer la société

Au fondement du Café des Pratiques* il y avait l'invention d'une culture commune pour transformer la société. Puis on a déployé ce qu'on entendait par café, le dé comme le jeu, les pratiques, l'invention, une culture commune. Le Café*, c'est le lieu, c'est le démarrage. L'envie c'était vraiment celle d'un lieu de rencontres et d'échanges autour du geste du travail. Au démarrage c'était Maki et moi. Moi je suis dans un propos artistique. Mon idée c'est de monter le lieu comme un lieu d'expérimentation. Ça c'est mon idée. Maki elle avait une culture japonaise. On est arrivé toutes les deux ici, et je pense qu'il y avait aussi l'idée d'un lieu où se retrouver, un lieu d'échanges où les parents d'élèves de l'école pourraient se retrouver. Nous étions mamans et nous avions envie d'avoir un lieu parce qu'il n'y en avait pas. Maki a une culture japonaise et donc l'idée de comment les savoir-faire manuels pourraient être transmis. C'est quelque chose qui est plus fort au Japon qu'en France. Finalement, ici, tu as peu de rapport au faire, au faire soi-même.

3. Hormis les locutions étrangères et les références d'ouvrage, les mots en italique renvoient à des reformulations significatives dans la retranscription.

On a mis nos faux noms sur la vitrine et les gens sont rentrés et ont dit "moi ça m'intéresse", "moi je sais faire ça", "moi, j'ai envie de faire ça", etc. Les gens sont rentrés dans le projet parce que, physiquement, le projet était ouvert, il y avait une présence. Ils sont rentrés dans le lieu et puis ils ont commencé à déposer un truc de peinture, aidé à passer un coup de pinceau... Tout le monde s'est organisé. Le projet a été vraiment pratique, c'est pour cela d'ailleurs qu'il s'appelle Café des Pratiques. L'idée c'était de montrer les gestes du travail, qu'on ne soit ni un atelier, ni un lieu de présentation. Il s'agit de montrer comment des gestes peuvent donner à voir. Au démarrage, beaucoup d'artisans montraient leurs savoir-faire. Petit à petit, on est devenu aussi un lieu de développement de projets. On peut aussi bien faire des objets concrets que s'occuper d'une parcelle de jardin. C'est comme ça qu'on s'est mis à mettre de côté des matériaux et inventer de nouveaux usages. C'est comme ça qu'est née la matériauthèque, parce qu'on en avait plein, vraiment plein la réserve, puisque les gens nous donnaient des objets. À un moment donné, on s'est dit qu'il faudrait systématiser tout ça, qu'on n'a qu'à prendre un autre local et puis tester. Comme on avait des matériaux, on s'est dit il faut bien des machines pour les mettre en œuvre, puisqu'à chaque fois qu'on sortait les machines c'était pénible, donc on a mis des machines pour utiliser les matériaux en fait. On avait envie de travailler sur l'idée du voir — moi, en tout cas. C'est quelque chose qui m'intéresse parce que je pense que c'est transversal et que cela permet d'être présent au monde et d'être vivant, d'être vraiment en relation avec soi. Ce qui me plaît c'est ce principe de regarder et d'être attentif et de prendre soin de tout ça. On a fini par se dire que ce serait chouette d'avoir une maison d'édition. Le premier livre, un livre de photographies, portait sur les balades urbaines. On a pris en photo les balades et on a travaillé sur l'image — qu'est-ce que je vois dans l'image ? J'ai la conviction que l'art repose sur un double principe : la singularité artistique, une singularité pure, le point de vue de quelqu'un, et en même temps l'art résiste au temps parce qu'il y a du commun. C'est en fait ce double dispositif dans l'art qui m'intéresse profondément. Cela paraît loin du travail social, mais en même temps je trouve que c'est peut-être transposable. Une œuvre préhistorique, elle nous touche, au-delà de tout, ou une œuvre pré-Colombienne, parce qu'il y a du commun et en même temps c'est l'endroit de la singularité. En fait c'est ce double mouvement que je trouve intéressant. L'art prend une place dans ce lieu, c'est ce qui permet d'affirmer le contour d'une singularité et aussi d'une altérité. C'est comment je trouve ma singularité. C'est tout le côté émancipation de ce lieu : dans un lieu et au travers des ateliers, comment je peux trouver et être au plus près de ma singularité, *trouver* qui je suis en fait. C'est tout le travail d'insertion qu'on fait, que ça soit avec les salariés ou avec les gens qui passent dans le lieu, ou les formations, c'est comment je trouve ma singularité. C'est pour moi la seule manière de pouvoir

recevoir et de pouvoir accompagner l'altérité de l'autre. Ici on est quand même dans le travail social, pouvoir accompagner l'altérité de l'autre. C'est parce que je suis singulier et que je connais ma singularité que je suis en capacité d'accueillir l'autre. (...). Et il y a ensuite le principe du commun : c'est ce commun qui nous lie et sur lequel on peut travailler. Le commun c'est — et on revient à l'écologie — c'est le milieu où je vis. Quelque part, le commun, c'est presque l'autre. Moi, j'ai besoin de l'autre pour vivre, enfin que ça soit la terre, la pierre, le caillou. En fait on nous a mis dans un monde que finalement, avec cette histoire de nature, on a ultra-utilisé parce qu'on est parti — et ça c'est historique — sur un développement, une croyance dans le progrès, une nature extériorisée, essentialisée, qu'on allait pouvoir exploiter, *la conception* d'un homme qui allait être tout-puissant. L'histoire est partie sur une vision très anthropocentrée qui nous a conduit là où nous sommes. On se dit donc qu'il va falloir rattraper, remettre l'homme dans la nature, revenir à quelque chose de plus "primitif". Cette nature historique nous a conduit à penser que l'autre était contre, pas avec, dans une compétition.

De la matériauthèque à la manufacture de proximité

Les matériaux sont récupérés auprès d'entreprises, que ce soit des commerçants ou des entreprises textiles, des entreprises de toutes sortes sur le territoire, mais aussi beaucoup de particuliers et enfin ce que nous avons mis de côté. Normalement on récupère auprès de l'association Tri^{4*} à Quingey, ce qu'ils jettent ou une infime partie de ce qu'ils jettent. Les matériaux sont triés. Nous, on a travaillé énormément pour inciter des partenaires à trier, récupérer, surtout en milieu scolaire, dans des milieux de transmission, d'animation. Nous utilisons ensuite ces matériaux pour nos animations — que ce soient des constructions à l'extérieur, des animations d'ateliers, et dans la formation aussi. Il y a une petite formation pour pouvoir utiliser, former d'autres à utiliser des matériaux récupérés dans de l'animation. Et puis, là c'est tout nouveau, on utilise les déchets pour de la production. On a par exemple la médiathèque qui nous fait une commande d'intercalaires pour les disques. Au lieu de commander le truc en plastique rigide fait en Chine et bien on fait des propositions et on lui livre les intercalaires faits à partir de disques vinyles et de Lino. On fait de petites productions à partir des déchets et là on vient d'être labellisés, on a répondu à un AMI⁵ et on vient d'être labellisés, ce qu'on appelle Manufacture de proximité^{6*} sur un axe de production.

4. <https://association-tri.com>

5. Appel à Manifestation d'Intention.

6. <https://www.ecologie.gouv.fr/manufactures-proximite-100-manufactures-laureates-61-manufactures-nouvellement-labellisees>

L'importance du faire ensemble et du décroïsonnement

Par rapport au travail social, ce qui est intéressant c'est qu'il y a beaucoup de faire ensemble dans le lieu. Depuis le démarrage, c'est aussi bien le fait de se mettre autour d'une table pour plier un programme, que de faire des boîtes, des menus, etc. — en tout cas faire ensemble. Le lieu génère aussi bien des gens qui passent du temps, parce que c'est un lieu à entrée libre, ouvert à tous, normalement avec un accueil, un accueil inconditionnel, des gens donc qui passent beaucoup de temps dans le lieu et qui ont l'envie d'aider ou de donner, d'être avec nous et puis de participer à la vie, en fait. Il y a quand même une idée de maison, de maison qui s'est un peu agrandie — c'est pour cela qu'on a toujours la restauration. C'est avec l'idée de faire ensemble qu'on s'est mis à faire de la production, le livre d'art, la maison d'édition, la fabrication du livre, la reliure, couper les pages. On a fabriqué de la même manière un jeu à partir de matériaux récupérés. C'est donc éplucher de vieilles boîtes de jeux, coller les épluchures à l'envers, mettre le tampon, faire des dessins. Il y a ainsi tout un pôle de fabrication des objets, de petites séries qu'on produit, et dans ce pôle fabrication, ce qui est intéressant, c'est que c'est comme une petite chaîne — nous appelons ça la petite cuisine. Il faut produire 60, 80 exemplaires. Tout le monde s'y met, mais ce qui est intéressant, c'est qu'à cet endroit là ce n'est pas comme à l'usine où il y a que de la production : il y a aussi l'émergence d'un nouveau projet qui arrive, de l'envie. Par exemple quand on faisait le livre de photographies, il y a des jeunes d'un IME^{7*} qui ont dit qu'ils voulaient aussi faire un livre. Nous avons donc fait un livre sonore. C'est aussi la possibilité de participer à toutes les étapes, que ce soit la conception, le design, l'envie, la motivation pour un autre projet, ... (...). Ce qui est intéressant c'est qu'on n'est plus du tout dans un modèle cloisonné, c'est là aussi l'une des grandes forces du Café*. On arrive dans un lieu absolument non cloisonné. On a mélangé dès le début une relation au travail parce qu'il y avait vraiment des gens qui venaient travailler, montrer les gestes du travail, une relation aux loisirs, des enfants, des grands, des petits, des personnes en situation de handicap. L'idée de décroïsonner l'art, l'écologie, le travail social. Tout pouvait être pensé, y compris le travail tout court. On est en train de retravailler l'idée des petites séries d'objets, avec d'autres partenaires, Pôle Emploi*, la Mission Locale*, les décrocheurs scolaires pour aller plus loin dans cette idée de faire ensemble et de créer une vraie unité de pré-insertion avec le projet de Manufacture*. Il s'agit d'aller plus loin sur les personnes en situation de handicap qui cherchent un cadre de travail. Thomas par exemple, me dit : « Tu te rends compte, moi j'ai moins de contraintes qu'un enfant de trois ans ». C'est-à-dire qu'un enfant de trois ans se lève pour aller à l'école, va à l'école, parfois même il va au péricolaire, et « moi, j'ai moins de contraintes ». Et du coup, dit-il, « je n'ai pas de loisirs puisque je n'ai pas de contraintes...je ne peux pas prendre plaisir à mes loisirs parce que je suis

7. Institut Médico-Éducatif.

en loisir tout le temps ». Il s'agit donc de donner un cadre de travail pour donner de la contrainte, pour donner un cadre mais un autre type de relations que la relation de loisirs. (...) Il y a des personnes qui viennent sur ce temps d'atelier avec l'idée qu'ils vont rejoindre un dispositif d'étude, ou en tout cas de formation, mais il y en a qui clairement ne retourneront pas dans l'insertion, ne retourneront pas dans un emploi, ou ne retourneront pas dans un système économique aujourd'hui, mais qui ont quand même besoin de *trouver* du sens, de *trouver* de la contrainte. (...) J'organise le travail pour quelqu'un, du type travail de pré-insertion et en même temps je me pose la question de ce que c'est que le salariat, de ce que c'est que l'émancipation.

Accueil de décrocheurs, Lieu d'Accueil Enfants-Parents mais aussi lieu d'accueil ouvert à tous

Nous avons deux contrats avec les décrocheurs, un avec l'Éducation Nationale* via le DAQIP⁸* qui est devenu le [FOQUALE⁹*]. Et on a avec l'ADNA¹⁰* un dispositif qui s'appelle Bivouac¹¹*. Mais on a aussi la Mission Locale* qui nous envoie des jeunes. Depuis le démarrage sur le Café* on a appelé ça l'insertion par les pratiques. Que ce soit pour les salariés, les stagiaires, les personnes qui viennent au Café, on a un vrai travail d'insertion. Il peut y avoir aussi des personnes qui viennent d'elles-mêmes. Il y a aussi des personnes redirigées par leur psychiatre et tous les gens qui retrouvent dans le lieu un point de chute — des jeunes qui viennent de manière complètement volontaire et qu'on a aidé, que ce soit des toxicomanes, des jeunes en rupture familiale. (...). C'est aussi un Lieu d'Accueil Enfants-Parents* avec deux accueillantes. (...).

La (trans)formation de la société par les pratiques qui se dupliquent à partir du lieu d'essaimage qu'est le Café des Pratiques

Ce qui est intéressant c'est comment des pratiques transforment la société, c'est comment une pratique, une pratique sociale, arrive et va former la société. Ce qui peut se passer dans un lieu peut se retrouver à l'extérieur, parce qu'à force de faire toujours la même chose, tu reproduis. Par exemple, quelqu'un peut se mettre à manger des légumes parce qu'il les épluche et qu'il les découvre et dans sa vie quotidienne, il va ré-enclencher cette pratique. Je crois beaucoup qu'une pratique sociale se duplique et va

8. Dispositifs d'Accompagnement à la Qualification et à l'Insertion Professionnelles.

9. Réseaux Formation Qualification Emploi.

10. Association pour le Développement de la Neuropsychologie Appliquée.

11. <https://www.adna-fc.com/craissp/bivouac-2/>

transformer la société. C'est comme le vélo, si tu fais du vélo après tu ne peux plus t'en passer. Tu t'appropries une pratique. Je pense *que le Café des Pratiques** est un lieu de diffusion de pratiques sociales, c'est un lieu d'essaimage.

Un lieu d'essaimage y compris dans une dimension de protection de l'environnement

Quand tu parles d'écologie, tu parles d'interactions entre les hommes, c'est de l'écologie humaine. La question est de savoir comment on peut étendre cette dimension écologique au vivant. C'est un peu l'enjeu du jardin : voilà un espace qui va un peu plus loin que le simple espace des interactions humaines. C'est pour ça que moi, ça m'intéresse beaucoup plus de parler d'écologie que du climat. Le climat c'est comme si tu jouais sur quelque chose d'extérieur. Pour moi la question est de savoir comment tu changes ton rapport au vivant, au monde, à l'autre, tes pratiques plutôt que tes mots. Je pense que si on change, si on a tous une pratique plus écologique, je pense que l'on vit mieux et que l'on préserve l'environnement, nos milieux. Le travail social pour moi peut être écologique et participer à une écologie du vivant. (...) Prendre soin de sa maison, apprendre à se rencontrer et après rencontrer l'autre, l'autre au sens global, l'humain, la plante, la fleur (...).

Une maison inscrite dans un quartier sans être une institution

L'expression Maison de Quartier* est belle mais cela renvoie à tout ce qui relève de « l'institutionnalisation ». Je pense que les Maisons de quartier* c'était des MJC^{12*} souvent, c'était une expérience extraordinaire d'éducation populaire d'après-guerre, d'émancipation. Après la question se pose de savoir comment les lieux s'institutionnalisent. Qu'est-ce que tu fais de l'institution, de la rigidité ? Je sens aussi comment notre lieu peut lui-même s'institutionnaliser, si l'on n'y prend pas garde. C'est pour cela que j'y mettrai presque du poétique. L'artistique me semble important pour ne pas s'institutionnaliser. (...) Quand une Maison de Quartier* ne propose plus que des cours de judo et de danse, une forme de consommation et de loisirs peut-on encore parler d'émancipation, d'écologie, d'éducation populaire ? (...).

Un tiers-lieu inscrit dans un mouvement historique

Nous sommes impliqués dans cette démarche parce que c'est le sens de la société. (...) Si on parle

12. Maison des Jeunes et de la Culture.

beaucoup de tiers-lieux aujourd'hui c'est parce qu'il y a des émergences partout de lieux qui impliquent les habitants, qui requestionnent la façon de vivre, d'habiter, de se nourrir, de se déplacer... Quand on a créé ce lieu, on n'a fait que ce que tout le monde était en train de faire. Edgar Morin a écrit un livre au moment même où on montait le lieu, *La voie*¹³, dans lequel il décrit ce qu'il voit émerger, comme les AMAP - Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (...). C'est du politique en fait. J'écoutais sur *France Culture* une émission de Félix Guattari dans les années 1980. Ce qu'il décrit dans l'émission, c'est exactement ce qu'il se passe aujourd'hui. Mais il dit que cela va prendre des années, comme après la Révolution française, c'est une autre réappropriation du politique. (...) Je me reconnais dans l'expression de tiers-lieu parce que c'est un mouvement, avec des émergences et qu'on peut qualifier ainsi des lieux qui sont entre le travail et le loisir, comme les Espaces de vie sociale de la CAF¹⁴* créés pour réimpliquer les habitants dans un quartier. La CAF* s'est en effet rendu compte que les Centres Sociaux perdaient de leur impact et qu'il fallait sans doute des lieux plus souples, plus petits, plus réactifs. Nous avons ce label Espace de vie sociale de la CAF*. (...) Dans un tiers-lieu ainsi labellisé, il s'agit d'impliquer les habitants, de créer des projets partagés sur le territoire tandis que les Centres Sociaux* sont souvent un peu pris dans des routines et des dispositifs qui sont trop lourds. Il y a plusieurs Espaces de vie sociale* sur le territoire — à Velotte, à Novillars, Miroir du Monde¹⁵* à Planoise. Nous accompagnons certains de ces projets à travers un autre label — Fabrique de Territoire¹⁶* — qu'on a eu en 2020 et qui cible l'accompagnement à l'émergence de projets de tiers-lieux sur le territoire. Des Manufactures* il y en a une dans le Doubs, et des Fabriques*, il y en a une à Planoise mais elle est numérique, et il y en a une qui est sur l'Espace des deux Sapins qui est tenue par Famille Rurale*. Le label Fabrique des Territoires* est porté par le Ministère de la Cohésion des Territoires et de la Transition Écologique*. (...) Il y a l'ALLED (Association pour le Lien, l'Entraide et le droit à la Différence)¹⁷* qui vient de demander le label EVS¹⁸* et qu'on a accompagné aussi, l'association des loisirs pour les handicapés. Il y en a un qui est en train d'être monté à Serre-les-Sapins et que j'accompagne, il y en a un à Chemaudin, et là je viens de rencontrer Dannemarie-sur-Crète.

Le travail social est écologique par définition

La définition même de l'écologie c'est : les interactions que les êtres vivants entretiennent avec leur milieu(...). Si ce n'est pas la base du travail social, je ne sais pas trop ce que c'est.

13. Morin, E. (2011). *La voie : pour l'avenir de l'humanité*. Fayard.

14. <https://www.caf.fr/partenaires/espace-de-vie-sociale>

15. <https://miroirdumonde.com/>

16. <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/fabriques-de-territoire-582>

17. <http://www.alled.org/>

18. Espace de Vie Sociale.

Alors, aujourd'hui peut-être qu'on peut proposer de flécher plus distinctement, de préciser que ce n'est pas simplement ce que les êtres humains entretiennent avec eux-mêmes, mais les relations qu'ils entretiennent aussi avec le territoire, la nature, la sauterelle, les animaux, les plantes, mais le travail social est écologique par définition. (...) C'est bien ça le travail social, c'est : quelle relation tu entretiens avec l'autre... ça ne parle que de cela. (...) On ne te dit pas de n'acheter que du bio, on te dit quelle attention tu portes aux relations que tu entretiens avec le sol, l'air, la nature et le travail social il ne parle que de ça. C'est juste comment tu élargis, comment on élargit, mais c'est sûr que c'est un travail de riches si tu viens faire du *greenwashing*¹⁹, si tu viens dire qu'il ne faut acheter que du coton bio, si la seule question posée est celle de ce que j'achète (...) Pourquoi se retrouve-t-on aujourd'hui à aller faire de l'éducation dehors, à élever les enfants à l'extérieur ? C'est peut-être qu'on est coupé à un endroit et que le travail social s'est coupé d'une relation. Historiquement, par anthropocentrisme, on nous a dit que l'homme est au milieu de, alors qu'en fait l'homme il est parmi. (...) Si on voit l'écologie comme un truc, acheter du coton bio, ou je ne sais pas quoi, on se trompe, ce n'est pas cela la question en fait. La vraie question, c'est comment je me positionne par rapport au vivant, et dans ma relation, pour pouvoir vivre. C'est de la survie même. Si je ne me positionne pas par rapport au vivant, tout le monde va mourir ! Bien sûr qu'il faut se positionner, qu'il faut se positionner comme cela. Tout le monde va vouloir planter un arbre, faire du jardin. (...) Cette construction anthropocentrée pour moi arrive à la fin. Aujourd'hui on repositionne, l'homme se repositionne parmi et on pense donc autrement le vivant. Cela arrive, c'est comme ça, et c'est au-delà, et pour moi c'est vraiment au-delà de ce que peut penser chacun. Je pense que *c'est en cours*. On le voit partout, tout le monde écrit là-dessus. (...) Il y a un auteur que j'aime bien utiliser avec les étudiants, c'est Hartmut Rosa, un sociologue et philosophe allemand. Sa thèse, que je vais peut-être mal restituer, c'est de dire que la modernité a rendu le monde disponible²⁰. Tout s'est rapproché, tu peux voyager partout. Tout est possible, tout est disponible. Il explique comment pourtant l'Homme devient Homme, profondément humain et vivant, à partir du moment où quelque chose lui est rendu indisponible. C'est là où il y a du désir. Il y a ainsi un double mouvement : l'Homme cherche à rendre tout disponible mais en même temps, parce qu'il devient Homme quand c'est indisponible, eh bien il est pris dans une course infinie. (...) Mais il y a des moments où l'homme est en résonance²¹, il est en vibration, il est en vie. Il va décrire ces axes de résonance — verticaux, horizontaux, en diagonale, que ce soit la religion, l'histoire, l'art, la spiritualité, ou l'amitié, le travail. (...) Alors cela peut être un peu énervant, mais je trouve cela assez intéressant. (...) Finalement tu te rends compte que quand tu peux aller faire

19. Voir le glossaire proposé par Dominique Grandgeorge dans ce numéro.

20. Rosa, H. (2010). Accélération : une critique sociale du temps. La Découverte.

21. Rosa, H. (2021). Résonance : Une sociologie de la relation au monde. La Découverte.

une balade dans ton quartier et avoir les yeux ouverts, peut-être que tu es plus en résonance que d'aller à l'autre bout du monde faire un voyage, parce qu'à un moment donné il s'y passe quelque chose qui va t'échapper, de l'imprévu...

(...)

Une tactique de l'évitement

Je n'aime pas le mot de développement durable. Je suis réticente aussi au mot décroissance. En fait je travaillerai la tactique de l'évitement par rapport à un mot comme celui de décroissance, enfin pas de l'évitement, mais le remettre sur un registre économique. Décroître, ce n'est pas l'échelle individuelle, j'irai plutôt sur l'échelle individuelle. Pour moi la solution est à l'échelle individuelle. C'est comment tu peux être suffisamment satisfait et pleinement satisfait au travers de l'émancipation, de l'art, de la culture, du plaisir, de la nature. (...) Être juste présent en fait présent, faire attention aux choses, passer plus de temps, ralentir, et de fait, tu passes moins de temps dans les magasins, parce que d'écouter un morceau de musique, tu le fais pleinement et après tu vas t'occuper de ta plante et de tes deux gosses, je n'en sais rien (...) Décroissance, cela fait un peu injonction et je ne suis pas sûre que l'injonction ça ne soit pas quelque chose qui soit fragilisant. Je me demande plutôt si on ne devrait pas plutôt passer du temps à s'exercer à être ensemble, à dessiner, à peindre, à jouer de la musique, je ne sais pas quoi, à faire des trucs comme ça, plutôt que de penser décroissance (...). Décroissance c'est plutôt pour continuer à alimenter des discussions - "ah mais ouais toi tu parles de décroissance, il y en a qui n'ont même pas à bouffer, on n'en a rien à faire de ta décroissance".

J'ai un autre rapport au monde. Il faut sortir d'un mode de production mais ne pas être du coup dans un truc de discussion, d'injonction où il ne faut pas manger des bananes. Ce genre de discussions devant le rayon des avocats, je culpabilise parce que j'ai pris un avocat ou parce que j'ai pris un billet d'avion, ou je ne sais pas quoi, en fait ça ne nourrit pas ton rapport au monde, ça ne te relie pas, ça ne change pas ton rapport à l'autre, ça ne change pas ton rapport au vivant, c'est juste que tu es angoissé, tu es encore plus angoissé, tu n'es même pas en relation avec l'autre, tu ne sais plus où tu es...

Claire Combe (Colline des Buis à Besançon) : un projet d'écologie intégrale

Bruno HYPOLITE

*Coordinateur d'Animation à la Délégation Franche-Comté
du Secours Catholique.*

*Propos enregistrés sur le site de Claire Combe le 23 septembre
2022, retranscrit et mis en forme par François HOARAU-
GEISSLER (anthropologue et cadre pédagogique à l'IRTS de
Franche-Comté)*

Genèse d'un projet : un lieu qui fait corps avec le territoire et où s'expérimente une gouvernance partagée¹

En 2015 est parue une lettre encyclique du Pape François sur la "sauvegarde de la maison commune"², sur la protection de la planète et sur le fait que tout est lié dans l'écosystème. Nos manières d'agir, de vivre en interaction avec les autres, ont un impact sur les populations à l'autre bout de la planète, via la question du climat, de l'économie et de la politique (...) et vont causer du tort à des populations qui sont déjà fragilisées. Tout est très lié : notre relation à nous-mêmes, le fait d'être en bonne santé, la question du bien-être, la question de l'alimentation, la relation aux autres, la manière de pouvoir décider dans le quotidien tout simplement de la vie d'une personne. Être pauvre c'est être seul nous disent beaucoup de personnes au Secours Catholique³. À la question "C'est quoi la pauvreté pour vous ?", on nous répond : "c'est la solitude".

Nous nous sommes donc dit que nous allions faire un lieu où on respecte la nature, où on respecte les hommes, où on respecte nos relations, où on respecte aussi la relation que les hommes ont avec la vie dans le sens spirituel du terme, qui n'est pas forcément religieux. La vie : il y a

¹. Les sous-titres sont de François Hoarau-Geissler. Les questions et commentaires formulés par ce dernier ont été éludés.

². Pape François. (2015). *Lettre encyclique sur la sauvegarde de la Maison Commune*. https://www.vatican.va/content/dam/fran-cesco/pdf/encyclicals/documents/papa-fran-cesco_20150524_enciclica-laudato-si_fr.pdf (consulté le 3 novembre 2022).

³. <https://franchecomte.secours-catholique.org>

quelque chose, je suis créé, je fais partie de ce monde, de cet univers et du coup je le respecte parce que la moindre pierre que je bouge, elle va pouvoir avoir un impact sur la suivante, et puis un effet en cascade, (...) un effet papillon. Un lieu où des choses positives ont un impact sur les autres ou sur l'environnement, sur l'économie, etc. Il s'agissait de chercher ensemble une autre manière d'être en relation avec l'environnement, avec le vivant, avec les uns et les autres.

Notre projet est fondé sur le développement du pouvoir d'agir des personnes, sur la participation et dans une visée de transition écologique et sociale juste. Il s'agit de quelque chose de l'ordre d'un laboratoire de l'écologie intégrale et de la gouvernance partagée.

Ce lieu nous est donné en novembre 2019 et on veut expérimenter les dimensions de l'écologie — environnementale, sociale, politique. On voulait aussi expérimenter un lieu de gouvernance partagée, parce qu'on part du principe que chacun peut prendre sa part dans la cité et puis développer son pouvoir d'agir. Notamment aux personnes en situation de précarité, fragilisées par différentes situations au cours de la vie, on propose - et on s'impose - d'être chacun au même niveau. Il n'y a pas d'autorité dans ce projet. Il y a des personnes qui ont des rôles parce qu'elles ont été mandatées pour ça. Il y a des personnes qui grandissent en compétences et puis qui se trouvent bien là parce qu'on les a laissées fleurir les espaces, parce qu'on les a laissées inventer un *design* pour la bergerie, on les a laissées prendre une initiative et une responsabilité sur la gestion du jardin par exemple, et parce que ça leur fait du bien, ça leur montre qu'elles sont capables et par conséquent elles se projettent dans autre chose.

On en est au tout début, c'est vraiment un projet naissant, un projet naissant dans lequel on expérimente ces relations, l'écologie et puis la question de la responsabilité partagée.

En mars 2020, il y a le Covid qui arrive et le projet est freiné mais il y a quand même des acteurs qui viennent ici entretenir le terrain, avec notamment un troupeau de chèvres, et puis le jardin a pu se développer avant qu'on puisse reprendre nos activités.

On a un rêve à l'horizon 2035. (...) On s'est projeté tel un oiseau dans 15 ans, et davantage encore, dans ce lieu et puis on a imaginé ce qu'on y vivrait,

avec des personnes en situation de précarité, avec des membres salariés du Secours Catholique^{4*}, avec des partenaires engagés dans le projet comme les Scouts^{*}, les Frères Franciscains^{*}, le Service Ecologie Intégrale du Diocèse de Besançon^{5*}, les jeunes d'Unis-Cité^{6*} et puis on a imaginé ce lieu en 2035. Donc en 2035,

4. Les * permettent de repérer plus aisément dans le texte les institutions (associations, services, établissements) et les dispositifs. Quand des ressources internet sont disponibles elles sont indiquées à la première mention en note de bas de page.

5. <https://www.diocese-besancon.fr/diocese/services-diocesains/pole-justice-et-charite/service-diocesain-de-lecologie-integrale>

6. <https://www.uniscite.fr/antenne/besancon-montbéliard-pontarlier/>

ici, il y aura : des chambres pour des personnes en situation d'insertion qui seraient elles-mêmes employées du projet sur une ferme en maraîchage ; une ferme découverte solidaire avec des chèvres, des chèvres qui elles-mêmes entretiendraient le site, qui pourraient peut-être produire du fromage, en petite quantité évidemment ; le maraîchage permettrait aussi de sortir quelques paniers de légumes pour des personnes en situation de précarité que l'on rencontre au Secours Catholique* ou chez des partenaires ; des chambres de passage parce que nous sommes sur la Via Francigena. Il y a ce territoire avec lequel on fait corps, dans cette colline des Buis qui est un peu une colline historique de Besançon. Il y a donc des personnes qui pourraient venir rencontrer le terrain, rencontrer les acteurs, rencontrer les personnes en situation d'insertion, s'engager aussi peut-être, une heure ou deux, pour un service, comme aller pâturer avec les chèvres, comme faire du jardinage, comme tailler des arbres. Il y aurait une habitation pour des volontaires, pour des personnes en insertion, pour des personnes de passage et puis un espace collectif pour organiser non seulement la vie conviviale du lieu, faire des repas partagés, transformer la production du jardin, dresser de grands banquets, projeter peut-être un film et puis débattre et continuer d'éveiller les consciences à l'urgence climatique et aussi à la question sociale, mais tout cela en partant de la parole des plus pauvres. Nous utilisons cette expression de personnes les plus pauvres, mais il s'agit de personnes quelles qu'elles soient, ayant une situation d'addiction, ayant connu la rue ou étant simplement isolées - des personnes trouvant ici un bien-être et complètement leur place.

À l'horizon 2035, donc, un site qui sera aussi valorisé, protégé — parce qu'à l'époque il y avait de l'amiante partout, c'était un terrain un peu dépotoir, un grand terrain de foot. L'idée c'est qu'on fasse revenir aussi la biodiversité sur cet espace avec la création d'une mare, avec un verger nourricier tout autour. Il y a une dizaine d'arbres qui ont été plantés par des volontaires d'Uni-Cités* - des programmes très intéressants de jeunes qui sont des réfugiés d'un côté et des jeunes volontaires français. Et puis, il y a un autre programme avec des décrocheurs scolaires. On accueille donc des binômes de ces volontaires et puis, pour certaines actions, ils s'engagent avec nous plusieurs journées par semaine tout au long de l'année. Les bénévoles et les personnes engagées les accompagnent pour mettre en place un projet. Une pépite par exemple, ça a été un jeune décrocheur scolaire qui s'est engagé au niveau du troupeau de chèvres et qui pendant toute l'année a découvert ce métier, s'est passionné pour les animaux. Il n'est pas encore à son compte mais il s'est mis en chemin vers une scolarité autour d'un métier d'agriculteur-berger. Ce sont des réussites qualitatives, pour l'instant peu nombreuses, mais qui peuvent vraiment avoir lieu parce qu'on fait la rencontre avec soi-même, sur ce terrain, avec la nature, avec d'autres personnes et qu'on trouve que tout ça a du bon et que cela donne du sens à sa vie. C'est important pour nous d'être à l'écoute de l'ensemble de ces dimensions de la personne.

Une harmonie visée entre une mixité de publics et de projets - loin des cloisonnements sectoriels

Peu de personnes logeraient sur place, peut-être deux personnes, un berger ou un responsable du projet. Cela se fera peut-être en partenariat avec d'autres structures du Grand Besançon*. On a travaillé avec Les Jardins de Cocagne^{7*}. Nous avons une animatrice jardin qui était mise à disposition du projet pour accompagner chaque semaine un groupe de personnes en situation de précarité et d'acteurs à développer le potager qui occupe une surface importante désormais. Cela a déjà permis, d'une certaine manière, de créer une activité économique par l'emploi et l'idée c'est peut-être de s'associer avec Les Jardins de Cocagne* à l'avenir pour qu'ils assurent une forme d'accompagnement professionnel et puis que nous on mette à disposition le terrain et l'espace qui permettent l'activité économique, parce qu'on a 5 hectares et demi, ce qui laisse de la place pour réserver aussi une partie maraîchage importante sur 1 ou 2 hectares. Il est aussi question d'un berger ou d'une ferme découverte solidaire qui nécessitera la présence d'un professionnel qui pourrait avoir été formé grâce aux services municipaux* qui ont développé l'éco-pâturage sur la ville de Besançon. Le berger ou le professionnel de la ferme pourra entretenir l'ensemble de la colline, les prairies et les sous-bois alentour et ensuite développer une petite activité fromagère. En fait, il y a une très grande mixité dans les types de projets que l'on porte ici, autant que dans les publics et c'est quelque chose qu'on ne retrouve pas forcément naturellement dans le travail social où on a des lieux d'accueil pour personnes déficientes visuelles, des lieux d'accueil pour jeunes en décrochage, des lieux d'accueil de personnes qui souffrent d'addiction etc. Ici, je ne dis pas que c'est l'osmose, mais on recherche une harmonie entre toutes ces personnes et avec le lieu. Ce qui veut dire quand même que cela implique pour les acteurs qui portent le projet de trouver un terrain d'entente, une organisation qui permette vraiment le dialogue, la conversation, l'écoute parce que nous avons chacun et moi-même des besoins et des attentes différentes par rapport à ce projet et l'engagement qu'on y met. Ce n'est pas quelque chose qui se décide comme ça, on arrive dans le projet et puis on trouve sa place et on fait une tâche un peu répétitive. Chaque personne qui arrive dans le projet vient transformer le projet.

Le terrain comme premier acteur d'une conversion écologique

Le premier acteur du projet c'est le terrain, c'est le lieu dans lequel on se trouve, ici à, Claire Combe, cette colline, à proximité du centre-ville. On a l'impression d'être vraiment pas en pleine montagne, on entend quelques

7. <https://www.julienne-javel.org/jardins-de-cocagne>

véhicules mais en pleine nature, on entend les pics. Dès qu'on arrive ici on se sent bien, parce qu'on est entouré de cette nature et du coup elle permet à chaque personne qui arrive aussi ici de se sentir bien et de prendre conscience petit à petit qu'elle fait partie de cette nature, de cette écologie. La conversion écologique prend du temps. Elle passe par le fait d'avoir souffert cet été d'une canicule, elle passe par le fait de voir le prix du pain augmenter, parce qu'il n'y a pas eu suffisamment de blé. Elle passe par le fait aussi de devoir prendre son véhicule pour aller très loin chercher des produits de première nécessité, donc on développe des modes de transport un petit peu alternatifs. Ici, de découvrir que la chèvre qui va entretenir le terrain va nous donner du fromage, il y a quelque chose qui semble un peu logique, qu'on avait complètement perdu et que les publics qui arrivent ou qui arriveront ici demain à Claire Combe auront vocation vraiment de toucher du doigt et de mettre les pieds dans cette terre. Des personnes qui sont en situation de rue à Besançon, dans une association bien connue qui est la Boutique Jeanne Antide*, viennent ici régulièrement et entretiennent un carré de jardin avec leurs éducateurs. L'une des personnes accompagnées m'a dit qu'elle sortait du béton à dix minutes d'ici, et qu'elle se ressentait pleinement revivre. C'est la même chose pour les jeunes décrocheurs déjà évoqués. Il y a une prise de conscience qui se fait, à travers les saisons aussi, qui sont plus ou moins faciles. On est lié à cet écosystème et en même temps on voit nous même les animaux qui peuvent souffrir de la chaleur dont on pâtit également. On essaie donc de développer une façon de voir l'écologie comme cela se fait au niveau de la permaculture par exemple, où un élément du système a plusieurs fonctions, et inversement, une fonction est assurée par plusieurs éléments — on a des toilettes sèches par exemple qui permettent d'assouvir des besoins vitaux mais en même temps qui vont nourrir notre potager et le fumier des chèvres vient aussi nourrir le potager. (...). C'est la même chose pour les ombrages assurés par les arbres, les arbres qui entretiennent la biodiversité, qui amènent les oiseaux et puis on peut se poser sous un arbre pour discuter, et en même temps on s'en nourrit et on entretient cet espace. C'est assez difficile de décrire l'écologie en deux mots parce qu'on a chacun des conceptions très différentes et aujourd'hui par exemple, moi acteur au Secours Catholique*, je me sens pris dans cette urgence de basculer, de proposer un autre schéma de penser et d'agir, y compris avec les plus fragiles, avec les plus vulnérables. Les personnes qui nous rejoignent ici qui sont isolées, en souffrance psychique, quand on leur donne la parole sur ce qu'elles ont trouvé là, certaines d'entre elles fondent en larmes et disent : "j'ai attendu ce lieu toute ma vie". (...)

Il y a un architecte qui est venu ici pour étudier les bâtiments, voir ce qu'on pouvait en faire concrètement, il a dit, on a l'impression d'être dans le ventre d'une mère *[rire]*, dans le ventre d'une femme enceinte tellement on est au sein de ces bois et puis de cette grande prairie, les jardins qui arrivent là, cette allée de tilleuls et de marronniers et cette femme c'est ce qu'elle a ressenti aussi. (...)

Un tiers lieu, *i.e.* un lieu de travail social alternatif

C'est un tiers lieu, un lieu alternatif. Moi j'aime à dire qu'au Secours Catholique*, depuis quelques années maintenant, je fais du travail social alternatif. J'ai travaillé en Maison d'Enfants*, j'ai travaillé en Centre Éducatif Renforcé, j'ai été volontaire à l'international et régulièrement je me retrouvais bloqué par un système qui imposait un cadre de sécurité, un cadre horaire. Sortir de l'ordinaire dans une Maison d'Enfants, ce n'était pas évident et en même temps ici on est dans l'ordinaire aussi parce qu'on est dans la nature et dans la plus grande simplicité, mais il y a quelque chose qui fait que vous arrivez ici demain avec un groupe de jeunes, vous prenez conscience de ce lieu, et de quelque chose qui vous attire en particulier, que ce soit les chèvres, que ce soit ces grands arbres, que ce soit la basse-cour ou les jardins ou même les bâtiments... Vous pouvez mûrir un projet, et, puis ensemble on peut aller jusqu'au bout, en tout cas on peut se découvrir des envies, on peut développer des compétences. On a des bénévoles qui sont des architectes, on a des bénévoles qui sont des magistrats, on a des bénévoles qui sont des personnes du BTP, qui sont des personnes de l'animation, des bénévoles de pleins de milieux, et, du coup il y a des rencontres qui se font. C'est vrai qu'un des maîtres mots c'est la question de la rencontre, la rencontre entre les personnes et un lieu mais aussi entre les personnes entre elles, et puis entre différentes générations. On développe donc quelque chose, sans le savoir parfois, qui grandit chez les uns et les autres : ils disent, ah, tiens moi c'est vraiment ça qui m'attire et j'ai envie de m'engager là-dedans, j'ai envie de développer des compétences, j'ai envie d'animer un groupe, j'ai envie de devenir éducateur ou de fonder une famille, ou de reprendre un parcours de soins. La difficulté dans le travail social alternatif et même le travail social en général, c'est comment on justifie l'action qu'on a menée, parce qu'on est dans quelque chose d'impalpable. Même si je peux vous dire que ce jeune a repris un parcours de formation, veut devenir berger, ce ne sera qu'un jeune parmi de nombreux jeunes qui sont passés. Je n'ai pas la suite, je n'ai pas toutes les informations sur les autres jeunes qui sont venus et si ça se trouve 3, 4 ou 80 % d'entre eux auront gardé quelque chose de leur expérience à Claire Combe qui les fera avancer en dehors de ce projet là. La qualité de la relation est donc primordiale et puis après on ne maîtrise pas tout. Cela ne nous appartient pas et c'est cela qui est bien aussi, parce que si on devait rendre des comptes... C'est l'avantage du Secours Catholique* et puis du fait qu'on soit une association un peu libérée ou libre. On n'a pas à rendre de comptes à l'Etat de subventions qui nous auraient été allouées, de dire voilà on a tant de sorties positives, tant de personnes qui ont décroché un emploi etc. Sur un autre projet que celui de Claire Combe, à Poligny dans le Jura, on a une personne en insertion qui a été embauchée dans les jardins, un jardin partagé, on a une quinzaine de parcelles, des ménages qui viennent, chacun à sa parcelle et puis il y a des temps de rencontre collectives mensuelles. C'est un peu ça qui commence à poindre aussi ici. Une personne en insertion

qui avait un trou de cinq ans dans son CV, qui ne pouvait pas trouver d'emploi, n'ayant pas le permis non plus, on lui a fait confiance et on l'a accueillie dans l'équipe et au bout de deux ans elle décroche un emploi dans une structure dans laquelle elle a fait un stage grâce à tout l'accompagnement qui a été mené autour de ce jardin. Cet homme il a transmis ses savoirs à des personnes migrantes, il a transmis ses savoirs à d'autres jeunes de l'école voisine, il a lui-même aussi reçu des choses de l'ordre de comment on se tient quand on est en collectif, comment prendre la parole, rendre des comptes à son employeur, participer à une réunion salarié, etc., etc. Donc il a aussi mûri et grandi dans ses capacités relationnelles, au-delà des capacités professionnelles qu'il a aussi acquises, qui lui permettent aujourd'hui d'avoir un emploi. C'est un exemple très concret et c'est aussi ici ce qu'on souhaite reproduire. Dès lors qu'on touche quelque chose à Claire Combe, on essaie de savoir ; planter un arbre par exemple, on ne plante pas un arbre pour planter un arbre, on plante aussi un arbre parce que derrière il y a un intérêt pour la terre et un intérêt pour les oiseaux, mais il y a aussi un intérêt pour nous mêmes, de comprendre comment ça fonctionne et donc on le fait avec un acteur qui est arboriculteur bénévole et qui vient passer quelques heures avec nous pour réfléchir à l'endroit dans lequel on va l'installer pour nous montrer sur un dessin comment se passe le cycle de vie des feuilles dans telle espèce d'arbre, comment se fait une greffe etc.

Une dimension internationale liée à un accueil basé sur la rencontre...

Il y a une dimension internationale dans notre façon d'agir ici à Claire Combe. Parmi le public, on a pas mal de personnes migrantes, en attente, déboutées ou autre statut. Pour certaines d'entre elles, elles ont quitté un métier de berger, elles ont quitté le monde rural dans leur propre pays et se retrouver là le matin sur le quai de la gare, quelqu'un leur dit "d'où venez-vous ?, Et bien si vous voulez, je vous emmène à Claire Combe". C'est ce qui est arrivé, concrètement à une personne, à un Congolais qui est parmi nous. "Ça a été aussi un des plus beaux jours de ma vie", nous a-t-il dit, "en tout cas je me suis senti ici, par rapport à la Grèce où j'étais passé avant, accueilli, considéré, accompagné, soutenu". On a créé un collectif autour de cette personne pour l'aider en dehors de Claire Combe où elle trouve de quoi faire — bricoler, jardiner, s'occuper des chèvres — on crée aussi un collectif autour d'elle pour l'accompagner dans ses démarches, dans ses démarches de soin, dans ses démarches parfois administratives et juridiques, ses démarches autour de la mobilité et donc il y a une proposition d'accompagnement qui se fait naturellement. Ce n'est pas "si tu n'y arrives pas, hop tu vas voir le travailleur social, il va faire un bilan avec toi de ta situation et puis

ensuite il va te proposer un parcours avec des objectifs et puis et puis différentes rencontres au cours de l'année et si au bout d'un an, si tu n'as pas réussi, tu passes ailleurs." Non. Il y a quelque chose qui s'est créé autour d'une première rencontre au jardin et puis après la personne s'est ouverte à l'un ou l'autre d'entre nous et puis on a décidé ensemble de venir soutenir la personne dans ses différentes dimensions. On sait que ce modèle-là peut se reproduire avec plein d'autres personnes, qui au début viendront dire "moi je veux juste faire le jardin" et puis après, petit à petit, il y aura des ouvertures et des besoins qui seront exprimés et puis on verra avec quels acteurs on peut avancer.

... et une ouverture sur un réseau de partenaires

On n'est pas isolé de tout le travail social et de tout le système social de Besançon. On travaille avec la Boutique Jeanne Antide*, mais ça va aussi se concrétiser avec le SAAS⁸*, le SIAO⁹* et puis après il y aura d'autres acteurs qui petit à petit vont se mettre dans le coup. Il y a la Ville de Besançon* avec laquelle on commence à travailler les questions sociales, les questions alimentaires, les questions d'urbanisme pour que ce projet puisse se développer en harmonie encore une fois avec les habitants du territoire. Ce n'est pas rien que d'avoir 5 hectares, un tiers-lieu qui se crée juste à côté de chez soi. Cela a un impact sur toutes les personnes qui montent à pied aujourd'hui, parce qu'il n'y a pas de transport en commun et on réfléchit donc avec la Ville* à la mise en place d'un transport à la demande (...). Faire partie du Conseil Consultatif des Habitants¹⁰* pour se dire que ce lieu n'est pas uniquement destiné à accueillir les plus pauvres, il est aussi fait pour vous, pour vous autres habitants qui recherchez de temps en temps un endroit où souffler, où passer du temps avec les enfants, où accueillir de la famille, où peut-être aussi vous engager et être des acteurs de solidarité tout simplement. Parce qu'on a tous besoin d'être utiles à un moment donné.

Les implications d'un parcours professionnel et de vie

Je suis fils de paysans en Lorraine et ensuite j'ai eu pas mal de temps d'engagement dans l'Éducation populaire à travers le scoutisme et ensuite je suis devenu Éducateur Spécialisé. J'ai passé le diplôme d'État en 2008 en Lorraine, à Nancy. Ensuite, j'ai travaillé en Maison d'Enfants, je suis parti deux ans en Volontariat de Solidarité Internationale en Palestine où j'ai pas mal développé la question de la formation du personnel dans une crèche, dans un orphelinat. J'ai ensuite à nouveau été embauché en internat, en Centre Éducatif Renforcé*. J'y suis resté très peu de temps mais j'ai découvert

8. <https://www.grandbesancon.fr/infos-pratiques/solidarite-sante/acceder-a-un-logement/service-daccueil-et-daccompagnement-social-saas-pour-les-personnes-sans-domicile-fixe/>

9. Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (<http://siao25.e-monsite.com>)

10. <https://atelierscitoyens.besancon.fr/pages/conseils-consultatifs-dhabitants>

la question du projet éducatif et la nécessité de faire équipe parce qu'il y avait beaucoup de violence institutionnelle. Je m'en suis détaché et à partir de là j'ai rencontré le Secours Catholique* et découvert un peu l'esprit d'innovation sociale et la liberté évoquée plus haut d'entreprendre dans cette association avec les plus pauvres. J'ai postulé partout en France et j'ai atterri à l'accueil de jour* d'Avignon où nous recevions tous les jours entre quatre-vingts et cent-vingt personnes sans domicile, migrantes ou non, pour des douches, un service de domiciliation, d'accès aux soins, des petit-déjeuners et d'autres activités culturelles et sportives. J'ai travaillé quatre-cinq ans là-bas

Claire Combe au sein du Secours Catholique* : paniers solidaires ; apprendre à devenir consom'acteur ; le programme « bien manger, bien vivre » et l'apprentissage de l'autonomie à travers les réseaux d'entraide

Depuis quatre ans maintenant je suis en charge de l'animation de l'équipe salariée du Secours Catholique*, salariés qui sont animateurs de réseaux de solidarité répartis sur tous les territoires de Franche-Comté et qui accompagnent des équipes bénévoles qui elles-mêmes sont le premier maillon de la solidarité sur les territoires, dans de petites communes ou des grandes villes, avec des lieux d'accueil conviviaux, avec des activités qui se développent beaucoup ou en tout cas de plus en plus autour de la question écologique, que ce soit sur les transports, que ce soit sur la question de l'alimentation avec des projets comme les paniers solidaires qui mettent en relation — ça c'est né du Covid — des producteurs qui n'ont pas pu écouler leurs marchandises pendant le premier confinement, des personnes en situation de précarité qui ont des problèmes de mobilité et des problèmes financiers pour accéder à une alimentation de qualité et puis le Secours Catholique* qui fait le lien entre tous. On a deux projets comme ceux-là en Franche-Comté. C'est assez intéressant parce qu'il y a de l'entraide qui se crée entre ces publics consom'acteurs — sur la recherche d'emploi, sur l'accès au soin, sur la culture. On a une démarche nationale, un programme de plusieurs années au Secours Catholique* qui s'appelle « Bien manger, bien vivre »¹¹*. Dans la plupart de nos lieux d'accueil on fait des statistiques et des enquêtes un peu qualitatives sur les ressources des ménages que l'on rencontre, et chaque année on sort au mois de novembre un rapport qui est assez couru parce qu'avec notre réseau de milliers d'équipes en France on fait remonter des données qui disent vraiment l'état de la pauvreté en France. L'année dernière notre rapport était sur l'accès à l'alimentation digne avec des chiffres importants. 83% des personnes qui ont recours à l'aide alimentaire par exemple, ont ce souci pour leur santé du fait de ce

11. <https://www.secours-catholique.org/nos-actions/alimentation-digne/un-acces-digne-une-alimentation-de-qualite-pour-tous>

qu'elles mangent, ou ne peuvent pas manger, mais parce que la plupart du temps les produits issus des collectes ne sont pas des produits de qualité malheureusement et qui donc ne leur permettent pas d'avoir une vie saine. C'est pour cela qu'on a des projets comme celui-là, des projets écologiques, où on jardine, où on apprend à cuisiner ensemble, où on va partager ses savoirs avec d'autres.

Aller vers et s'inscrire sur un territoire : faciliter la mobilité, essaimer - l'exemple des Territoires Zéro Chômeur*

Je pense qu'il faut maintenir notre présence et vraiment notre proximité aux publics les plus vulnérables. Lorsque j'étais à Avignon, j'ai participé à créer une douche mobile pour les personnes sans domicile. C'était alternatif à l'époque, mais c'est quelque chose, la mobilité inversée, que l'on voit maintenant énormément — il y a des friperies mobiles, il y a Points Santé mobiles*, des bibliothèques mobiles, (...) On pense la ville autrement, on installe davantage d'espaces de nature, davantage d'espaces collectifs dans les plans d'urbanisme. En tout cas pour Besançon, j'ai l'impression que c'est quelque chose qui est vraiment central. Après, il faudrait observer à hauteur de drone son territoire et voir les différentes poches de pauvreté, la question de la mobilité pour faciliter ces liens entre une colline et puis l'autre, avec un Centre Social* et puis avec une Maison de Quartier* et puis avec l'accueil des personnes sans domicile. Notre projet de Claire Combe restera sans doute très original pour la ville de Besançon, parce que 5 hectares cela ne se trouve pas facilement, on ne peut pas les mettre en centre-ville. Mais au Secours Catholique*, on essaie de créer d'autres lieux comme celui-là. Je pense à l'éco-hameau de Draguignan* dans le Var où une dame a dit "je donne ma propriété et j'aimerais que vous en fassiez un lieu d'hébergement pour les personnes en grande difficulté avec un lien à la terre qui soit très fort". Et quasiment en pleine ville, ils ont développé une résidence pour personnes en difficulté avec une activité économique autour de la nature qui permet aujourd'hui de créer de l'emploi etc. Ce qui est encore compliqué c'est le statut de ces personnes — travailleurs, hébergés — c'est valable à Emmaüs* aussi mais ils sont un peu aussi des avant-gardistes, de dire on est dans la recyclerie, on est dans le réemploi, on est dans l'économie circulaire mais les politiques publiques elles sont peut-être encore un peu trop peu encourageantes. Une expérience que soutient le Secours Catholique c'est Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée*. On peut rêver que cela ne soit plus une alternative dans cinq ans et qu'il y aura des centaines de projets qui vont émerger. Il y en a dix confirmés qui ont déjà permis la création de quasiment 1 000 emplois il me semble. C'est ATD Quart-Monde* qui porte ce projet, soutenu par le Secours Catholique*. On a une entreprise à Prémery dans la Nièvre. Aujourd'hui il y a cinquante nouveaux territoires qui sont

en cours de validation, je crois, pour développer cette Entreprise à But d'Emploi* mais il y a plus de deux-cents candidats. Si on avait voulu, on pourrait être à deux-cents voire davantage de projets qui étaient alternatifs à l'époque mais seront, on l'espère, demain quasiment monnaie courante. Si l'on peut avoir un rêve, c'est effectivement que ces lieux deviennent beaucoup plus abordables et aussi plus faciles à créer. (...) Nous avons fait faire par l'Entreprise à But d'Emploi* de Pré-mery dans la Nièvre un petit outil qui est un objet que l'on vend pour récolter des dons et des participations pour notre projet. Ce sont des personnes en insertion qui ont fabriqué l'outil à partir de bois de palettes. C'est de l'économie circulaire à simple coût. C'est intéressant. (...).

Une prise de conscience écologique nécessaire pour tout le travail social : écologie humaine, écologie environnementale, inscription sur le territoire et rêver à des transformations pratiques

Sur la question écologique, j'ose espérer qu'il y a une conscientisation collective qui soit suffisamment forte (...) Il y a toutes les questions de mobilité mais l'écologie elle est aussi humaine. Quand j'exprime ce que je ressens, même en tant qu'éducateur, je transmets à des jeunes la capacité à penser eux-mêmes à ce qu'ils ressentent et du coup à mettre des mots sur leurs émotions pour éviter de les faire sortir de la mauvaise manière. C'est ça l'écologie humaine. Pour ce qui est de l'écologie environnementale et des problèmes climatiques avec ce qu'on subit, même nous très concrètement, la crise de l'eau et cetera, on peut se dire que tout directeur d'établissement raisonnable pense à la façon dont il peut récupérer les eaux de pluie de son lieu d'hébergement pour arroser un petit potager mais aussi pour alimenter toutes les toilettes de l'établissement. On peut penser que le lien avec le paysan du coin peut éveiller les jeunes du Centre Educatif* à ce qu'est la nature, à ce qu'ils mangent et puis finalement à se découvrir du potentiel, l'envie de faire tel métier et puis faire du bien à sa santé tout simplement. (...) On entend le milieu du BTP qui est à la peine parce qu'ils n'ont plus de main d'œuvre, que des jeunes aussi découvrent que le bâtiment c'est à nous de l'inventer aujourd'hui, à travers la situation climatique que l'on vit, que faire à partir de matériaux biosourcés ce n'est pas inintéressant, ça coûte moins cher et que l'on a de la fierté quand même de participer à ce mouvement là. Le problème des politiques publiques et de l'ambition de rénovation énergétique des bâtiments par exemple, c'est qu'aujourd'hui cela ne reste qu'à l'état d'annonce. À titre personnel, je suis en train d'essayer d'acheter une maison pour faire un habitat participatif avec deux autres familles, on veut rénover thermiquement la maison et on n'y arrive pas. En tout cas, notre budget ne nous le permet pas. On aura peut-être 8 000 €

d'aide sur 150 000 € de travaux, parce qu'il faut des tonnes et des tonnes de justification, dès lors que vous créez une copropriété il faut un assistant à maîtrise d'ouvrage, dès lors que vous avez plus de tant, il faut un maître d'œuvre, et puis des diagnostics à la pelle, donc en fait on est complètement freiné dans notre envie d'être bons, d'être sobres et puis de mettre le paquet sur ces questions de rénovation. Et si on n'aide pas plutôt que de les contraindre, de contraindre telle structure sociale à rénover et puis à mettre en place tel et tel projet, si on ne lui dit pas ayez le champ libre mais portez d'abord une vision écosystémique de votre ensemble... Je parlais d'un élément qui a plusieurs fonctions, d'une fonction assurée par plusieurs éléments, eh bien si un directeur avec ses équipes et avec les jeunes prend de la hauteur sur son établissement et puis voit l'ensemble du territoire dans lequel cette institution est placée, il peut se demander "où est-ce qu'on s'approvisionne ? Où est-ce qu'on se déplace ? Où est-ce qu'on achète de la culture ? Quelle relation on a avec la maison de retraite du quartier ?". Je lisais dans la presse il n'y a pas longtemps que le CCAS de Gray* ouvre les cantines scolaires aux personnes âgées bénéficiaires des minima sociaux. Aujourd'hui, il y a peu de personnes qui vont à la cantine, mais pour ces deux personnes, c'est déjà une sortie dans la semaine qui leur redonne du goût à la vie et sans doute des dépendances en moins vis-à-vis du système de soin. Ce sont des choses qui sont encore pour le coup trop marginales ou trop alternatives. On ne va pas les imposer, le bon sens devrait nous imposer de prendre de la hauteur pour ensuite se dire où sont nos interactions et comment est-ce qu'on peut mettre vraiment de l'écologie humaine relationnelle là-dedans et puis on y gagnera ensuite. En tout cas, je reviens à la question du rêve que j'évoquais tout à l'heure, c'est très important non pas de se projeter dans un monde tout beau, tout bleu, tout rose, mais simplement de transformer la réalité en des choses possibles qui seront meilleures pour nous, pour la planète, pour notre porte-monnaie aussi un moment donné et puis pour les jeunes et les personnes qu'on accompagne.

Mobilisation internationale, bifurcation et développement social local dans des mobilisations collectives

Au Secours Catholique* on crée des partenariats internationaux en se fixant des thèmes qui nous préoccupent et pour lesquels on a envie chacun de partager nos savoirs et nos expériences. Nous, notre partenaire pour la Franche-Comté, pour la Bourgogne-Franche-Comté, c'est un partenaire à Madagascar qui a développé un atelier d'insertion, une école pour des jeunes des quartiers pauvres de la ville d'Antsirabe avec énormément d'emplois à la clé pour ces jeunes et puis dans le milieu rural où ils ont formé à l'agro-foresterie des personnes qui étaient en situation de précarité en milieu urbain, en leur disant, on vous forme pendant deux ou

trois ans, on vous donne ensuite un hectare et vous ferez vivre votre famille, vous pourrez y développer une activité, etc. Et ces choses marchent. Elles marchent là-bas. Nous avons donc soif de découvrir la manière dont ils procèdent pour prendre certains éléments et voir si on peut les appliquer ici en Franche-Comté, dans notre projet à Claire Combe, mais aussi dans d'autres lieux ailleurs en France. Quelques personnes sont allées à Madagascar, il y a deux ans maintenant, pour développer ce partenariat d'apprentissage. Ce n'est plus : "on fait une collecte et puis on va construire un puits dans votre pays". C'est : "vous avez une expérience, une connaissance de votre territoire et vous développez des modes d'action qui sont intéressants, apprenez-nous, faites nous découvrir ces choses-là" et eux sont très intéressés pour développer des choses autour de la mobilité, autour de l'insertion comme ils ont déjà commencé à le développer sur Antsirabe. Mais ils vont venir en France, même s'ils seront peut-être deux ou trois l'année prochaine à venir, et puis on ira justement visiter Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée* dans la Nièvre. Ils viendront ici à Claire Combe, et ils vont nous transmettre, et comme on va leur transmettre aussi, on ira voir la Roue de Secours^{12*} à Besançon. Quels sont nos leviers ? Quels sont nos freins ? Quels sont nos modèles économiques ? On ne va pas se juger, on est justement dans un apprentissage permanent là-dessus. Mais pour revenir à cette personne originaire du Congo, un jour on discutait autour de la table et il me dit exactement la définition de ce qu'est pour nous le partenariat international justement. Il nous dit : "tiens j'ai des amis au pays à qui je pense, ça leur ferait du bien de découvrir ce lieu de Claire Combe et la manière dont on développe nos liens ensemble, dont on apprend la responsabilité partagée", on est intégré avec une École*, avec un Centre d'Accueil de Jour*, etc. Comme on a ce partenaire à Madagascar, on ne va pas en développer un nouveau avec le Congo, ce serait beaucoup. Mais pour sa situation personnelle, il n'y a pas d'attente de rentrer dans le moule du fonctionnement occidental et puis de devenir chef d'entreprise ou d'exploitation agricole. Il y a l'idée que ses racines de berger dans son pays, il les découvrent ici à Claire Combe, ça peut être quelque chose d'utile en France. Il doit apprendre les réglementations notamment et puis passer un diplôme en France pour que les choses se fassent dans de bonnes conditions, le BPREA pour devenir responsable d'exploitation agricole, la question des services vétérinaires, toute la gestion du modèle économique de sa future exploitation, si c'est ce à quoi il se destine. Il y a une association avec laquelle on a commencé à créer quelques liens, qui n'est pas inintéressante sur la question d'écologie, de la migration et du travail social, c'est Verger du Monde^{13*} avec une femme qui a passé un Master je crois sur la transmission de savoirs agricoles des personnes migrantes en France et qui permet à des réfugiés de découvrir justement comment fonctionnent des exploitations agricoles en France, et puis de voir si potentiellement il n'y a pas, peut-être,

12. https://www.doubs.fr/ressources-sociales/index.php?option=com_content&view=article&id=209:la-roue-de-secours&catid=102&Itemid=126

13. <https://www.vergersdumonde.org/>

des structures à reprendre. Il y a des Afghans, des Iraniens, des Congolais, des gens de toutes cultures qui partagent leur savoir-faire sur la fabrication du thé, sur plein d'autres choses et puis qui découvrent la gestion d'exploitation française et qui demain pourront peut-être s'intégrer dans ce paysage là. C'est une vraie question : comment va-t-on se nourrir demain si on reste dans le même mouvement qui est que la terre va aux plus gros ? On ne valorise et on ne reconnaît pas encore suffisamment la production locale. Après est-ce qu'il faut imposer dans tous les Centres Sociaux* que l'alimentation soit bio, par exemple, comme la journée qu'on fait dans les cantines scolaires ? Encore une fois, c'est du bon sens. Mais c'est vrai que les budgets ne sont pas forcément suffisants pour sans doute y parvenir, mais on aura besoin, peut-être, de ces personnes migrantes avec ces savoir-faire demain dans nos exploitations françaises et puis de toute la jeunesse de bonne volonté qui veut bien découvrir un métier qui a du sens mais qui ne les attache pas pieds et poings à des modèles financiers qui sont difficiles. (...) Je vois un peu comment les structures agricoles ont évolué et aujourd'hui il y a une forme de retour en arrière, en tout cas on devient raisonnable dans la gestion de certaines exploitations en se disant "tiens je suis pris la corde au cou à cause du prêt que j'ai contracté pour ma moissonneuse batteuse, mon tracteur, mon machin, mes produits phytosanitaires. Si, juste, je prenais de la hauteur ?" Et là, il y a d'autres associations qui aident à le faire, Solidarité Paysans¹⁴ par exemple, avec qui on travaille dans deux jardins, à Dole et à Poligny, qui aide les exploitants à prendre de la hauteur sur leurs exploitations et à se dire, "tiens tout ce que je dépense en carburant, en produit pour faire du maïs qui va nourrir des vaches qui vont être malades, eh bien, je devrai juste le mettre de côté et mettre mes champs de maïs en prairie avec des fleurs de différentes sortes, faire une rotation et puis produire moins mais avoir des vaches en bonne santé, avoir moins de matériel à payer et puis valoriser ma production parce qu'elle sera saine, elle sera de qualité." (...) Je pense que les expériences des uns des autres, des structures associatives mais aussi des lieux un peu innovants et des couveuses de projets par exemple, peuvent être vraiment aidantes et si on pouvait avoir, je ne sais pas si ça existe d'ailleurs, mais des couveuses de projets sociaux alternatifs, ce serait assez intéressant aussi, parce que se lancer cela peut quand même faire peur. C'est agréable, ici à Claire Combe, parce qu'on est dans un monde associatif, moi je suis salarié donc je n'ai pas trop à craindre ce que je vais faire demain, mais si j'avais une intuition qui était de créer un lieu comme celui-ci, sans ressources, je ne pourrais pas faire grand-chose, et du coup, là, il y a toutes ces interactions et c'est possible. On cherche, on a le droit à l'erreur aussi, mais se lancer comme travailleur social avec un projet, une vision et puis sur un territoire un peu inerte qui a besoin de revivre, ça ne doit pas être simple non plus. C'est pour ça qu'une question qu'on n'a pas abordée c'est celle de la

14. <https://solidaritepaysans.org/>

mobilisation citoyenne et de partir de la vie et des besoins des habitants du territoire. Dans la pédagogie du Secours Catholique* on dit "animation du changement social local". C'est reprendre un peu les termes du développement social local en y mettant cette question de l'énergie, par le mot animer ou en disant, tiens on peut aller en bas d'une tour et puis écouter les habitants, leurs besoins, la mobilité encore une fois, la sécurité, l'accès aux soins et puis revenir et revenir et écouter encore, et puis un jour il y aura une pépite qui va arriver, il y aura une idée qui va germer puis on va travailler, on va constituer un petit groupe qui va aller voir un élu, puis un deuxième élu et puis ensemble on va voir si les politiques publiques nous le permettent, puis on va trouver une niche dans laquelle on peut s'insérer, et après une association, peut-être un emploi, deux et on va développer. Aujourd'hui sans doute il faut beaucoup de temps pour arriver à des transformations sociales à l'ampleur d'un quartier, peut-être qu'il y a besoin de mettre davantage de personnes, et, dans cette situation juste d'écouter, d'écouter les habitants et leurs besoins. Moi j'habite dans un village où il n'y a rien, il n'y a pas de place publique. Si on m'écoute, j'évoque le besoin d'avoir un lieu où je peux rencontrer mes voisins et les autres familles et donc le besoin il est de créer cette petite place et juste installer un banc pour faire naître d'autres projets qui peut-être demain vont nous permettre d'avoir un covoiturage, un transport unique pour aller à Besançon. Les vingt habitants du village qui travaillent à Besançon sur les mêmes horaires pourraient prendre ce mini transport on lie la question écologique à la question sociale et économique et on a tout à y gagner. Je pense que cette présence, cette forme de travail social, est encore peu encouragée. (...).

Changer de paradigme : changer son rapport à la consommation et au temps

Il y a le Pacte du Pouvoir de Vivre^{15*} dans lequel s'inscrit aussi le Secours Catholique* avec toutes ces questions d'indicateurs sur qu'est-ce qui fonde le bien vivre aujourd'hui dans nos pays occidentalisés. Je n'ai plus le détail mais la question de l'accès à l'alimentation y est fondamentale. C'est un peu comme les objectifs du développement durable, mais on est moins fondé sur la question de la croissance que sur celui d'avoir accès à un médecin, de pouvoir même se nourrir correctement pour éviter d'avoir accès au médecin, et c'est important de pouvoir consacrer du temps à autre chose, effectivement qu'à engranger de l'argent pour payer des choses qui ne nous seraient pas forcément utiles si on était dans un autre système. Il faut changer de paradigme. (...).

15. <https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/>

La question écologique est prégnante chez les plus précaires : faire de l'écologie sans le savoir

On avait interrogé pas mal de personnes migrantes, on a fait du théâtre forum dans une autre région en France avec des gens en situation de précarité, je crois que c'était en région parisienne : la question écologique est prégnante, très forte dans cette partie de la population. Simplement, c'est vrai qu'il y a une forme de frustration de ne pas pouvoir avoir accès à tous ces biens de qualité, ces produits locaux, etc. C'est pour cela que l'on développe aussi des jardins partagés avec les gens (...). Nous faisons ensemble et du coup il y a quelque chose qui (...) redonne de la dignité. Ce sera pour les bobos l'écologie, tant qu'on n'aura pas mis réellement les mains dans la terre avec les plus pauvres. Ici on voit les choses forcément différemment. (...). Les plus pauvres font le choix chaque jour entre se chauffer et manger. Et là ça va être encore pire dans l'hiver qui arrive, il y aura : se soigner, se chauffer, se loger, se vêtir aussi. Être pauvre, c'est un travail au quotidien comme rechercher un emploi c'est un travail au quotidien. Le pauvre n'a pas le temps d'aller travailler, souvent il a une contrainte qui est celle d'aller chercher à manger, d'aller dans telle structure sociale qui va l'aider dans sa démarche d'accès aux soins. Ce n'est pas une vie facile que d'être pauvre. On s'en rend compte vraiment ici. Tous ne pensent pas effectivement que l'écologie va les sauver et que c'est super important, mais en les rencontrant et de plus en plus, ils en prennent conscience. La Fresque du Climat^{16*} qui a été faite à l'IRTS montre bien les effets de l'activité humaine sur le changement climatique et en quoi les plus pauvres sont les premiers touchés. En tous cas les plus pauvres migrants, eux, ils le savent parce qu'ils ont vu l'eau monter, parce qu'ils ont vu des cyclones débouler sur leur maison de tôles, parce qu'ils ont vu leur champs s'assécher complètement. On voit même dans des pays comme la Colombie aujourd'hui des enfants mourir de faim dans les rues des villes. C'est juste atroce : ces gamins savent que le changement climatique a un impact sur leur vie. Mais nous c'est pareil avec la question de l'isolation des bâtiments dont je parlais tout à l'heure. Les plus pauvres savent que le climat se réchauffe ou que le climat est super froid en hiver par exemple : ils sont derrière un simple vitrage, ils vont avoir froid et ils vont dire qu'il y a quand même quelque chose qui déconne. Après, une des questions c'est où est-ce qu'ils peuvent en prendre conscience, soit pouvoir mettre des mots là-dessus et pouvoir se mobiliser pour que ça change pour eux et que ça change aussi pour les autres. L'animation de leurs quartiers dans un groupe de couture, le jardin, l'installation d'un composteur, l'organisation d'un covoiturage, un groupe d'entraide permettent de faire plein de choses mais après il faut sans doute donner des moyens d'animer cela. J'ai l'exemple d'une dame qui est à Audincourt (Doubs), au pied de sa cité, elle a remué ciel et terre et ce n'est pas une dame chic au sens où elle aurait eu une vie un peu facile. Elle est pauvre parmi les pauvres et elle aide tout le

16. <https://fresqueduclimat.org>

quartier. Elle a fait retourner le terre-plein central pour y installer un jardin. Et toutes les personnes du quartier sont invitées à jardiner. Elles ne viennent pas jardiner, eh bien ce n'est pas grave, toute la récolte de légumes est mise à disposition dans l'entrée de l'immeuble et les gens peuvent se servir. La question écologique est bien au cœur de sa vie. Quand il y a une personne qui décède elle va faire la quête dans l'ensemble de l'immeuble pour participer aux obsèques. Elle crée un autre lien aussi, au-delà de la question de "donner à manger à ses petits vieux" comme elle le dit, elle a mobilisé des personnes. Mais elle ne dit jamais le mot climat ou écologie. Elle dit moi j'aide les gens, mais elle a compris que produire localement, que se mobiliser ça pouvait porter ses fruits. Beaucoup de gens font de l'écologie sans le savoir. La plupart des personnes en situation de précarité qui viennent ici ne prononcent pas le mot écologie et ne disent pas "oulala j'ai lu le dernier rapport du GIEC*", ou "j'ai entendu sur France Inter ou je sais pas quoi que si on dépasse 1,5 degré on est foutu et toi qu'est-ce que tu en penses ?" Non, on vit au quotidien des relations écologiques, déjà on essaye, et puis on travaille la terre et après on entend qu'il y a des questions qui commencent à nous tracasser un petit peu quoi, eux et moi et ensemble on invente un nouveau modèle. Les migrants que j'avais interrogés, l'année dernière dans le cadre de la sortie de ce rapport sur l'accès digne à l'alimentation, sept ou huit petites vidéos, tous ont dit : "moi la planète, la Terre, il y a quelque chose qui ne va pas, j'ai besoin qu'on corrige ça, j'ai besoin d'être un acteur engagé là-dedans."

Pas tant se débrancher que se brancher à autre chose

On ne peut pas se débrancher du monde, on est dans le monde complètement et en même temps on a des portes d'entrée très grandes pour que des gens très divers puissent arriver ici à Claire Combe ou au Secours Catholique*. Nos lieux d'accueil, nos friperies, ce ne sont pas que des friperies, on essaye en tout cas d'en faire des lieux avec un accueil convivial, un café qui est toujours offert, etc. La plupart des magasins de mode n'ont pas leur accueil café, et puis le petit café causette où on peut discuter autour de comment on fait un ourlet, etc. Et en provoquant cette rencontre autour du café et du vêtement et bien on se débranche un peu, justement des lieux où on irait acheter le t-shirt pas cher, parce qu'on a trouvé qu'on a existé aux yeux de quelqu'un d'autre. Et être pauvre, je ne cesse de le répéter, c'est être seul, et du coup le fait qu'une personne pauvre existe aux yeux de quelqu'un d'autre, y compris d'une bénévole qui était présente ce jour-là donne envie à la personne de revenir et puis de peut-être demain s'engager dans notre association. On mène au niveau national, dans notre projet national, et au niveau local dans notre projet de délégation qu'on focalise vraiment sur la rencontre,

une réflexion importante sur comment construire des alternatives au service du bien commun, mais est-ce que cela veut dire se débrancher ? C'est peut-être se brancher à autre chose, se brancher à une autre source qui est celle de la rencontre, qui est celle d'espérer aussi que d'autres choses sont possibles si on les fait avec les autres en y mettant du sien et cetera. Le programme Bien manger Bien vivre* nous débranche quand même un peu de l'aide alimentaire traditionnelle par exemple, et nous invite à nous brancher à une autre prise, celle des alternatives autour de l'écologie, du jardin, du faire ensemble. La mobilisation citoyenne ce n'est pas pour nous aller voter une fois tous les cinq, les sept ans, c'est partir de l'indignation, de constats et des besoins des personnes et se brancher à une autre source qui est d'aller rencontrer l'élu pour lui dire ce qu'on vit concrètement et puis lui faire des propositions comme celle de Territoire Zéro Chômeur*, mais comme celle d'autres lieux aussi. C'est notre source effectivement, le fait de construire un autre monde, notre devise. Notre slogan c'est : « ensemble construire un monde juste et fraternel ». On ajoutera "écologique" sans doute dans le prochain projet pour bien insister sur le fait que cette dimension est aussi au cœur de notre habitabilité, de notre possibilité à rester sur terre (...).

Colibris et goélands

On peut être colibri mais on peut aussi être goéland, comme m'a dit une fois une personne — le bec est beaucoup plus grand. On peut aussi, sans se regarder le nombril, dire qu'on a des compétences, qu'on a des savoir-faire et puis qu'autour de soi il y a aussi des personnes qui ont des compétences et des savoir-faire, des envies de transformer le monde, ne serait-ce que leur quartier. J'organise dans mon village dans quelques jours une soirée jeu, mais derrière j'ai en tête non seulement de rompre la solitude des habitants et la mienne, j'ai en tête de voir quels sont leurs envies, leurs besoins et leurs désirs autour de leur village, d'un autre village face au défi climatique, face à d'autres problématiques qui peuvent être la sécurité routière et d'autres choses. Mais personne ne me demande de le faire, je me dis juste que si je ne le fais pas, je ne pourrais pas me regarder dans la glace le soir, mais ça me semble absurde d'avoir des compétences de facilitateur et de ne pas les mettre au service de quelque chose qui est en train de me tomber sur le coin du nez, et je ne suis pas le seul à m'en apercevoir, qui est la fin de l'humanité telle qu'on la connaît aujourd'hui avec le toujours plus ; d'ailleurs, demain, s'il n'y a plus le plus et toujours plus, tant mieux. Je pense à mes deux enfants. En prenant un petit peu de hauteur, je me demande où je peux agir. (...) Ce soir j'ai ma réunion sur mon habitat participatif, demain j'ai cette rencontre au village pour proposer d'autres choses et après-demain que sais-je... Ce sera donc une, puis deux, puis plein de choses que je pourrais faire et, certes,

cela ne va pas contrebalancer l'impact de la production de CO² par les Chinois, les Américains, les Indiens et puis les Russes aujourd'hui, mais ça y participera. (...) Je suis peut-être un peu anxieux, mais je continue d'espérer. En même temps chaque jour j'entends que ce n'est pas acquis. Mais qui devant le lion veut prendre la fuite ? Il va nous rattraper de toute façon. Donc il faut combattre ce qui nous arrive et si on combat avec d'autres, avec les jeunes qu'on accompagne comme éducateur, c'est quand même un métier qui devient autrement attrayant, parce qu'avoir un ennemi public numéro 1 qui est le changement climatique, ça peut être super enthousiasmant pour un projet éducatif dans un foyer, ça peut être très riche et ce n'est pas une contrainte que de faire les choses pas à pas. C'est sûr que si on met la charrue avant les bœufs, de vouloir tout transformer au niveau de l'hébergement de la maison de retraite ou de je ne sais quoi que l'on accompagne en tant que chef de service, directeur, éducateur, et bien, on va se prendre des murs. La conversion se fait dans le temps et puis des petits pas permettent de dire ça, "ça a déjà eu un effet concret sur ma vie". Et après, effectivement, tous les produits que l'on achète, d'où viennent-ils, les vêtements ? Quand j'étais éducateur en Maison d'Enfants, on avait un bon vêture pour chaque enfant, c'était 30 euros par mois, quelque chose comme ça. Mais je n'ai jamais dépensé 30 euros par mois de vêtements. Les 30 euros par mois, on pourrait très bien les dépenser ou les convertir en autre chose et puis décider collectivement avec les jeunes que voilà on peut aller dans une très belle boutique d'insertion dans Besançon qui propose des vêtements super sympas, un atelier relooking, on développe des talents de couturier et l'impact carbone il ne faut pas le négocier — des vêtements qui arrivent dans le magasin, parce que chaque vêtement est sur-emballé, parce qu'il a été produit dans des conditions qui ont coûté la vie à des personnes, à des poissons — c'est peut-être un petit peu fort comme expression, mais j'y crois vraiment sincèrement. Notre geste au quotidien peut avoir un impact important. (...)

Rêver et transformer au quotidien

Moi je reviens à la question de ce à quoi on aspire vraiment et puis encore une fois du rêve et de cette transformation du quotidien, quelque chose de possible, prendre le temps de fermer les yeux. Et puis de se projeter là ensemble, pendant dix ans, et on voit qu'il y a mille choses qui nous donnent envie, qui nous donnent envie dans ce qui nous attend, faire de nos fragilités des forces, dans ce combat, dans ce projet éducatif. Pour moi, l'enthousiasme vient en se rencontrant, en rêvant, en lisant des choses qui ont un intérêt aussi. En sortant peut-être le nez de réseaux super anxiogènes, en fréquentant des lieux comme celui de Claire Combe et puis en découvrant. On fait pas mal de ce qu'on appelle des visites ou des voyages inspirants avec nos équipes locales qui vont se rencontrer, se visiter. (...).

Éviter l'anxiogène, ne pas focaliser sur les mauvais comportements

Mon fils est à l'école maternelle. Ils ne sont pas beaucoup à avoir mis les mains dans la terre et à faire la différence entre un gendarme et une coccinelle. Je lui demande ce qu'il a appris aujourd'hui, il a compté le nombre de punaises qui étaient au pied de l'arbre dans la cour de récré. Il était plus intéressé par les plantes et la vie de ses camarades que par les enseignements théoriques qu'on lui a donné. Ça commence là. Chaque jour, il s'émerveille de choses qui poussent, de comprendre un peu le système solaire et plein d'autres choses et en même temps il nous pose des questions qui font que ça y est, il est déjà conscientisé. On essaie de ne pas non plus dramatiser, de ne pas le mettre dans un cadre qui soit anxiogène, qui le porte à pleurer dès lors qu'il a un copain qui laisse trop longtemps ouvert le robinet d'eau à l'école. On progresse petit à petit en expliquant qu'il y a d'autres personnes qui ne sont pas éveillées à ça et que ce n'est pas grave, parce que petit à petit, on va apprendre ensemble qu'il y a des choses qui sont importantes et que lui peut porter un regard dessus, mais sans jugement (...). On essaye de raisonner à chaque fois et dire qu'il y a des choses qu'on essaie de limiter pour ne pas se provoquer trop de souffrance. On sait que ça existe, et en même temps ce qu'on veut c'est vivre heureux, c'est vivre en harmonie et continuer d'imaginer des choses positives. (...)

L'important c'est d'être en chemin. La force de la réplication des pratiques

On pourrait faire les calculs de bilan carbone des uns et des autres. L'important c'est être en chemin, l'important c'est de commencer et d'oser dire. Mais il ne faut pas s'arrêter par contre. On commence et puis on continue. Plus on va aller au composteur du quartier et plus on va rencontrer de personnes qui elles-mêmes ont commencé leur chemin et peut-être avoir des idées avec vous.(...) Et puis inviter un copain à découvrir qu'un repas peut être super sain, super bon, super agréable avec des produits locaux, ce n'est pas lui mettre le doigt sur sa responsabilité lorsqu'il amène un paquet de chips le midi pour son déjeuner. Viens, je t'invite et puis je te fais découvrir quelque chose, mais je le fais dans la simplicité, dans la bonne humeur. C'est vrai que moi j'ai une capacité aussi à beaucoup juger. À voir effectivement que tous les matins il n'y a que de grosses voitures qui circulent avec une seule personne dedans et puis moi je fais l'effort de prendre le bus, j'habite à 17 km de Besançon. Il me faut une heure pour déposer mes gamins. Faire les 17 km, je trouve que c'est un petit peu cher en temps. Mais il faut proposer des choses à côté. Je propose de mettre en place cette soirée jeux et puis d'écouter les voisins, peut-être que parmi eux sont ceux qui vont en

SUV et que je n'ai jamais rencontré et avec qui je ferai peut-être le chemin en bus ou en co-voiturage.

Imaginaires et pratiques au regard des enjeux de l'écologisation du travail social : figures de l'hétéronomie et de l'autonomie¹

François **HOARAU-GEISSLER**

Anthropologue. Cadre pédagogique à l'IRTS de Franche-Comté

Plusieurs obstacles aux démarches d'écologisation du travail social (Grandgeorge, 2022) ont déjà commencé à être bien documentés. Dans un contexte politique plus large, la formule « fin du monde – fin du mois » a fait florès. Même si de nombreux commentateurs ont tenté d'étayer l'imbrication des deux logiques, voire d'établir le caractère artificiel de leur opposition, le succès de la formule semble bien indiquer l'attrance pour l'idée selon laquelle l'urgence devrait être réservée à la précarité économique dont la résolution pourrait être déconnectée d'une logique de développement de plus long terme. L'idée que les préoccupations environnementales s'associent aux privilèges des biens portants – les bobos, bourgeois-bohème (Corbillé, 2013) – mérite ainsi d'être examinée de plus près, au regard notamment des questions de répartition des richesses et de justice sociale. Au chapitre des opportunités, par exemple, la question d'une sortie des circuits de consommation branchés à une économie productiviste mondialisée aux conséquences délétères pour l'environnement pourra être pensée à partir de l'orientation des politiques publiques qui mettent en avant des logiques de développement social local au plus près des territoires et donc de leurs ressources et de leur préservation (Ménochet, 2009).

1. (Castoriadis, 1999).

Dépasser les limites...

Poser la question de l'articulation entre travail social et ce qu'on désignera par écologie, devrait impliquer un travail préalable de clarification du vocabulaire. Cette clarification sémantique et notionnelle ne peut toutefois que dépasser le cadre de cet article, tant les notions sont déjà largement discutées et font l'objet de prises de distance contrastées et mouvantes en fonction des évolutions des champs² à la fois politiques et disciplinaires.

Sans minorer l'importance d'une clarification du vocabulaire, les faits auxquels ce dernier renvoie ne doivent surtout pas être occultés. À l'échelle de la planète, l'environnement³ est touché par des dégradations telles que la question des conditions de survie de la majorité des espèces est posée. La sixième extinction de masse qui en résulte s'accélère (Cellalos et al., 2020) et c'est la première qui peut être attribuée aux activités humaines — l'espèce humaine étant par ailleurs elle-même menacée. La gravité de la situation a été modélisée par une équipe internationale de chercheurs qui a repéré neuf limites planétaires avec, pour les sept premières d'entre elles, des indicateurs chiffrés (Rockström et al., 2009) : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore, le changement de l'utilisation des sols, l'utilisation d'eau douce, l'acidification des océans, l'appauvrissement de l'ozone stratosphérique, la pollution chimique et l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère (Bonneau, 2020). Ces limites s'accompagnent d'effets d'emballement qui présagent de basculements probablement irréversibles. Depuis 2009 les indicateurs ont été affinés et il semble désormais que seules trois limites sur neuf ne soient pas encore franchies : la diminution de la couche d'ozone, la charge en aérosols atmosphériques et l'acidification des océans (Reinert & Jungers, 2022). Si la question du climat semble aujourd'hui focaliser l'attention, les préoccupations et la mobilisation, il faut ainsi garder à l'esprit que le changement climatique — relié de manière systémique aux différentes formes d'atteinte à l'environnement — n'est que l'un des périls d'un espace-temps (une ère, une période, une époque ou un âge, selon les auteurs) marqué par les bouleversements environnementaux majeurs dus aux activités humaines. Espace-temps dont les bornes historiques restent discutées tout autant que la manière de le qualifier en lien avec ses caractéristiques connexes : Anthropocène (pour qualifier « l'impact géologique et écologique des êtres humains à l'échelle globale et planétaire »), Capitalocène (pour qualifier l'importance d'un système politique et économique situé dont on peut faire l'histoire et qui ne saurait impliquer de manière indifférenciée l'ensemble de l'humanité) ou encore Plantanocène (pour insister sur les logiques extractivistes et prédatrices qui touchent le vivant humain et non humain) (Quenet, 2017).

2. Au sens que lui donne Pierre Bourdieu (Wagner, 2022).

3. Au sens d'« ensemble des éléments (biotiques ou abiotiques) qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins » (Larousse, 2023).

Aujourd'hui, six de ces limites planétaires sur neuf seraient dépassées. Je m'en tiendrai à ce repérage pour rappeler la gravité de la situation. Il a comme principale vertu d'attirer l'attention sur le fait que le péril n'est pas que climatique. Il me semble en effet que la communication autour des travaux du GIEC⁴ ou plutôt la réception qui en est faite, semble avoir comme possible effet pervers de ne focaliser l'attention que sur les émissions de gaz à effet de serres, leur réduction et/ou leur captation. C'est ainsi, par exemple, que les promesses d'une conversion à l'électricité de tout le parc automobile fait l'impasse sur l'extraction des terres rares nécessaires à l'augmentation de la production de batteries et donc à l'aggravation des atteintes aux autres limites planétaires (singulièrement la gestion de l'eau douce, la pollution chimique et le changement de l'utilisation des sols). L'augmentation des besoins en électricité subséquente contribue par ailleurs, en France du moins, à une réhabilitation de l'énergie nucléaire qui implique des risques différents mais non moins effrayants sans pour autant régler la question climatique (Kempf, 2022).

Face à cette gravité, la question de la place que doit prendre le travail social mérite d'être posée.

Une impatience....

Je me retrouve volontiers dans une forme d'impatience que je crois lire chez Dominique Grandgeorge : il s'agit de répondre à « l'urgence écologique qui ne peut pas patienter en salle d'attente » (Grandgeorge, 2022, p. 27). Cette relative impatience se nourrit à la même impression d'un fossé qui demeure entre urgence de la situation et le fait que la nécessité d'une « écologisation du travail social » n'en reste qu'à des prémices (Grandgeorge, dans ce numéro). Avant de porter l'interrogation sur le travail social comme champs, je commencerai par m'appuyer sur quelques propos de ceux qui y exercent, comme professionnels de terrain ou comme formateurs. Si mon expérience personnelle ne saurait être représentative, les préoccupations environnementales me semblent minoritaires. Plus précisément, ces questions restent largement absentes des discours et quand elles émergent c'est le plus souvent en réaction.

Périls climatiques et petites querelles du quotidien....

Premier type de réaction : l'agacement face à ce qui est vu comme une contrainte quand il s'agit d'adopter certains éco-gestes (utiliser une tasse

4. Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat.

plutôt qu'un gobelet jetable, réduire les impressions papiers au minimum, éteindre une lumière même pour une courte absence, etc.) ou plus exactement quand une remarque peut être formulée à ce propos. Les remarques ne sont pas toujours des rappels à la norme qui tend à se diffuser par ailleurs, mais peuvent être simplement la mise en avant de bonnes pratiques ou du moins jugées comme telles par ceux qui les adoptent – par exemple l'information donnée que l'on suppose ignorée selon laquelle le distributeur de boissons chaudes accepte les récipients réutilisables, ou encore le fait de vanter la qualité de ses légumes achetés à une AMAP⁵ bio. Les récriminations peuvent parfois prendre des proportions étonnantes : on ne pourrait plus manger ou agir tranquillement sans être soumis aux remarques de ce que certains n'hésitent pas à qualifier d'« ayatollahs verts ». Des propos en apparence anodins peuvent même être articulés à des procès symboliques élargis – une surconsommation de gobelets jetables peut être mise en balance avec la taille de la voiture de celui qui se veut vertueux en se munissant systématiquement de sa tasse. Ces querelles du quotidien, dans les marges du personnel et du professionnel, ne mériteraient sans doute pas que l'on s'y arrête si elles n'étaient pas mobilisées dans des prises de positions institutionnelles – quand il s'agit par exemple d'interroger la pertinence d'une journée d'étude consacrée au développement durable ou de la place faite à cette même question dans un projet associatif.

Ces réactions me semblent relever du « silence socialement construit » évoqué par George Marshall (2017, p. 145) autour des questions climatiques et environnementales — les remarques renvoyant aux éco-gestes venant perturber un silence que de nombreux professionnels souhaitent maintenir en dépit du bruit médiatique.

Colibris et pélicans...

Le second type de réaction s'articule volontiers au premier à travers la mise en balance entre éco-gestes et contraintes structurelles : tant que les actions de préservation environnementale ne seront pas globales et totales, il n'y aurait pas de raison de se soumettre à une discipline individuelle. Les gestes au quotidien sont jugés infimes, voire négligeables et donc négligés, par rapport aux effets structurels qu'il faudrait viser pour un véritable changement de la donne environnementale. Les propos sont du type : « Ce n'est pas en éteignant une lumière que je vais empêcher le réchauffement climatique ni même en renonçant à un voyage en avion jusqu'aux Maldives ».

Dans ce registre l'histoire du colibri - tantôt qualifiée de parabole, tantôt de légende ou de mythe -

5. Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne.

est volontiers moquée. Contée par Pierre Rabhi à de multiples reprises, son origine amérindienne est douteuse. Mais si le caractère de mythe peut lui être reconnu, c'est plutôt en raison de la multiplicité de ses reprises, de son potentiel polysémique, mais aussi du caractère significatif de certaines de ses variations. L'une des versions les plus ramassée de la parabole figure en bonne place du petit ouvrage de Pierre Rabhi dont elle est l'éponyme :

« Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés et atterrés observaient, impuissants, le désastre. Seul le petit colibri s'active, allant chercher quelques gouttes d'eau dans son bec pour les jeter sur le feu. Au bout d'un moment, le tatou, agacé par ses agissements dérisoires, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Tu crois que c'est avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ? » « Je le sais, répond le colibri, mais je fais ma part. » (Rabhi, 2009, p. 8-9).

La critique de l'œuvre de Pierre Rabhi – qui soulève par ailleurs des questions légitimes au regard notamment de ses positions sur l'homosexualité, de la place de la femme ou encore de ses accointances avec l'anthroposophie (Mallet, 2018) – y voit un appel avant tout à être fidèle à soi et non à changer les choses :

« (...) cet hymne à l'importance de l'action individuelle porte un message à double tranchant : certes, le petit oiseau héroïque fait sa part, mais il échoue à éteindre le feu. Si elle consiste à dire qu'il suffit d'agir sans chercher à transformer le monde, cette histoire n'incite-t-elle pas à accepter l'échec collectif pour empêcher la prédation de la planète ? » *« Je sais que je n'éteindrai pas le feu tout seul, mais je suis en cohérence avec moi-même et je ne suis pas resté à geindre »* nous répond Pierre Rabhi. Et si cela ne change pas le système ? *« Si on est cohérent avec soi-même, si. »* (Lindgaard, 2016, p. 108).

En proposant un autre final à l'histoire que la destruction de la forêt sous le regard moqueur des autres animaux, le conteur Patrick Fischmann propose une exégèse singulièrement différente : par son comportement exemplaire et courageux, le colibri montre l'exemple à des pélicans qui, en nombre et collectivement, parviennent à éteindre l'incendie (2018). Dans cette version du mythe, et, surtout, dans son interprétation, le colibri prend ainsi en charge la figure du modèle qui parviendrait, par son seul activisme, à renverser l'inertie propre au paradoxe de l'action collective (Olson, 2011). En dépit d'un intérêt commun à agir collectivement pour changer la situation, chacun est porté à agir en passager clandestin, c'est-à-dire à s'économiser les efforts individuels (transporter de l'eau dans son bec ou recourir aux éco-gestes) au risque de s'enfermer dans une impuissance collective (chacun recourant au même calcul rationnel).

Là où la parabole du colibri a de quoi dérouter, c'est que derrière la déri-
sion apparente de « faire sa part des choses », c'est-à-dire peu de choses en rai-
son de ses faibles moyens, le colibri fait *in fine* un effort considérable comparé
aux pélicans si l'on considère le poids potentiel de ces derniers dans l'action.
C'est que, contrairement au modèle Olsonien pur, les conséquences de l'action des
uns et des autres sont très inégalement distribués : si tous les Français et résidents
en France faisaient les efforts suffisants pour faire parvenir le pays à la neutralité
carbone, et que les habitants des autres pays ne faisaient aucun effort, il resterait
encore à régler le problème des 99 % d'émissions mondiales restantes ! Si le pays
s'est donné comme emblème le coq, il fait bien figure de colibri dans la structure
de jeux de la réduction nécessaire des empreintes carbone et plus généralement
environnementales !

La structuration du type passager clandestin/paradoxe de l'action collective
que l'on peut débusquer derrière le vol dérisoire du colibri joue ainsi à de multiples
échelles – celui des États comme celui des individus :

« La nature de bien public mondial du climat expose fatalement toute ten-
tative de coopération internationale au syndrome du « passager clandestin »
et à la tragédie des biens communs (...). La théorie des jeux montre que des
États rationnels ont toujours intérêt à faire supporter les efforts de réduction des
émissions de gaz à effet de serre aux autres pays et à profiter ainsi des bénéfices
des politiques climatiques sans avoir à en supporter le coût. Comme les efforts
des uns peuvent être totalement anéantis par le développement au fil de l'eau des
autres, l'atteinte de l'objectif poursuivi par les Nations Unies de limiter la hausse
des températures moyennes sous le seuil des 2° C est menacée.

Face à la complexité des situations réelles de négociations, extraire les ressorts
de la coopération entre États « souverains » en matière de lutte contre le change-
ment climatique relève de la gageure. » (Albertini & Perrissin Fabert, 2015, p. 33).

On a ainsi beau jeu de moquer la naïveté du colibri. Reste à trouver le moyen de
sortir d'un jeu collectivement perdant. Et ce n'est sans doute pas en se contentant
d'attendre les comportements pleinement vertueux d'autrui (son voisin de table
ou le pays voisin) avant de revoir ses propres pratiques que l'on sortira du jeu
mortifère.

Fin du monde et fin de mois...

Le troisième type de réaction face aux préoccupations environnementales peut
être vu comme une forme de projection – plus ou moins altruiste – sur la situation
des plus précaires ou des plus précaires que soi. La question du rapport entre

préoccupations, voire urgences, environnementales et travail social peut être vue comme sans objet : le public accompagné par le travail social serait trop pris dans d'autres urgences. En forçant à peine le trait, les préoccupations écologiques relèveraient ainsi d'un luxe que seuls pourraient se permettre les bourgeois bohèmes. La formule « fin du monde et fin du mois » offre sans doute une forme lapidaire d'un tel clivage. Si la formule fait mouche, la généalogie de sa diffusion médiatique mérite qu'on s'y arrête. Si son invention est attribuée à des slogans entendus lors du mouvement dit des gilets jaunes, sans qu'il soit possible de l'attester, le Président de la République met bien en scène le 27 novembre 2018 une interpellation semblant venir de la rue : « Au fond, ce que je veux faire comprendre aux Français et notamment à tous ceux qui disent en quelque sorte : "On entend le Président de la République, on entend le Gouvernement. Ils évoquent la fin du monde mais nous on parle de la fin du mois." ».⁶ Là où la rue opposerait ainsi deux réalités, la stratégie présidentielle de transition écologique d'alors invoque un dépassement : « C'est que nous allons traiter les deux et que nous devons traiter les deux ».⁷ La formule avait déjà été mobilisée le 4 septembre de la même année par David Corman sur les ondes de la radio : « Tout l'enjeu de l'écologie c'est qu'il faut réconcilier la problématique de la fin du monde et la problématique de la fin du mois ».⁸ Si le secrétaire national du parti Europe-Ecologie-Les Verts ne met pas en scène une interpellation populaire, il posait déjà une tension préalable. Ce qu'il est intéressant de relever dans la version présidentielle, c'est que l'opposition serait posée par la *vox populi* tandis que la *vox rei publicae* lèverait la contradiction. Face à cette parole attribuée, rien n'atteste pourtant que les plus précaires tendent à y voir eux-mêmes une contradiction. Fort de son expérience auprès des plus pauvres, Bruno Hypolite, nous invite à penser le contraire : les questions écologiques sont prégnantes chez les plus précaires (Hypolite, dans ce numéro).

À y regarder de plus près, même si une part significative voire majoritaire des plus précaires disqualifierait l'urgence des questions environnementales au regard d'un quotidien marqué par l'urgence socio-économique, soustraire les préoccupations écologiques de la *question sociale* (Castel, 1995) reviendrait à enfermer les plus fragiles socialement dans un quotidien subi qui aurait valeur de destin. Le fait que les plus pauvres aient du mal à accéder à la nourriture devrait-il en effet se traduire en revendication politique portée par les travailleurs sociaux de simplement continuer à leur faciliter l'accès à une alimentation agro-industrielle dont on connaît par

6. « Déclaration d'Emmanuel Macron, Président de la République, sur la stratégie et la méthode pour la transition écologique, à Paris le 27 novembre 2018 », <https://www.vie-publique.fr/discours/207388-declaration-de-m-emmanuel-macron-president-de-la-republique-sur-la-st> (consulté le 6 janvier 2023).

7. Idem.

8. « Pendant son discours, Emmanuel Macron a emprunté une expression à la mode "Fin du monde vs fin du mois", l'expression utilisée par Emmanuel Macron lors de son discours sur la transition énergétique n'est pas nouvelle. Par Lucie Hennequin », *Huffingtonpost*, 27/11/2018 ; https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/pendant-son-discours-macron-a-emprunte-une-expression-a-la-mode_135619.html (consulté le 6 janvier 2023).

ailleurs les conséquences sanitaires désastreuses ? Sur ce point, le juriste Olivier De Schutter dresse le constat d'un échec politique à l'échelle européenne :

« Depuis cinquante ans, on a prétendu répondre aux attentes des familles les plus défavorisées en encourageant une production alimentaire de masse, une agriculture à grande échelle et capable par conséquent de réaliser des économies d'échelle, une logistique de grands volumes, une production standardisée, une distribution par les grandes chaînes via le canal des « hyper » et des « super » marchés » (p. 15).

« Les observateurs sont à peu près unanimes à présent pour considérer que cette alimentation « low cost », issue des choix qui ont été faits dans le cadre de la politique productiviste lancée au cours des années 1960, est un échec patent. On a voulu aider les ménages pauvres à avoir accès à une alimentation à un prix abordable, façon commode de se dispenser de mettre sur pied une protection sociale qui fasse vraiment rempart à la pauvreté. Mais parce que les dimensions qualitatives de l'alimentation ont été négligées au nom de la réduction des coûts, ce sont ces ménages qui paient aujourd'hui le prix exorbitant de ces choix.

Car que découvre-t-on aujourd'hui ? Que l'alimentation « low cost » ne l'est, en réalité, qu'en apparence. Elle a en fait un coût exorbitant, aussi bien pour les consommateurs qui en dépendent — les personnes à faible niveau de revenus en particulier — que pour la collectivité. Une étude récente estime que les perturbateurs endocriniens présents dans l'alimentation, en raison des pesticides utilisés dans l'agriculture conventionnelle, des emballages, des hormones de croissance dans l'élevage industriel ou des préservateurs coutent 217 milliards par an aux pays de l'Union européenne, l'équivalent de 1,48 % du PIB européen ou 428 euros par an et par personne. En outre, la consommation de produits alimentaires fortement transformés par des processus industriels explique largement l'explosion des taux d'obésité, et donc des maladies non transmissibles comme le diabète, les maladies cardiovasculaires et les cancers gastro-intestinaux qui y sont liés et, finalement, une espérance de vie moindre. (...) On a menti, au fond, au consommateur. Ces prix « bas » de la grande industrie agroalimentaire ne le sont que parce que les « externalités négatives », comme les nomment les économistes, ne sont pas répercutées sur le prix des produits sur les rayons des supermarchés, mais ce que le consommateur ne paie pas à la caisse du supermarché, il le paiera en tant que contribuable, pour effacer les conséquences environnementales et sanitaires de cette alimentation industrielle. » (p. 15-16).

La question environnementale et écologique est bien une question, pleinement, sociale. Que les plus pauvres, par exemple, ne puissent avoir facilement accès

à une nourriture de qualité, qualité à laquelle ils aspirent par ailleurs (Hypolite, dans ce numéro), ne devrait pas autoriser à simplement stigmatiser ou moquer ceux qui ont le privilège socio-économique d'en bénéficier. La question essentielle est bien celle d'en démocratiser voire d'en généraliser l'accès, y compris pour ce qui concerne l'agriculture biologique :

« Il faut aussi rendre les produits issus de l'agriculture biologique plus abordables, en finançant les coûts liés à la certification et aux contrôles. Car le « bio » ne doit sa réputation d'être cher qu'à une double erreur comptable. La production industrielle d'aliments n'a jusqu'à présent pas été forcée d'internaliser les coûts considérables qu'elle impose à la collectivité, en dommages environnementaux, en soins de santé liés à une mauvaise alimentation ou en dépeuplement des campagnes. Quant à l'agriculture biologique, comme plus généralement l'agriculture raisonnée ou agroécologique, elle n'est pas récompensée des services qu'elle rend. Démocratiser le bio, lui permettre de rompre avec cette image élitiste qui lui est encore accolée, doit faire partie des priorités. » (De Schutter, 2017, p. 17).

Le débat ne doit ainsi pas se focaliser sur le fait de savoir si les questions environnementales relèvent d'un privilège de riches, mais bien de soumettre à la discussion la manière d'aider les plus fragiles à surmonter, si ce n'est pouvoir annihiler, les conséquences de dérives dont ils sont les premières victimes, notamment pour ce qui relève du changement climatique - puisque ce dernier « agit comme un amplificateur d'inégalités en touchant les plus défavorisés à toutes les échelles » (Guivarch & Taconet, 2020, p. 58). Bref, il s'agit de questions de répartition des richesses, de changement des modes de vie et de justice sociale qui concernent au plus au point le travail social – notamment si on se réfère à la définition qui figure depuis 2017 dans le Code de l'Action Sociale et des Familles⁹. Dans une logique de justice sociale, il est ainsi évident que ceux qui parviennent mal à subvenir aux besoins de base ne sauraient être concernés par les appels à la décroissance de la consommation (Parrique, 2022).

« Nous ne croyons pas ce que nous savons... »

Sans prétendre à l'exhaustivité et encore moins à la représentativité, trois types de réactions ont ainsi été recensées et commentées pour mettre en question la pertinence de ce que Dominique

9. Art. D. 142-1-1 « : Le travail social vise à permettre l'accès des personnes à l'ensemble des droits fondamentaux, à faciliter leur inclusion sociale et à exercer une pleine citoyenneté. Dans un but d'émancipation, d'accès à l'autonomie, de protection et de participation des personnes, le travail social contribue à promouvoir, par des approches individuelles et collectives, le changement social, le développement social et la cohésion de la société. Il participe au développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement. (...) Le travail social s'exerce dans le cadre des principes de solidarité, de justice sociale et prend en considération la diversité des personnes bénéficiant d'un accompagnement social. » https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000034663455

Grandgeorge désigne comme une nécessaire « écologisation du travail social » (2022 et dans ce numéro) : l'hostilité face à ce qui est réduit à une normalisation culpabilisante des gestes du quotidien ; la disqualification de la nécessité d'adopter des éco-gestes au regard de nécessité préalable de réformes structurelles ; l'opposition entre l'urgence du quotidien des plus fragiles que les travailleurs sociaux ont pour mission d'accompagner et les urgences environnementales qui seraient au-delà de l'horizon des préoccupations des publics concernés et des modalités d'interventions des professionnels. Ces réactions, souvent épidermiques, me semblent faire écran à l'analyse des enjeux contemporains. À ce titre, la question de la prise de conscience des urgences climatiques et plus globalement environnementales mérite d'être posée.

Autrement dit, pourquoi, malgré le rapport au Club de Rome de 1972 (Meadows et al., 2017) et les six rapports successifs du GIEC de 1990 à 2022, tout se passe *comme si* une grande partie des gens, dont des travailleurs sociaux et des formateurs, ne *croyaient* pas à l'urgence liée à la situation environnementale ?

La question de l'implication des biais cognitifs, outre les classiques biais de confirmation (Flanquart, 2016), a déjà largement été explorée (Hamilton, 2013) : une capacité à percevoir les dangers immédiats et beaucoup plus difficilement les dangers systémiques inscrits sur un long terme ; un effet d'habituation aux changements en partie insensibles (par exemple, l'augmentation de quelques centimes du prix des carburants ou de quelques dixièmes de degrés des normales saisonnières) qui anesthésie les réactions même une fois certains seuils franchis, effet bien imagé par la fable de la « grenouille au bain-marie »¹⁰ ; la tendance à dénier des difficultés pour lesquelles des solutions pragmatiques et spécifiques ne sont pas aisément disponibles (Gjesdal & Fløttum, 2014, p. 38), etc¹¹.

Mais c'est sur les réflexions ouvertes par Jean-Pierre Dupuy (2004) que je souhaite poursuivre. Pour le formateur en centre de formation que je suis, plus souvent amené à dispenser des enseignements magistraux qu'à accompagner des groupes d'élaboration de la pratique, le propos de Dupuy a de quoi déstabiliser ; mais l'anthropologue que je suis par ailleurs peut se retrouver en terrain familier. Le philosophe nous invite en effet à repenser la relation entre savoir et croyance, au moins pour ce qui concerne la question des périls environnementaux.

On pourrait penser que le silence à propos de ces périls, et singulièrement le relatif silence à l'intérieur du champ du travail social et de ses espaces de formation, relèverait en grande partie d'un manque d'information et donc de formation. La généralisation de la formation sur ces questions,

10. « Lorsque vous plongez une grenouille dans de l'eau bouillante, elle saute et tente de fuir. En revanche, si vous la mettez dans de l'eau froide et augmentez la température progressivement, vous n'aurez pas de réaction aussi violente... » (Béja 2011, p. 7).

11. Pour une synthèse de ce type de freins, on peut se reporter à Dominique Grandgeorge (2022, pp. 77-81).

que ce soit par essaimage dans tous les enseignements ou à travers des dispositifs de formation dédiés comme des journées thématiques, pourrait donc palier un éventuel défaut de savoir. Comme en bien d'autres domaines, le savoir pourrait permettre de faire reculer les croyances (fausses). Or, force est de constater qu'en ce qui concerne le changement climatique, l'information étayée scientifiquement est largement relayée et vulgarisée au point de réduire à la portion congrue le climatonégationnisme¹². En bref : le grand public *sait, nous savons*. Or, si on élargit la focale aux conséquences de ce changement climatique si rien n'est fait pour changer de trajectoire¹³, *i.e.* une catastrophe planétaire, on a toutes les chances de rejoindre l'analyse de Dupuy :

« Nous ne croyons pas ce que nous savons. Le défi qui est lancé à la prudence n'est pas le manque de connaissance sur l'inscription de la catastrophe dans l'avenir, mais le fait que cette inscription n'est pas crédible.

Depuis le Théétète et le Ménon de Platon, la philosophie définit la connaissance comme une croyance vraie justifiée. Savoir, c'est croire quelque chose de vrai, et le croire pour de bonnes raisons. » Or : « La temporalité des catastrophes (...) réfute l'implication que savoir, c'est croire. (...) Nous tenons la catastrophe pour impossible dans le même temps où les données dont nous disposons nous la font tenir pour vraisemblable et même certaine ou quasi-certaine » (Dupuy, 2004, p.142).

Derrière cette *non croyance* ou ce refus de croire, il faut voir la puissance d'autres croyances et *in fine* tout un imaginaire social qui, dans un sens inclut des croyances organisées en système. Ce qui fait obstacle, c'est ainsi un système de croyances préexistantes, un imaginaire prégnant dont il est difficile de se défaire, y compris à partir d'une révision des connaissances :

« Constamment nous révisons nos croyances sur le monde en fonction des informations nouvelles qui nous parviennent. Cependant, cette réorganisation ne se fait pas de façon passive, car le sujet connaissant cherche en permanence à maintenir une cohérence d'ensemble entre ses diverses croyances. S'il devait transformer en croyances chaque information qu'il reçoit, il risquerait d'avoir à remettre en cause des croyances anciennes qui, parce qu'elles en sont venues à constituer sa vision du monde et son identité, sont enracinées dans son esprit, inexpugnables » (Dupuy, 2004, p.144).

L'articulation entre travail social et prise en compte des urgences environnementales, n'engage ainsi pas simplement des questions de savoir mais

¹². En 2022, dans une enquête internationale menée par l'OCDE, 88% des français interrogés ont répondu oui à la question « À votre avis, le changement climatique est-il réel ? ». Seuls 14% des mêmes français interrogés nient tout lien entre activité humaine et changement climatique (Dechezleprêtre et al., 2022).

¹³. Dupuy inclut bien dans les catastrophes à venir celles liées au changement climatique (cf. notamment 2004, p. 143).

également des questions d’imaginaires. Affronter la question de l’imaginaire me semble permettre de mieux comprendre les freins à une « écologisation du travail social » (Grandgeorge, 2022) mais aussi d’ouvrir des pistes vers les pratiques (professionnelles) et l’action (sociale).

Convoquer l’imaginaire ne revient absolument pas à donner congé au factuel. Au contraire, il s’agit de *voir* et *percevoir* ce que l’imaginaire dans lequel nous sommes pris ne nous permet plus de voir ou de projeter. Le procès en irrationalité fait aux tenants de la décroissance doit être résolument combattu : jusqu’à preuve du contraire, c’est bien l’idée que l’on puisse croître économiquement de manière infinie dans un monde fini qui doit être prouvée (Parrique, 2022).

Bref, il s’agit de se déprendre de l’imaginaire capitaliste néolibéral et si cette déprise concerne pleinement le travail social, c’est que ce dernier a pu s’appuyer sur des modèles construits sur le modèle économique de la croissance (Bergougnan, 2021, p. 15-16).

Parallèlement à cette déprise, l’émergence d’imaginaires en accord avec les temps actuels et les temps qui viennent me semble inéluctable que ce soit pour apprendre à vivre sur « les ruines du capitalisme » (Tsing, 2017) ou pour apprendre à « naviguer par temps d’effondrements » (Citton & Rasmi, 2020). Dans ce travail sur l’imaginaire, le travail social me semble non seulement avoir *sa part à faire* mais encore avoir la part belle. À l’invitation de Bruno Hypolite (ce numéro) et Elisabeth Gerl (ce numéro) il s’agit notamment de « regarder autrement » pour pouvoir faire autrement avec les autres.

Retour sur les enjeux de l’écologisation

Si comme d’autres (Grandgeorge, 2022 ; Bergougnan, 2021) une écologisation du travail social me semble nécessaire, c’est d’abord parce que je *crois* ce que nous sommes tous en mesure de *savoir* à l’échelle humaine et planétaire. Les dégradations environnementales ont atteint un tel niveau que s’imposent : *a minima*, une adaptation nécessaire à un environnement bouleversé et sans doute moins favorable à la vie humaine que par le passé ; des trajectoires de changement socio-économiques, qu’elles soient qualifiées, avec tous les problèmes de vocabulaires qu’on laissera en suspens ici, de transition écologique, de transition climatique, de conversion écologique, de bifurcation écologique ou encore, sans vouloir être exhaustif, de décroissance, et sans me prononcer ici ni sur le rythme nécessaire, ni sur les modalités du changement (articulation entre volontarisme étatique et initiatives citoyennes, diffusion et généralisation des procédures de délibération

de type conventions citoyennes ou cadre politique inchangé, part à prendre par les mouvements de type désobéissance civile, etc.) ; une transformation du travail social à la mesure des défis posés par l'accompagnement des plus vulnérables qui sont en grande partie les plus vulnérabilisés par ces bouleversements environnementaux. D'une certaine manière, le travail social n'est que l'un des champs d'une transformation globale nécessaire si ce n'est inéluctable (surtout si elle devait être entièrement subie). Comme le montrait déjà le rapport dit Meadows, les modes de production et de consommation des sociétés industrielles et post-industrielles ne sont viables ni pour la planète ni pour l'humanité dans son entier (Meadows & al. 2017).

Démarches en interne et démarches tournées vers les publics accompagnés

Que l'on s'en tienne à une logique d'adaptation ou que l'on vise des transformations plus globales, il reste à déterminer les échelles d'une telle *écologisation* (Grandgeorge, 2022 et dans ce numéro). Dominique Grandgeorge propose au niveau des établissements et services une typologie en trois catégories qui peut permettre de passer d'une « démarche des petits pas, caractérisée par des tentatives d'actions partielles en l'absence de stratégie globale » à une « écologisation intégrale » (...) « reposant sur une vision globale partagée conduisant à de véritables transformations dans l'accomplissement des pratiques professionnelles et des relations sociales au travail », avec comme catégorie intermédiaire un « sas de passage » (Grandgeorge, 2022, p. 187).

De manière complémentaire et sans aller jusqu'à un travail de typification, au sens weberien, étayé sur des exemples de terrain, je souhaite quant à moi mettre en avant d'autres axes de développement des pratiques écologisantes.

Le premier axe concernerait aussi celui des pratiques professionnelles et des relations au travail mais se focaliserait sur le *degré de libre adhésion* des professionnels aux pratiques et aux préoccupations écologiques dans leur ESMS¹⁴ ou leur EFTS¹⁵. Quels que soient la nature et les degrés de minoration des urgences environnementales, on peut sans grand risque prédire une généralisation et une accélération de la production d'obligations réglementaires et de normes de qualité en lien au moins direct avec les objectifs de réduction des GES¹⁶ et des factures énergétiques. Ces productions normatives à des échelles internationales¹⁷, européennes, nationales et sectorielles

14. Établissement Social et Médico-social.

15. Établissement de Formation en Travail Social.

16. Gaz à effet de serre.

17. Cf. la norme internationale volontaire Iso 26 000 Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale qui inclut les questions environnementales « https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/store/fr/PUB100258_fr.pdf (consulté le 3 décembre 2022).

(au niveau d'un secteur d'activité ou d'une branche professionnelle par exemple) combinent ainsi des leviers qui passent par des obligations (réglementation) ou des incitations (démarches réputées volontaires à travers des normes, des labels ou des certifications de qualité). Se déploie un maillage normatif qui peut tout aussi bien être spécifiquement orienté vers les dimensions environnementales qu'inclure ces dimensions dans des contrôles qualité mesurant prioritairement d'autres standards. Ces dispositifs normatifs dits volontaires peuvent tout aussi bien être adoptés en cohérence avec des valeurs portées par les gouvernances, qu'adoptées dans des stratégies de communication¹⁸, de valorisation ou de différenciation dans des secteurs plus ou moins concurrentiels, ce qui, en raison même de la logique concurrentielle, peut accélérer la généralisation de certaines normes qui finissent par devenir des *quasi* prérequis et donc ne plus offrir de caractère distinctif¹⁹ tout en créant un appel d'air pour l'émergence de nouvelles normes, label ou certifications plus exigeantes. Ce travail des normes (Sabot, 2016) a bien une influence sur l'intégration des préoccupations environnementales dans les entreprises (Delanoë & Moncel, 2022) et implique ou s'articule à la probable diffusion

du modèle de comités de pilotage et de référents désignés dans les organisations de travail, sur le modèle des référents Éducation et Développement Durable des établissements scolaires²⁰, et ce dans une démarche plus ou moins couplée à celle de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) (Quairel & Capron, 2013). Une autre articulation - réglementaire et incitative - évidente concerne l'intégration de ces normes à la commande publique (appels d'offre et appels à projets publics)²¹.

Tout incite ainsi à penser qu'aussi bien les ESMS que les EFTS seront de plus en plus amenés à montrer « patte verte » (Bazot, 2014). Un mouvement déjà largement initié dans la rédaction des projets stratégiques²² quand bien même leurs déclinaisons opérationnelles ne seraient pas encore au rendez-vous. Dans ces domaines d'extension des démarches dites qualité, on peut s'attendre à trouver toute la gamme des postures déjà repérées par rapport à ce type même de démarche : résistance/rébellion, attentisme, ritualisme²³, conformisme, posture d'innovation, etc. Sans entrer dans les subtilités de cette gamme,

18. Plus ou moins assimilable à du simple « greenwashing » (Grandgeorge, dans ce numéro).

20. Même si un « standard peut, contre toute attente, assurer une fonction de différenciation » (Segrestin, 1997, p. 554).

21. Désignation associée à la promotion d'une labellisation inscrite dans une démarche volontaire « école/établissement en démarche globale de développement durable (E3D) ». Cf. « : Renforcement de l'éducation au développement durable - Agenda 2030 Circulaire du 24 09 2020, BOEN n° 36 du 24 09 2020. <https://www.education.gouv.fr/bo/20/Hebdo36/MENE2025449C.htm> (consulté le 15 décembre 2022).

22. Cf. notamment l'article L3.1 du Code de la Commande Publique créé par la Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 « portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets » : « La commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. » <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORF-TEXT000043956924>

23. Y compris dans les stratégies d'internationalisation des EFTS via notamment les priorités 2021-2027 du programme Erasmus+ : « les organisations et les participants concernés devraient s'efforcer d'intégrer des pratiques écologiques dans tous les projets lors de la conception de l'activité, qui les encouragent à aborder des questions environnementales et à s'informer à leur sujet, à réfléchir à des actions locales et à trouver des méthodes de remplacement plus écologiques pour mettre en œuvre leurs activités ». <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/fr/programme-guide/part-a/priorities-of-the-erasmus-programme> (consulté le 15 décembre 2022).

23. Au sens de Robert K. Merton – une attitude de repli formel sur les moyens sans adhérer aux objectifs (Saint-Martin, 2013).

on peut relever sur la base de la réception des démarches qualité dans le champ de la formation professionnelle (Lambelet, 2008) le contraste entre une procédure appréhendée comme entièrement subie parce qu'hétérogène par rapport aux pratiques professionnelles et, à l'autre extrême, une simple formalisation voire une validation des pratiques déjà en vigueur²⁴. Les ESMS et EFTS déjà engagés dans une démarche d'« écologisation intégrale » (Grandgeorge, 2022) ont ainsi toutes les chances d'accueillir ces normes promises à la généralisation comme des opportunités de valorisation voire d'amélioration des pratiques existantes, tandis que ceux qui sont largement pris dans le « silence socialement construit » (Marshall, 2017) évoqué en *supra* risquent d'être marqués par les effets classiques d'une situation d'hétéronomie. Ce qui se joue à l'échelle des établissements et services doit évidemment être re-décliné en interne, au niveau des professionnels qui peuvent eux-mêmes avoir des postures contrastées. Il est, en effet, peu probable qu'un ESMS ou un EFTS au stade librement choisi de l'« écologisation intégrale » n'intègre que des professionnels intégralement engagés, et les tentations d'alignement absolu ruinerait d'ailleurs l'idéal de libre adhésion.

Le second axe mettrait en avant le degré d'orientation des pratiques écologiques visant spécifiquement un changement de situation des publics accompagnés. Si l'on est conscient des urgences environnementales, *toutes* les organisations, à but lucratif ou non, devraient adopter, dans des équilibres variables entre initiative *versus* contrainte, des démarches d'*écologisation*. Celles qui relèvent du travail social n'en constitueraient qu'un exemple qui ne devrait pas déroger à une règle qui semble s'étendre. Mais les institutions du travail social ont bien évidemment une responsabilité sociale supplémentaire, celle d'accompagner les publics y compris à leur émancipation. On pourrait ainsi avoir un axe *écologisation dans l'organisation interne* qui croiserait un autre qui serait celui de *l'accompagnement des publics via l'écologisation*. On peut ainsi imaginer, au moins pour la typification, un EFTS ou un ESMS très avancé dans l'applications des normes environnementales mais qui ne développerait quasiment aucun discours ni pratiques pédagogiques ou éducatives éco-responsables à destination des publics. À l'inverse, de manière sans doute plus courante, on peut avoir une institution qui participe à une éducation à l'environnement sans que les professionnels (éducatifs ou pédagogiques) ne soient eux-mêmes impliqués dans l'incarnation des idéaux transmis. Un EFTS peut ainsi très bien s'acquitter du respect du référentiel de formation du Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social en proposant une intervention sur « La transition écologique, le développement durable »²⁵ tout en organisant par ailleurs « le silence » sur ces questions

24. Je remercie Anne Jacob, cadre pédagogique à l'IRTS de Franche-Comté pour les échanges que nous avons eu à propos de ces dimensions des démarches dite qualité.

25. Arrêté du 22 août 2018 relatif au Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2022-12/deass_arrete_ssaa1812300a_annexes_i_et_ii.pdf (consulté le 12 décembre 2022)

rejouant le proverbial « faites ce que je dis et pas ce que je fais ». Les pratiques éco-responsables prônées dans ce contexte ont toutes les chances d'être réduites à des injonctions infantilisantes prises dans un double discours²⁶. Sur cet axe on pourrait par exemple placer un EAJE²⁷ qui s'est lancé dans une démarche éco-responsable globale en utilisant notamment des couches lavables. Cet établissement peut restreindre d'emblée son action à l'organisation interne de la crèche, mais peut aussi élargir ses objectifs dans le cadre de ses missions d'accompagnement des familles en promouvant et favorisant le prolongement de cet usage jusqu'aux pratiques domestiques à domicile.

L'un des enjeux pour moi primordiaux de ces démarches orientées vers les publics consiste à favoriser le développement des pratiques éco-responsables au-delà des contraintes portées par les institutions, démarches qui s'articulent selon moi de manière privilégiée avec les pratiques favorisant de manière plus globale l'émancipation. Cette émancipation ne vaut évidemment pas uniquement pour elle-même, dans un univers des valeurs artificiellement neutres. Il ne s'agit bien évidemment pas de prôner une liberté de polluer. Il s'agit plutôt de prendre conscience et de prendre acte de la nécessité de s'adapter à un environnement vulnérabilisé et qui accentue notre vulnérabilité et de parvenir à trouver les ressources, en deçà, au delà ou malgré les éventuels interdits, injonctions ou obligations, pour réduire sa propre vulnérabilité en même temps que celle de l'environnement.

Bibliographie

■ Albertini, J. & Perrissin Fabert, B. (2015). Analyse économique des négociations climat : décryptage d'un jeu d'incitations à participer, à agir et à s'engager. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 77, pp. 33-38. <https://doi.org/10.3917/re1.077.0033>

■ Bazot, A. (2014). Affichage environnemental : quand le marketing s'habille de vert.... *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 73, pp. 16-18. <https://doi.org/10.3917/re.073.0016>

■ Béja, A. (2011). Positions. L'étrange apathie des indignés français. *Espri*, 12, pp. 7-9. <https://doi.org/10.3917/espri.1112.0007>

■ Bergougnan, R. (2021). La planète du travail social et le travail social de la planète. *Sociographe*, H-14, 13-19. <https://doi.org/10.3917/graph1.hs014.0013>

■ Bonneau, C. (2020). Les limites planétaires. *Regards croisés sur l'économie*, 26, pp. 41-46. <https://doi.org/10.3917/rce.026.0041>

■ Castel, R. (1995). *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Fayard.

■ Castoriadis, C. (1999). *Figures du pensable*. Seuil

26. Par exemple promouvoir les mobilités dites douces ou le co-voiturage est contre-productif quand les étudiants sont en mesure de constater que leurs formateurs se déplacent quasiment tous en automobile sans aucune organisation de co-voiturage.

27. Établissement d'Accueil du Jeune Enfant.

- Celallos, G., Ehrlich, P.R. & Raven, P. (2020). Vertebrates on the brink as indicators of biological annihilation and the sixth mass extinction. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 117 (24), pp. 13596-13602. www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.1922686117
- Citton, Y., & Rasmi, J. (2020). *Génération collapsonautes : Naviguer par temps d'effondrements*. Seuil
- Corbillé, S. (2013). *Paris bourgeoise, Paris bohème : la ruée vers l'Est*. Presses Universitaires de France.
- Dechezleprêtre, A., et al. (2022), « Fighting climate change : International attitudes toward climate policies », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 1714, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/3406f29a-en>.
- De Schutter, O. (2017). Combattre la pauvreté alimentaire : un enjeu de civilisation. *La Revue Nouvelle*, 8, pp. 15-19. <https://doi.org/10.3917/rn.178.0015>
- Delanoë, A. & Moncel, N. (2022). Normes environnementales : quels effets sur le travail et les formations ? *Céreq Bref*, 432, 1-4. <https://doi.org/https://doi.org/10.57706/cereqbref-0432>
- Dupuy, J-P. (2004). *Pour un catastrophisme éclairé : Quand l'impossible est certain*. Points/Seuil. (1^{re} édition 2002).
- Fischmann, P. (2018). Et si le conte du colibri n'était pas gnan gnan... *Reporterre*. 23 octobre 2018. <https://reporterre.net/Et-si-le-conte-du-colibri-n-etait-pas-gnan-gnan>
- Flanquart, H. (2016). Chapitre II. Les filtres et biais de perception du risque. Dans :, H. Flanquart, *Des risques et des hommes* (pp. 71-139). Presses Universitaires de France.
- Gjesdal, A. & Fløttum, K. (2014). Conceptualisations de la notion du futur dans les blogs portant sur les changements de climat. *Revue française de linguistique appliquée*, XIX, pp. 33-48. <https://doi.org/10.3917/rfla.191.0033>
- Grandgeorge, D. (2022). *L'écologisation du travail social. Les établissements à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité*. Éditions IES.
- Guivarch, C. & Taconet, N. (2020). Inégalités mondiales et changement climatique. *Revue de l'OFCE*, 165, pp. 35-70. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0035>
- Hamilton, C. (2013). *Requiem pour l'espèce humaine*. Les Presses de Sciences Po.
- Karsenti, B. (2018). L'énigme de l'hétéronomie. *L'Homme*, 227-228, 237-256. <https://doi.org/10.4000/lhomme.32578>
- Kempf, H. (2022). *Le nucléaire n'est pas bon pour le climat*. Seuil.
- Lambelet, D. (2008). Démarches de maîtrise de la qualité dans le champ de la formation : entre rationalisation et régulation. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 5, pp. 105-118. <https://doi.org/10.3917/nrp.005.0105>
- Lindgaard, J. (2016). Pierre Rabhi, chantre d'une écologie inoffensive : Dans la galaxie de la « sobriété heureuse ». *Revue du Crieur*, 5, pp. 104-119. <https://doi.org/10.3917/crieur.005.0104>
- Mallet, J-B. (2018). Le système Pierre Rabhi. *Le monde diplomatique*. Août 2018, pp. 22-23.
- Marshall, G. (2017). *Le syndrome de l'autruche. Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique*. Actes Sud.
- Meadows, D. & al. (2017). *Les Limites à la croissance (dans un monde fini)*. Rue Échiquier.
- Ménochet, L. (2009). M. Durable et Mme Sociale : Les problématiques croisées du travail social et du développement durable. *Le Sociographe*, 29, 13-18. <https://doi.org/10.3917/graph.029.0013>
- Olson, M., (2011). *Logique de l'action collective*. Université de Bruxelles.

- Parrique, T. (2022). *Ralentir ou périr : l'économie de la décroissance*. Seuil.
- Quenet, G. (2017). L'Anthropocène et le temps des historiens. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 72, pp. 267-299. <https://www.cairn.info/revue--2017-2-page-267.htm>.
- Quairel, F. & Capron, M. (2013). Le couplage « responsabilité sociale des entreprises » et « développement durable » : mise en perspective, enjeux et limites. *Revue Française de Socio-Économie*, 11, 125-144. <https://doi.org/10.3917/rfse.011.0125>
- Rabhi, P. (2009). *La part du colibri. L'espèce humaine face à son devenir*. L'Aube.
- Reinert, M. & Jungers, S. (2022). Tout comprendre aux limites planétaires. *Reporterre*, 4 novembre 2022. <https://reporterre.net/Qu-est-ce-que-les-limites-planetaires#3>
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K. et al. (2009). A safe operating space for humanity. *Nature*, 7263 (461), pp. 472–475. <https://doi.org/10.1038/461472a>
- Sabot, p. (2016). De Foucault à Macherey, penser les normes, *Methodos* [En ligne], 16/2016. DOI : <https://doi.org/10.4000/methodos.4652>
- Saint-Martin, A. (2013). *La sociologie de Robert K. Merton*. La Découverte.
- Segrestin, D. (1997). L'entreprise à l'épreuve des normes de marché. Les paradoxes des nouveaux standards de gestion dans l'industrie. *Revue française de sociologie*, XXXVIII-3, pp. 553-585. https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1997_num_38_3_4647
- Tsing, A. L. (2017). *Le champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*. La Découverte.
- Wagner, A-C. (2022). Champ. *Sociologie* [En ligne], Les 100 mots de la sociologie, mis en ligne le 01 juillet 2021, consulté le 2 décembre 2022. <http://journals.openedition.org/sociologie/3206>

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

- Accard, P. & Henckel, J.-G. (2009). *Guide des Jardins de Cocagne*. Éditions alternatives.
- Carry, P. & Rodriguez, J. (2022). *Pour une sociologie enfin écologique*. Érès.
- Grandgeorge, D. (2022). *L'écologisation du travail social. Les établissements sociaux à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité*. Éditions IES.
- Guattari, F. (1989). *Les trois écologies*. Galilée.
- Henckel, J.-G. & Viveret, P. (2009). *Dans un pays de Cocagne*. Rue de l'Échiquier.
- Heyer, É., Lokiec, P. & Méda, D. (2020). Faire de l'Europe une zone de haute qualité écologique. Dans *Une autre voie est possible. Vers un modèle social-écologique* (pp. 193-202). Flammarion.
- Juan, S. (2011). *La transition écologique*. Érès.
- Lebay, P. (2022). *Créer un jardin de soins. Du projet à la réalisation*. Terre vivante.
- Lipietz, A. (2012). *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*. La Découverte.
- Morand, S. & Pipien, G. (2013). *Notre santé et la biodiversité. Tous ensemble pour préserver le vivant*. Buchet-Chastel.
- Moulaire, M. (2017). Préserver l'environnement. Dans *Pratiquer la RSE* (pp. 100-115). ESF Éditeur.
- Pellissier, J. (2017). Mais où sont les jardins dans les lieux de vie ? Dans *Jardins thérapeutiques et hortithérapie* (pp. 69-79). Dunod.
- Pelluchon, C. (2011). *Éléments pour une éthique de la vulnérabilité. Les hommes, les animaux, la nature*. Cerf.
- Richard, D. (2011). *Quand jardiner soigne : Initiation pratique aux jardins thérapeutiques*. Delachaux & Niestle.

Articles, revues

- Augagneur, F. & Fagnani, J. (2015, janvier). Enjeux environnementaux, protection sociale et inégalités sociales. *Revue Française des Affaires sociales*, 1-2, 8-228.
- Chaput, C. (Réalise par.). (2009, mai). Éducation à l'environnement et travail social : relations durables ? *Le Sociographe*, 29, 4-108.
- Collectif (2017, novembre). Exigences écologiques et transformation de la société. *Cahiers français*, 401, 1-74.
- Collectif (2021, 29 juin). Numéro spécial #11 Forum. Se mettre au vert. *Lien social*, 1298-1299, 50 p.
- Collectif (2022, avril). Transition écologique : structure et évolution des pratiques. *ASH - Hors-série*, 16, 41 p.

■ Deguen, S. & Kihal-Talantikite, W. (2022). Les inégalités environnementales et sociales de santé en France, un champ de recherche à développer. *Informations sociales*, 206, 34-43.

■ Ducoeurjoly, D. (Réalisé par.). (2017, avril). Restauration : les établissements de santé et médicosociaux vont se mettre au bio. *La Gazette Santé-Social*, 139, 15-22.

■ Fréminville (de), S. (Réalisé par.). (2019, mai). Développement durable. La santé soigne plus vert. *La Gazette Santé-Social*, 162, 15-22.

■ Levray, N. (Réalisé par.). (2016, octobre). Développement durable : plus qu'une obligation, un levier de performance. *La Gazette Santé-Social*, 133, 15-22.

■ Lorenzon, J. (Réalisé par.). (2008, octobre). Développement durable, une priorité ? *Direction(s)*, 56, 24-31.

■ Nguyen, P. (Réalisé par.). (2020, juillet). Environnement : s'engager durablement. *Direction[s]*, 188, 16-23.

■ Paturel, D. (2021, décembre). Le droit à l'alimentation durable en démocratie. *Vie sociale*, 36, 163-167.

■ Portillo, M. (2019, mai). Qu'est-ce que le travail social vert et en quoi est-il pertinent aujourd'hui ? *Forum, revue de la recherche en travail social*, 157, 46-54.

■ Robert, C. & Latour J.-M. (2021, avril). Climat. Pas de solution sans révolution culturelle. *Le JAS*, 256, 13-21.

■ Sanchez, J.-L. & Robert, C. (2019, mai). Désastre écologique. Cessons de fuir. *Le JAS*, 237, 13-19.

■ Winkel, M. (2022, septembre). IAE et développement durable : une synergie vertueuse. *Empan*, 127, 70-78.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom • Prénom :

Adresse :

Abonnement annuel (3 numéros par an) soit **30 €** à l'ordre de l'ARTS

Pour l'achat au numéro, se renseigner à l'adresse suivante : crd@irts-fc.fr ou au 03 81 41 61 41

Le bulletin d'abonnement dûment complété
est à retourner à :

IRTS de Franche-Comté

Les cahiers du travail social

1 rue Alfred de Vigny • CS 52107 • 25051 BESANÇON CEDEX

À ce jour, **102 numéros** ont été édités

La liste complète des numéros est consultable sur notre site www.irts-fc.fr à la rubrique Recherche.

- | | | | |
|----|--|-----|--|
| 70 | Le Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale : enjeux et travaux | 89 | Le Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale : articles de stagiaires |
| 71 | ISAP - ISIC : Intervention Sociale d'Aide à la Personne et d'Intérêt Collectif | 90 | Le numérique : nouveau modèle de lien social ? |
| 72 | Les métiers de l'encadrement dans le travail social | 91 | La psychothérapie institutionnelle : la fabrique du quotidien en institution |
| 73 | Psychiatrie, folie et société | 92 | Parentalité : de la réflexion à l'action |
| 74 | Mineurs Isolés Etrangers | 93 | Communication NonViolente et bienveillante |
| 75 | Le vide | 94 | Développement social et territoire |
| 76 | Actes du Séminaire - Nouvelles formes de solidarités et d'intervention sociale | 95 | La professionnalisation dans l'alternance intégrative : évolution et perspectives d'évaluation |
| 77 | Le corps | 96 | Ce que l'autisme peut apporter à la société : pour une inclusion des personnes autistes... |
| 78 | Le plaisir de choisir - Vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap | 97 | La distance relationnelle en travail social : du principe à la réalité |
| 79 | Quelle place pour l'usager ? Quelle place pour sa famille ? | 98 | Les Mineurs Non Accompagnés, des adolescents comme les autres ? |
| 80 | Regard sur la mobilité internationale des étudiants en travail social | 99 | La médiation dans les relations au travail : enjeux et perspectives |
| 81 | L'illettrisme parlons-en | 100 | 15 ans de réflexion au service du travail social |
| 82 | La formation dans tous ses états, représentations | | Les 20 ans de la loi du 2 janvier 2002 |
| 83 | La formation dans tous ses états, parcours | 101 | La société inclusive : discours et réalité |
| 84 | De la participation à l'implication des personnes accompagnées | 102 | Répondre aux urgences environnementales : la part du travail social |
| 85 | Regarder, écouter, accompagner | | |
| 86 | Comprendre et prévenir la radicalisation | | |
| 87 | Désinstitutionnalisation : regards et expériences | | |
| 88 | Jugement et intervention sociale | | |



La MAIF est partenaire
des cahiers du travail social

CTs 102 • Extrait

François HOARAU-GEISSLER • Éditorial

Les conséquences déjà avérées du réchauffement climatique, mais aussi des crises environnementales globales, ne peuvent que concerner directement le travail social, ne serait-ce que parce qu'aucun secteur d'activité n'est épargné. Mais si le travail social peut être considéré comme tout particulièrement concerné, c'est qu'il est établi que de telles crises systémiques touchent plus particulièrement les populations les plus vulnérables — soit celles que les travailleurs sociaux doivent accompagner. Si à l'échelle mondiale, la fédération internationale des travailleurs sociaux semble s'en être pleinement saisie, la diffusion de cette sensibilité à toutes les échelles peut sembler limitée au regard des enjeux repérés.

Si le contraste entre urgence des mesures à prendre — urgence qui n'implique pas moins un travail, voire une planification, sur le long terme — et une forme d'attentisme voire de déni a déjà commencé à être pensé, la réflexion mérite d'être poursuivie à partir d'une perspective ancrée dans le travail social et l'intervention sociale. Le présent numéro des Cahiers du Travail Social vise ainsi à continuer à alimenter la réflexion concernant la manière dont le travail social peut — ou doit — se saisir des défis posés par les crises climatiques et écologiques, autrement dit prendre toute sa part.

Les cahiers du travail social sont publiés avec le soutien des collectivités territoriales de Franche-Comté

